LE DEVOIR

FAIS CE QUE DOIS

folio
Des livres qu'on glisse dans sa poche mais qu'on garde dans sa bibliothèque

Vol. LXX — No 270 | Passages nuageux. Maximum de 6 à 8. | Montréal, lundi 19 novembre 1979 | Férie | 25 CENTS

Les écoles sont épargnées

La CSN frappe les hôpitaux

par Paule des Rivières

QUÉBEC — Quelque 40,000 employés répartis dans 85 hôpitaux s'apprêtaient hier soir à déclencher une grève illimitée et, de ce fait, à défier la loi 62.

Ces employés sont les seuls parmi les 190,000 des trois centrales en négociation à braver la loi. Ils sont membres de la Fédération des affaires sociales (CSN) et, à un degré beaucoup moindre des syndicats de soutien de la FTQ. Ils comprennent peu d'infirmières mais regroupent le personnel de soutien, les techniciens, les employés paramédicaux des plus gros hôpitaux de la métropole.

Bien qu'elle se réservait encore le loisir d'annuler la grève, la FAS — dont 76 des 129 unités syndicales ont opté pour la grève — répétait encore au moment de mettre sous presse qu'aucune proposition nouvelle de la partie patronale ne justifiait un contre-ordre de dernière minute. La grève devait débuter à minuit.

Pendant ce temps, les membres du gouvernement impliqués dans l'actuelle ronde de négociation tenaient une série de conciliabules et demeuraient complètement imperméables. Il était devenu manifeste hier soir que le gouvernement attendrait encore quelques heures avant de déposer des offres salariales consolidées mais il devrait le faire aujourd'hui.

Les salaires sont un enjeu majeur à la FAS, là peut-être plus qu'ailleurs vu que cette fédération regroupe un bon nombre des syndiqués qui comptent parmi les moins bien payés des 190,000 touchés par la négociation.

L'autre point majeur en suspens touche l'organisation du travail dans les établissements et plus précisément les modalités de remplacement des postes vacants et toute la notion de poste qui s'y rattache.

Dans le domaine scolaire, les cours ont lieu ce matin comme à l'accoutumée dans les écoles et cégeps de la province. La CEQ a en effet reçu un message clair de ses adhérents qui n'ont pas voulu défier la loi et un porte-parole indiquait hier soir que la compilation des votes n'avait même pas été complétée.

Dans l'ensemble, c'est par une majorité dépassant légèrement 52% que les enseignants des niveaux primaire et secondaire ont refusé la grève illégale. Dans les cégeps, les votes ont été encore plus éloquents et c'est par une écrasante majorité que les syndicats d'enseignants ont dit non.

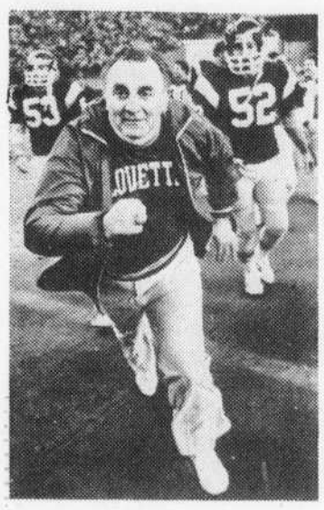
Même si c'est vers la FAS que tous les yeux étaient tournés hier et que le gros des énergies étaient dirigés, toujours dans l'espoir d'éviter la grève — les négociations se sont poursuivies à la plupart des tables hier et samedi.

La situation demeure inégale d'un groupe à l'autre et, fait à signaler, une première entente de principe formelle est intervenue, qui lie les 3,500 employés de soutien scolaire de la FTQ à la Fédération des commissions scolaires et au ministère de l'Éducation.

La plupart des groupes d'employés du soutien scolaire ont effectué des rapprochements importants avec leur em-

Voir page 6: Les hôpitaux

week-end sportif



Coupe Grey: Alouettes c. Eskimos

Pour la cinquième fois en six ans, les Alouettes de Montréal et les Eskimos d'Edmonton en viendront aux prises en finale de la Coupe Grey, dimanche prochain au Stade olympique. C'est grâce à une prestation défensive exemplaire que les Alouettes ont mérité ce droit samedi, alors qu'ils ont défait les Rough Riders d'Ottawa, 17-6, au grand plaisir de l'entraîneur-chef Joe Scannella qui n'avait pas hésité plus tôt cette saison à se mettre la tête sur le billot en modifiant sa défensive. Pour leur part, les Eskimos ont éliminé hier, les Stampeders de Calgary, 19-6.

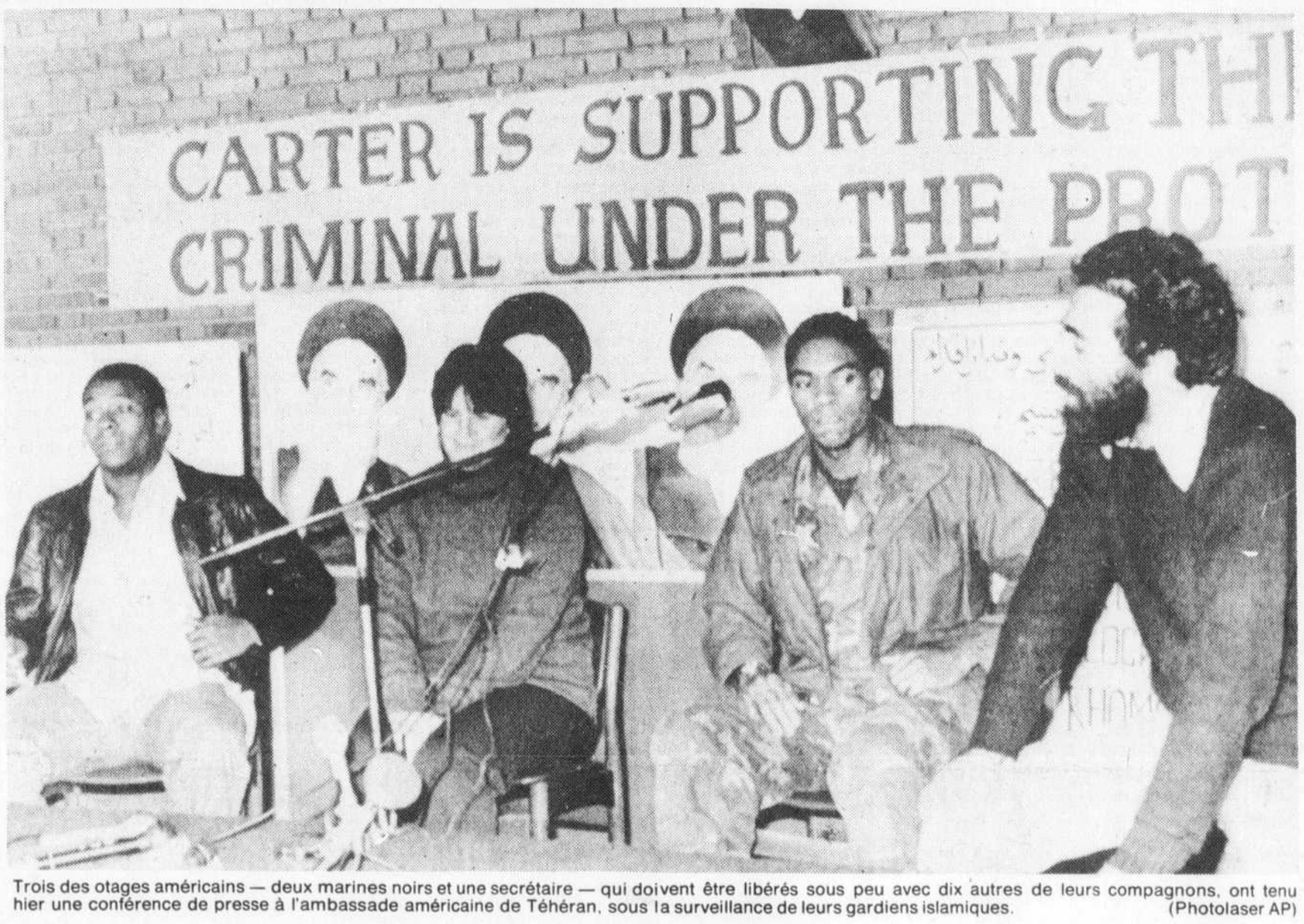
— page 12



Sévigny brille à Los Angeles

Le Canadien compte maintenant trois gardiens de but de premier plan. Denis Herron, Michel Larocque et aussi Richard Sévigny, qui a offert une autre belle performance samedi dans la victoire de 3-1 du Canadien contre les Kings, à Los Angeles. Sévigny a repoussé 28 rondelles, Butch Goring ayant été le seul à le déjouer. Guy Lafleur, Mario Tremblay et Pierre Larouche, avec l'aide du numéro 10, ont marqué les buts du Tricolore.

— page 13



Trois des otages américains — deux marines noirs et une secrétaire — qui doivent être libérés sous peu avec dix autres de leurs compagnons, ont tenu hier une conférence de presse à l'ambassade américaine de Téhéran, sous la surveillance de leurs gardiens islamiques. (Photolaser AP)

Huit femmes et cinq Noirs libérés aujourd'hui

Les étudiants menacent de juger et punir les otages de Téhéran

TEHERAN (d'après AFP et AP) — Les étudiants islamiques de l'ambassade des Etats-Unis a Téhéran ont annoncé hier leur intention de libérer prochainement 13 otages et de punir « en fonction de leurs crimes » ceux qui ne seraient pas libérés », durcissant ainsi leur défi à l'égard de Washington.

Selon un communiqué des étudiants islamiques, ce serait un total de huit femmes et de cinq Noirs américains qui seraient prochainement libérés, probablement au cours de la journée.

Ce communiqué semble constituer une sorte de mise au point à la suite de l'annonce, par trois des otages présentés peu auparavant aux journalistes auxquels ils avaient indiqué qu'ils seraient les seuls prisonniers des étudiants relâchés.

L'hypothèse où toutes les femmes et tous les Noirs ne seraient pas libérés risquerait de constituer un problème de politique intérieure iranienne. L'ayatollah Khomeiny avait, en effet, demandé samedi, dans un geste de clémence islamique, la libération des femmes et des Américains de race noire pour qu'ils soient « remis au ministère des Affaires étrangères pour etre immédiatement expulsés d'Iran ».

Après avoir atermoyé pendant plusieurs heures tout en affirmant qu'ils obéissaient au « guide de la révolution », les étudiants islamiques faisaient savoir hier que les prisonniers qui ne seraient pas libérés seraient jugés et que ceux d'entre eux qui seraient reconnus coupables seraient punis.

Alors que la nuit était tombée sur Téhéran, trois des otages — une femme et deux marins noirs américains — étaient présentés aux journalistes. De leurs déclarations fragmentaires, il apparaissait qu'il restait dans l'ambassade une soixantaine d'otages américains sept femmes et huit à dix Noirs.

« Ce qui était le plus dur, c'était d'être assise sur une chaise seize heures par jour avec les mains attachées. Ce qui m'a manqué le plus, c'est ma famille », a déclaré à la presse Cathy Gross, une jeune secrétaire de l'ambassade avec elle, deux noirs, deux sergents appartenant au corps des « marines », Ladel Maples et William Farels.

En envisageant donc, peut-être, de ne pas remettre en liberté toutes les femmes et tous les noirs, les étudiants prendraient au pied de la lettre la demande du « guide de la révolution »: celui-ci s'était prononcé pour la libération des femmes et des Noirs, mais seulement après étude de leur dossier prouvant qu'ils ne s'étaient pas livrés à l'espionnage.

Cette demande avait également été faite après une démarche de M. Abol Hassan Banisadr auprès de l'imam et avait été, à tort ou à raison, interprétée comme une victoire de celui qui apparaissait comme le grand responsable des affaires iraniennes.

La base militante étudiante, par son intransigeance, a ainsi marqué sa volonté de jouer un rôle politique autonome et extrémiste dont les conséquences sont imprévisibles.

Hier soir, une soixantaine d'Américains, toujours détenus dans les locaux de leur ambassade, ont entamé une nouvelle nuit, la quinzième, avec la perspective de devoir répondre de leurs « crimes » devant un tribunal islamique.

L'ayatollah Khomeiny a confirmé lui-même la nouvelle en déclarant dans une interview à la chaîne de télévision ABC que ce procès aura lieu si les Etats-Unis «ne respectent pas le droit international » et n'accèdent pas à la demande des autorités iraniennes: l'extradition du Chah.

Le dirigeant religieux a affirmé qu'en cas d'extradition du Chah, les « espions » ne seront pas jugés, ce qui constitue « un geste » dans la mesure où les diplomates qui se livrent à des activités d'espionnage « ne sont plus des diplomates...et doivent, selon notre législation, être jugés et punis », a-t-il dit.

« Aussi longtemps que M. Carter ne respecte pas le droit international, ces espions ne seront pas extradés. Mais si le chah est extradé' nous libérons ces otages. Ce sera de notre part une sorte de geste. Mais en réalité ces espions devraient être jugés », a ajouté l'ayatollah.

Les Américains seront donc retenus « aussi longtemps que nécessaire ». L'ayatollah a également déclaré que les otages américains étaient détenus dans de meilleures conditions que celles qui

Voir page 6: Les étudiants

Jean-Paul II se rendra en Turquie

CITÉ DU VATICAN (AFP) — Le pape se rendra en Turquie à la fin du mois de novembre: c'est le Saint-Père qui l'a annoncé lui-même dimanche aux 40,000 pélerins Place Saint-Pierre pour l'angélus.

« À la fin de ce mois, j'irai en Turquie, a-t-il dit. Je me rendrai d'abord à Ankara, la capitale de ce pays, puis à Istanbul, pour rendre visite au patriarche Dimitrios Premier, et pour participer aux célébrations de la fête de Saint-André ».

En annonçant son prochain voyage en Turquie, le pape a précisé qu'il rencontrerait les autorités turques à Ankara et qu'il se rendrait également à Éphèse.

« Cette visite est importante, a-t-il dit. Elle montre concrètement la décision du pape, déjà affirmée plusieurs fois, de redoubler d'efforts pour unir tous les chrétiens. C'est aussi un des buts principaux du Concile. Il s'agit d'une exigence aujourd'hui plus urgente que jamais. De grands progrès ont été faits et nous ne pouvons pas en rester là ».

Le pape a rappelé ensuite que catholiques et orthodoxes étaient sur le point d'ouvrir un dialogue théologique afin de dépasser les divergences qui existent encore. Il a ajouté que par ce voyage, il voulait souligner l'importance que l'Église catholique accordait à ce dialogue et exprimé son respect fraternel au Patriarcat oecuménique de Constantinople, auquel l'Église de Rome est liée par tant de liens historiques.

Après avoir rappelé que Paul VI avait renoué ces liens avec le patriatche Athenagoras, il a déclaré qu'il irait à Ephèse où, en 431, le troisième Conseil oecuménique avait proclamé la Vierge Marie, « mère de Dieu ». Paul VI avait rencontré Athenagoras en terre Sainte en 1964, puis en 1967 à Constantinople et l'avait reçu à Rome en 1970.

Le porte-parole du Vatican, le père Romeo Panciroli, a précisé dimanche après la déclaration de Jean Paul II que la visite du pape en Turquie aurait lieu du 28 au 30 novembre. À Ankara, elle aura un caractère officiel.

Ce voyage est le quatrième que le pape Jean Paul II effectue en un an de pontificat: il a visité le Mexique, la Pologne, l'Irlande et les États-Unis. Il est en outre dans vingt deux pays.

La Turquie attache un très grand prix au fait que le pape — dont les déplacements constituent un événement de portée mondiale — ait choisi la Turquie pour son premier voyage dans un pays musulman, disait-on dimanche à Ankara.

Les entretiens que Jean Paul II aura à Ankara avec le président de la République turque, M. Fahri Koruturk, sont considérés comme devant être particulièrement utiles et fructueux, indique-ton dans les milieux politiques de la capitale turque. Cependant aucune indication n'a été encore donnée sur l'ordre du jour des entretiens.

Cette visite est une preuve de l'esprit d'universalité du pape, a déclaré un ancien ministre turc des Affaires étrangères. « Elle peut aboutir à une meilleure compréhension entre peuples de religions

Voir page 6: Jean-Paul II

Le cabinet Begin retarde l'évacuation complète de la colonie d'Eilon Moreh

JERUSALEM (d'après AP et AFP) — Déjà confronté avec une vague d'agitation en Cisjordanie à la suite de l'expulsion prochaine du maire de Naplouse, le gouvernement Begin a choisi hier de retarder l'évacuation totale du point de peuplement d'Eilon Moreh déclaré illégal par la Cour suprême, suscitant ainsi de profonds remous en Israël.

Le conseil des ministres a approuvé la proposition du Pr Yitzhak Zamir, conseiller juridique du cabinet, pour une évacuation en deux phases, du point de peuplement créé par le Gouch Emounim (Bloc de la foi) près de Naplouse.

Mercredi, à la date fixée par la Cour suprême (pour l'évacuation), les présidents de l'implantation évacueront les 12,5 ha appartenant à des habitants arabes de Roujeib, qui avaient fait appel auprès de la haute cour et déterminé son jugement. Les 57,5 ha restants seront évacués dans un délai de quatre à six semaines, et les résidents d'Eilon Moreh seront installés à Kabir, colline plus au nord de Naplouse.

A l'issue du conseil des ministres, le ministre de la Justice M. Chmouel Tamir a souligné que cette décision était « irréversible », et qu'ainsi « le jugement de la Cour suprême serait exécuté à la lettre ».

Mais le député travailliste Yossi Sarid s'est déclaré « persuadé que la seconde phase (évacuation de l'essentiel de cette implantation dans un délai de 4 à 6 semaines) n'aurait jamais lieu, et que le Gouch Emounim resterait à Eilon Moreh ».

« Le gouvernement cherche simplement à enlever progressivement tout pouvoir à la justice », estime le député Ouri Avnery (Shelli, gauche sioniste). Pour Mme Shoulamith Aloni, député du Mouvement pour les droits civiques, « le gouvernement a tout simplement cédé au chantage du Gouch Emounim, et fait injure à la Cour suprême ».

Enfin, le mouvement pour « La Paix maintenant » considère que « c'est un jour noir pour la démocratie ». Les dirigeants du mouvement, qui se font fort de réunir plusieurs dizaines de milliers de sympathisants, veulent organiser une grande manifestation à Eilon Moreh, sur le mot d'ordre: « Si Eilon Moreh ne tombe pas, nous ferons tomber le gouvernement ».

Le porte-parole du Mouvement pacifiste, M. Omri Padan a estimé quant à lui que « si le gouvernement tourne les lois en dérision, pourquoi les citoyens n'en fe-

Voir page 6: Le cabinet Begin

6/36

GROS LOT
$286,000
Approximatif — vendredi

NUMÉROS GAGNANTS PEU IMPORTE L'ORDRE

1	23	26	31	32	36

	NOMBRE DE GAGNANTS	PRIX
6 SUR 6	0	$147,754.00
5 SUR 6	45	2,955.10
4 SUR 6	3185	115.90
5 SUR 6+	1	88,652.00

NO COMPLEMENTAIRE S'APPLIQUANT SEULEMENT AU 5 SUR 6 +
34
VENTES TOTALES
$1,539,105

Mini
TIRAGE: 9-33
Vendredi: 16/11/79

	NUMERO	POSSIBILITE DE
NUMERO COMPLET	854254	3 GAGNANTS DE $50,000.
5 CHIFFRES	54254	30 GAGNANTS DE $5,000.
4 CHIFFRES	4254	297 GAGNANTS DE $250.
3 CHIFFRES	254	2970 GAGNANTS DE $50.
2 CHIFFRES	54	29700 GAGNANTS DE $5.

Tous les billets gagnants de $250. et $50. de la Mini sont encaissables à toute succursale de la BCN

LE PATRIMOINE

Alain Duhamel



«Stratégie verbale»

DANS son septième rapport annuel, la Commission des biens culturels reproche au ministère des Affaires culturelles son refus obstiné de préparer, pour les arrondissements historiques ou naturels, des plans de conservation et de mise en valeur.

« Si on rejette l'idée de plans pour la gestion des lieux, au profit de la stratégie verbale, on abandonne la tâche essentielle pour instaurer un régime d'autorisations discrétionnaires au gré de visions personnelles sujettes à des influences de toutes sortes », peut-on lire dans le rapport déposé la semaine dernière à l'Assemblée nationale.

Ce n'est pas la première fois que la Commission souligne l'importance dans son rapport annuel des plans de conservation et de mise en valeur, mais jamais avait-elle insisté avec autant de vigueur et de fermeté sur cet aspect de la Loi des biens cultureis.

Ce septième rapport annuel couvre 12 mois d'activité entre mars 1978 et avril 1979 pendant lesquels l'Assemblée nationale a modifié la Loi des biens culturels de manière à favoriser la délégation de pouvoirs en faveur des corporations municipales pour l'administration des arrondissements et des ensembles patrimoniaux.

Dans un contexte où les administrations municipales jouent un rôle essentiel dans la gestion du patrimoine, il importe qu'elles soient bien informées de l'interdépendance entre les plans et les règlements et des objectifs fondamentaux de la loi.

« Les corporations municipales n'ont pas complètement saisi la subordination essentielle de la réglementation d'urbanisme aux objectifs définis par les plans directeurs: il faut ajouter à leur décharge qu'on ne leur a pas toujours fourni les moyens de le faire. On ne peut cependant pas en dire autant d'un organisme de l'État comme le ministère des Affaires culturelles, où l'on refuse pourtant à reconnaître le lien fondamental qui existe entre l'action et la planification, entre les dispositions d'application et les objectifs de la Loi. La situation est nettement plus grave et ne s'explique par des conceptions hautement discutables. Dans les conceptions qui prévalent actuellement au sein du ministère des Affaires culturelles, la notion conventionnelle de plan est supplantée par des notions qui relèvent de la stratégie ».

Qui plus est, le ministère des Affaires culturelles dans ses rapports avec les administrations municipales, a donné son accord à des concepts de développement compromettant les valeurs patrimoniales qu'un plan de conservation aurait préservées.

« Malgré les recommandations répétées de la Commission des biens culturels dans ce sens, on a constaté, depuis près de trois ans, une fin de non-recevoir du ministère sur ce sujet. Pourtant, lorsqu'une municipalité accepte d'élaborer un tel plan, la Commission constate, comme dans le cas de Sillery, par exemple, que le plan est conçu avec l'accord du ministère dans une optique de lotissement et d'aménagement résidentiel de l'arrondissement au détriment du respect des valeurs culturelles ou naturelles du territoire à l'étude ».

Depuis 1976, la Commission a refusé 200 permis de construction sur l'Île d'Orléans, tous acceptés par le ministre des Affaires culturelles. Dans l'arrondissement de Sillery, la Commission s'est vivement opposée au plan de développement proposé et au lotissement de Kilmarnock, ce qui n'a pas empêché le ministre d'autoriser la coupe d'arbres et la construction. Dans quelques années, la Commission s'attend à recevoir une requête en déclassement pour Kilmarnock parce qu'on jugera alors que ce lotissement constitue un apport négatif à l'arrondissement.

La Commission, par l'entremise de son comité des permis, reproche à la Direction générale du patrimoine la faiblesse des dossiers qu'elle lui soumet, faiblesse d'autant plus évidente que les requêtes ne peuvent s'appuyer sur un guide d'aménagement ou sur un plan de conservation et de mise en valeur. Pour disposer convenablement des quelque 653 demandes de permis qu'elle a reçues, la Commission a dû user de discrétion et faire appel à l'intérêt et à l'expérience de ses membres plutôt qu'à la qualité des dossiers.

Le rapport note au passage que les procédures de sélection de la Direction générale du patrimoine à l'égard des requêtes à traiter pour fins de classement ou de reconnaissance ne s'inspirent pas toujours de critères purement patrimoniaux.

« Le fait, pour la Direction générale du patrimoine, d'assumer la sélection des demandes de classement, a entraîné l'établissement de certaines restrictions qui n'ont pas toutes un rapport avec la valeur intrinsèque du bien, notamment les restrictions budgétaires. Il nous apparaît maintenant que certains biens pourraient faire l'objet d'une protection et d'une mise en valeur, selon la Loi sur les biens culturels, mais qu'ils n'ont pu être retenus au cours d'un exercice à cause des normes budgétaires. »

La Commission a proposé une procédure d'appel de ces décisions. Dans tous les cas, les requérants ont avantage à informer directement la Commission des biens culturels de leurs démarches auprès de la Direction générale du patrimoine.

Le rapport de la Commission des biens culturels fait aussi état de la situation fiscale dans laquelle doivent évoluer les propriétaires de biens culturels, mobiliers ou immobiliers. La Commission souhaiterait que les dons d'oeuvre d'art et de biens culturels à des établissements reconnus puissent comporter l'avantage d'une exemption d'impôt, comme cela se pratique dans plusieurs pays.

Des encouragements fiscaux apparaissent nécessaires aussi dans les entreprises de revalorisation des grands ensembles, des quartiers et des arrondissements. La Commission se propose de poursuivre ses réflexions à ce sujet.

La Commission pose le problème du transfert des biens culturels mobiliers dans des centres éloignés de leur lieu d'origine. « Ne devrions-nous pas maintenir et conserver sur place, jusqu'à la limite du raisonnable, les biens mobiliers qu'un milieu a produit?... Il est si facile de retirer d'une ville, d'un village, une collection de documents, un greffe de notaire au complet, une série d'objets ou d'artefacts! Certes on ne déménagerait pas un moulin, une église, mais on cède devant les objets ».

Au cours de l'année, la Commission des biens culturels a tenu 13 réunions en séance plénière et étudié 710 dossiers: six dossiers relatifs à des classements ou à des reconnaissances et 653 demandes de permis.



Le ministère des Affaires culturelles a permis le lotissement du domaine Kilmarnock, dans l'arrondissement de Sillery. La Commission des biens culturels s'interroge sur cette décision dans son dernier rapport annuel.

La collection R.-L. Séguin — Le ministre des Affaires culturelles, M. Denis Vaugeois, a reconnu l'inestimable collection de documents de M. Robert-Lionel Séguin, historien et ethnographe rénommé.

Le fonds Robert-Lionel Séguin comprend, outre une riche documentation bien classée sur l'ethnographie québécoise, l'histoire du Québec, l'histoire de la région de Vaudreuil-Soulanges, des pièces exceptionnelles telles que de la monnaie de carte du régime français et des actes notariés originaux se rapportant aux événements de 1837-38.

« Grâce à la reconnaissance du fonds Robert-Lionel Séguin par le ministère des Affaires culturelles, les Archives nationales du Québec ont désormais accès à un instrument de recherche presque irremplaçable autant qu'à une mine de renseignements patrimoniaux d'une richesse inestimable », affirme-t-on dans un communiqué du ministère.

Il y a un an, Jonestown...

SAN FRANCISCO (AFP) — Il y a un an, le 18 novembre 1978, 913 personnes perdues au milieu de la jungle de Guyana, s'approchaient d'un baquet de liquide empoisonné au cyanure et, calmement, se donnaient la mort sous les yeux de leur chef spirituel, Jim Jones.

En cette fin d'après midi, Jones réunissait toute la petite colonie et ordonnait, d'une voix calme: « Donnez d'abord la boisson aux enfants et aux vieillards. Nous ne nous suicidons pas, nous accomplissons un acte révolutionnaire pour protester contre les conditions de ce monde inhumain ». Deux heures plus tard, Jonestown, centre guyanais de la secte californienne « Temple du Peuple », n'était plus qu'un campement sans vie, où les premiers secours découvriront, près de trois jours plus tard, les 913 corps, le long des allées. Les membres de la secte sont morts en se donnant la main, souvent la face contre terre.

Un an plus tard, la tragédie semble complètement oubliée aux Etats-Unis. Le meurtre du parlementaire californien Leo Ryan, point de départ du suicide, n'est pas élucidé. Plus de 900 plaintes ont été déposées contre la secte, et près de 2 milliards de dollars de dommages et intérêts sont en jeu.

Mais qui pourrait payer cette somme? Les avoirs de la secte sous séquestre ne représentent que 700,000 dollars en liquidités et, dit-on environ 10 millions de dollars sur des comptes étrangers. Le gouvernement américain à lui seul demande 4.3 millions de dollars, ce que lui a coûté le rapatriement des 913 corps jusqu'aux Etats-Unis.

Les familles des victimes ne se sont pas empressées de reconnaître les leurs: 248 corps, jamais identifiée, dont ceux de 210 d'enfants de moins de 16 ans, ont été enterrés dans une fosse commune près d'Oakland, en Californie, 297 autres, identifiés, attendent toujours que quelqu'un les reclame.

Le siège de la secte à San Francisco, a été revendu en mai dernier à une autre eglise. « l'Eglise presbytérienne coréenne », qui y abrite 1,000 fidèles peu enclins à la nostalgie. Une autre organisation charitable a acquis en mai dernier le premier temple de Jim Jones, à Red Wood, au nord de San Francisco. Elle y organise des séminaires. Chacun peut être se baigner dans la piscine de Jim Jones, « à condition qu'il ne boive pas et ne fume pas », précise le nouveau propriétaire.

Rentrés aux Etats-Unis, pourchassés par la presse et la justice, les survivants de Jonestown se sont réinstallés en Californie. Incapables souvent de se réintégrer, ils vivent de petits métiers et d'entraide.

« Tous se sentent mal à l'aise dans la société, déclare un psychiatre, le docteur Hardat Sukhdeo. Certains finissent même par penser que Jim Jones n'avait peut-être pas tout à tout tort lorsqu'il parlait de société inhumaine ».

Une demi-douzaine de livres lui ont été consacrés. Un film est en préparation. Le suicide de Jonestown n'a pas eu beaucoup d'influence sur la vie des sectes aux Etats-Unis, dont le recrutement n'a pas baissé en 1979.

En Guyana même, un autre « Dieu » américain, Edward Emmanuel Washington, alias David Hill, recherché aux Etats-Unis pour vol et évasion, dirige de main de fer son Eglise, « la Maison d'Israël ». Il affirme avoir près de 9,000 fidèles. « Ma seule différence avec Jim Jones, dit-il, c'est que je ne crois pas au suicide ».

A Jonestown, gardée par la police guyanaise, le slogan preféré de Jim Jones est toujours visible: « Ceux qui ne connaissent pas le passé sont condamnés à le revivre. »

FÉMININ PLURIEL

Renée Rowan



Choisir de donner la vie

LA loi Veil sur l'avortement, votée en 1974, pour une période de cinq ans, est inscrite au feuilleton de l'Assemblée nationale française pour demain, 20 novembre.

Le 3 octobre dernier, le conseil des ministres proposait de reconduire purement et simplement la loi Veil qui autorise en France, depuis janvier 1975, l'interruption volontaire de la grossesse sous certaines conditions. Déjà depuis plusieurs semaines, des milliers de femmes et d'hommes ont commencé à se mobiliser, ne voulant à aucun prix d'un retour en arrière.

Cette rediscussion, notait le *Nouvel Observateur* dans sa livraison du 8 octobre, « sera l'occasion pour les tenants des vieux tabous de tout faire pour la rendre encore plus restrictive. Leur désir étant de l'abolir purement et simplement, ce qui équivaudrait, sans autre forme de procès, à un retour à l'arsenal juridique de 1920. Mais sans aller jusque-là, le risque est grand de voir déposés des amendements qui s'attaqueront à la clause essentielle de la responsabilité de la femme. »

Prenant la parole au colloque international « Choisir de donner la vie », au début d'octobre, à Paris, où elle avait été invitée par Gisèle Malimi, la présidente du Conseil du statut de la femme (CSF), Mme Claire Bonenfant, déclarait que « le débat entourant cette importante question, non seulement pour les Françaises, mais pour l'ensemble des femmes du monde entier, est plus controversé et complexe que jamais. »

« Le passage de la loi Veil, pour vous en France, aura eu des répercussions majeures dans la vie des femmes confrontées à une grossesse non désirée. A certains égards positives, à d'autres moins, cette législation, dont il reste encore à analyser nombre d'éléments à la lumière de ses cinq ans de probation, aura cependant affecté, en tant que modèle possible de législation, d'autres femmes hors des frontières françaises.

« Au Canada, et au Québec particulièrement, tout reste à faire dans ce domaine, a poursuivi Mme Bonenfant. La loi fédérale qui régit cet acte médical, le seul d'ailleurs inscrit au Code criminel, et qui est concrètement appliquée par les administrations provinciales, est loin de répondre adéquatement aux besoins des Québécoises en matière de contrôle des naissances. En ce sens, a-t-elle souligné, nous nous intéressons attentivement à ce qui s'élabore dans d'autres pays occidentaux et particulièrement en France où, tout compte fait, la pénible réalité des femmes qui désirent obtenir une interruption de la grossesse est comparable à celle du Québec. »

Mme Bonenfant a trouvé les travaux de ce colloque qui avait lieu les 5, 6 et 7 octobre, particulièrement intéressant par la qualité des intervenants, « mais, note-t-elle, comme il arrive souvent dans ces manifestations européennes, le débat avec la salle était plutôt absent ». Un autre membre du CSF, Michèle Jean, qui était là pour la dernière journée du colloque, est d'avis, elle aussi, que les participantes sont très calmes par rapport à ce que nous vivons ici dans de telles rencontres.

Soulignant une très grande présence des hommes, soit comme animateurs, soit comme experts, la présidente du Conseil note que cela a contribué à certains moments à beaucoup d'ambiguïté. Dans certains journaux français, on a même titré: « ...Les patrons parlent aux patrons. »

Le samedi, 6 octobre, Mme Bonenfant a assisté à la marche des femmes à travers Paris pour l'amendement de la loi Veil, marche qui a mobilisé plus de 35,000 militantes: « J'ai vécu là un événement unique », dit-elle.

■

A propos de tout ce débat sur l'avortement, il est intéressant de souligner ici une entrevue accordée par le professeur Jean-Louis Lortat-Jacob, président de l'Ordre national des médecins (*Le Monde*, 9 octobre 1979) qui témoigne, par rapport à 1974, de la part de ce professionnel d'une beaucoup plus grande ouverture d'esprit et du souci de maintenir une éthique.

Le professeur Lortat-Jacob estime en effet que, si la loi Veil est reconduite, elle doit être effectivement appliquée et que les manquements doivent être sanctionnés.

A l'intérieur des propos recueillis par Claire Brisset, on note entre autre cette déclaration du professeur Lortat-Jacob: « Si seulement il était possible de parler de ce problème sans passion. Nous maintenons qu'il est grave d'envisager le démantèlement d'une éthique, et que notre éthique repose, avant toute chose, sur le respect de la vie, dès la conception (...) Une notion telle que le respect de la vie ne peut être traitée à la légère et la loi de 1975, d'ailleurs, en maintient le principe dans son article premier. Elle n'y apporte en réalité qu'une dérogation très précise. Ceci dit, cette loi a-t-elle été correctement appliquée, la réponse est non. L'ordre des médecins reconnait loyalement qu'elle a apporté une amélioration sanitaire, puisque nous avons assisté à la quasi-disparition des accidents septicémiques graves dus à l'avortement clandestin de jadis. »

Mais le professeur remarque également qu'il y a encore des cas de mortalité généralement dus au dépassement des délais, tout en reconnaissant que des médecins font volontairement traîner la procédure pour empêcher les avortements légaux. Il reconnait aussi que l'opposition personnelle de chef de service entrave l'application de la législation. « A l'heure actuelle, l'un des manquements les plus graves à l'application de la loi consiste en un sabotage des consultations sociales qu'elle a prévues et qui devraient permettre la dissuasion dans un certain nombre de cas. Aujourd'hui, cet aspect des choses est trop souvent bâclé et les femmes en sont les premières victimes. »

■

La revue *Femme du Québec* qui en est maintenant à son cinquième numéro, a fait depuis son lancement, en mars dernier, d'énormes progrès tant du point de vue de sa présentation que du contenu qui est beaucoup plus étoffé, plus consistant.

Le premier numéro, il faut bien le dire, avait été fort décevant. Une des deux promotrices du projet, Johanne Isabelle, directrice et rédactrice en chef, est la première à la reconnaître. « Nous en étions consciente avant même le lancement... nous avons dû vivre avec, mais en même temps, note-t-elle au cours d'une brève entrevue, nous avons tenu nos promesses de nous améliorer. »

Ayant fait leur autocritique « plus sévèrement que quiconque » et sensibles aux commentaires du milieu, Johanne et Cécile Boily ont, avec des moyens fort limités, réussi à tenir la barre et progresser de numéro en numéro. Celui de novembre/décembre, disponible dans les kiosques depuis quelques jours, est le reflet de cette détermination de devenir un véritable magazine pour la femme du Québec.

« Ne bénéficiant d'aucune subvention et n'ayant aucun bailleur de fonds, ce qui assure d'autant notre autonomie, nous nous sommes rendues à l'évidence, dès le premier numéro, qu'il nous était impossible, avec seulement deux personnes pour assurer la permanence, de continuer à être un mensuel et nous nous sommes sagement résignées à ne paraître que chaque deuxième mois, ce qui nous a permis de ménager les énergies et d'accorder plus de soin à chaque numéro. »

Cela se vérifie au niveau du contenu et on sent une nette évolution par rapport aux sujets abordés ainsi que dans le contenu. Pour la première fois, depuis sa parution, en mars dernier, *Femme du Québec* tire pour le présent numéro à 15,000 au lieu de 10,000 et le nombre d'abonnés atteint 1,500, sans compter le cinquième numéro. Chiffre intéressant, note Johanne Isabelle, ajoutant que le volume de réclame est de 15 à 20% par rapport au 30% qu'on s'était fixé au départ, ce qui est satisfaisant, dit-elle.

Notons enfin que *Femme du Québec* arrive à s'autofinancer, même si pour l'instant on a dû se contenter de petits salaires! « Mais l'important, pour nous, c'est que on a dû se contenter de petits salaires! « Mais l'important, pour nous, c'est que on a dû se contenter de petits salaires! « Mais l'important, pour nous, c'est que l'on continue à grandir tout en tenant nos promesses aux femmes qui nous ont fait confiance. »

Une fuite radioactive

MUNICH (AFP) — Une fuite radioactive d'environ dix millicuries s'est produite samedi soir dans une centrale nucléaire de RFA, a annoncé, dimanche, l'Office bavarois de l'environnement.

Selon l'office, la centrale concernée, Isar-1, près de Munich, n'a pas été arrêtée, la fuite n'« ayant pas directement affecté son fonctionnement ».

Ni les employés de la centrale, ni la population locale n'ont été mis en danger à un moment quelconque, a encore tenu à souligner l'office qui a cependant procédé à des prélèvements sur les eaux contaminées pour éclaircir les origines de cet accident qu'il juge mineur.

Le communiqué indique que 200 litres d'eau d'alimentation radioactive ont été vidangés de l'une des chaufferies annexe de la centrale. Une « faible quantité » de l'eau contaminée est parvenue dans un canal latéral de la Rivière Isar. L'eau normalement libre de toute radioactivité a été contaminée, précise le texte, à la suite d'une fuite dans l'installation de vaporisation des eaux usées.

Toujours selon l'office, la radioactivité émise s'est élevée « au maximum à dix millicuries et représente, au plus, un pour cent de la quantité d'évacuation tolérée par jour ».

La tour Eiffel assiégée

PARIS (AP) — La Tour Eiffel prise d'assaut, des hommes en armes escaladant ses poutrelles métalliques, rampant sur le toit du restaurant du premier étage avant d'affronter les gendarmes et les soldats français: c'est le spectacle insolite dont viennent d'être témoins les badauds et les touristes de la capitale.

Le symbole de Paris est en effet l'un des principaux acteurs d'un nouveau film américain. Scénario: après avoir enlevé la mère du président des Etats-Unis, une équipe de truands internationaux prend la tour Eiffel « en otage ». Armés, entre autres, d'un super rayon Laser avec lequel ils pulvériseront un hélicoptère chargé de journalistes, ils ont placé des charges explosives un peu partout entre les armatures et menacent de les faire sauter si on ne leur verse pas 30 millions de dollars de rançon.

Tiré d'un roman d'Alistair Mclean et réalisé par Claudio Guzman, **The Hostage Tower**, dont le budget atteint six millions de dollars, bénéficie d'une distribution prestigieuse: Peter Fonda, Britt Ekland, Maud Adams, Keir Dullea, Billy Dee Williams et Douglas Fairbanks Jr.

739 millions de catholiques

CITE DU VATICAN (AFP) — Le dernier annuaire statistique du Vatican, qui porte sur l'année 1977, paru samedi, chiffre à 739 millions le nombre des baptisés catholiques dans le monde sur une population de plus de 4 milliards, soit une proportion de 18,1 pour cent.

Sur ce nombre, l'Amérique vient en tête avec la plus forte proportion, soit 62,3 pour cent, suivie de l'Europe, avec 39,8 pour cent, puis l'Océanie, avec 25 pour cent, l'Afrique, avec 12,4 pour cent, et enfin l'Asie avec 2,3 pour cent.

Il y avait en 1977, 2,372 diocèses desservis par 3,700 évêques, 421,859 prêtres (dont 259,965 séculiers), 4,456 diacres, 76,361 religieux non prêtres, 986,786 religieuses. On comptait en outre 136,673 catéchistes en terres de mission.

Il y a eu en 1977 une baisse des ordinations de prêtres par rapport à 1976, soit 6,034 contre 6,178. La même baisse est enregistrée pour les ordinations de religieux: 2,168 en 1977 contre 2,392 en 1976. En revanche, le nombre de prêtres qui ont demandé à être relevé de leurs voeux a baissé en 1977, soit 2,506 contre 2,802 en 1976. Il y avait enfin en 1977, 61,013 séminaristes contre 60,276 en 1976.



VENTE
Voitures de la direction
Peugeot

79 604SL SEDAN
Siège en cuir, toit ouvrant électrique, bleu galaxie, 16,000 km.

78 604SL SEDAN
Toit ouvrant électrique, roues sport, bleu galaxie, 20,000 km.

78 604SL SEDAN
Peinture métallique vernie, toit ouvrant électrique, pierre de lune, 20,000 km.

78 604SL SEDAN
Peinture métallique vernie, vert torrent, 25,000 km.

Équipement standard
Boîte de vitesse automatique, air climatisé, radio Blaupunkt stéréo, lève-vitre à commande électrique, phares à iode, etc...

GARANTIE DE 9 MOIS
kilométrage illimité

ROGER
4269 ouest, Ste-Catherine
932-2925
Le plus important concessionnaire Peugeot au Canada

LE TROISIÈME ÂGE
10 ANS
ÇA SE FÊTE

Gagnez un séjour de 3 semaines, pour 2 personnes, en France, à la Résidence des Jasmins, à Juan-les-Pins, sur la Côte d'Azur

offert par le journal ***Le Troisième Âge*** *en collaboration avec Air France et les Tours Chanteclerc*

Pour participer au concours:

— **Abonner 2 personnes au journal Le Troisième Âge $5.00 par abonnement**
— **Date limite de participation: 15 janvier 1980** (le timbre de la poste faisant foi)
— **Les membres du personnel et leur famille ne sont pas éligibles.**

Adresser votre envoi à:
Le Troisième Âge
8003 rue St-Denis
Montréal, Qué., H2R 2G2
Tél.: 384-2356

AFRIQUE DU NORD
COMPAGNIE NATIONALE ALGÉRIENNE DE NAVIGATION
LIGNE RÉGULIÈRE VERS L'AFRIQUE DU NORD
ESCALES: Algérie, Alger, Oran, Annaba et Skikda
Tunisie; Tunis, Sfax et Sousse.

	UN NAVIRE	UN NAVIRE
HAMILTON	15 nov.	10 déc.
MONTRÉAL	21 nov.	15 déc.

Escales dans d'autres ports sur demande suffisante
AGENT AU CANADA
march shipping limited
MONTRÉAL (514) 842-8841 — SAINT JOHN (506) 693-1227 — TORONTO (416) 366-2586

Centre Mont Saint-Patrick Centre Inc.
Avis est donné par la présente que le **Centre Mont Saint-Patrick** tiendra son assemblée **d'information publique mercredi le 21 novembre 1979 à 20:00** heures dans la salle de jeux du centre situe au **6100 chemin Deacon à Montréal.**
Le Président **Vincent C. Nucci**
Le Directeur général **John T. McIlhone**

SEUL? SEULE?

Ensemble, vous pourriez former un couple heureux.
Ne laissez pas la solitude empoisonner votre vie. AGISSEZ!
Nous deux, une agence sérieuse et efficace vous accueillera avec compréhension et discrétion. Pour un rendez-vous sans obligation:
861-0485
Agence de rencontres ***Nous deux inc.***
1440, rue Sainte-Catherine o., bureau 512.
Du lundi au vendredi, de 13h à 21h.

LE DEVOIR

PAGE 3

Montréal, lundi 19 novembre 1979



Le cordon de sécurité qui avait été établi près de Salt Lake City autour des décombres fumants d'un appareil Lockheed Electra L-188 transportant du thorium, un élément radioactif, a été relâché quand on a appris que le thorium était peu radioactif et qu'il servait en horlogerie pour rendre lumineux les cadrans des montres. Les trois membres d'équipages de l'avion, qui s'est écrasé hier matin après avoir explosé en plein vol, ont été tués. Les débris se sont écrasés dans une région peu peuplée. (Photolaser AP)

Denis Lazure

La rémunération à l'acte appelle certains correctifs

par Françoise Côté
de la Presse Canadienne

La rémunération à l'acte défavorise la médecine préventive et incite les médecins à multiplier les actes médicaux, estime le ministre des Affaires sociales, M. Denis Lazure, soulignant qu'il s'agit là d'une « situation à corriger en partie ». Les négociations doivent bientôt commencer avec les fédérations de médecins, avec un léger retard parce que le gouvernement a donné la priorité aux négociations dans les secteurs public et parapublic, a-t-il dit.

M. Lazrue participait dimanche matin à une table ronde sur l'expérience québécoise dans le domaine des soins de santé, à la clôture de la Conférence Béthune, commémorant à l'Université McGill, le 40e anniversaire de la mort de ce médecin canadien vénéré comme un héros national en Chine populaire.

Etablissant un parallèle avec la campagne du Dr Béthune dans les années 30 pour l'établissement d'un programme de soins médicaux étatisés, M. Lazure a dit que si le célèbre chirurgien thoracique était parmi nous aujourd'hui il plaiderait sûrement en faveur de ceux qui sont actuellement les grands « ignorés » dans le système de santé, soit les personnes âgées, les malades chroniques, les handicapés et les travailleurs dans le cadre de leur milieu de travail.

Par ailleurs le ministre des Affaires sociales a critiqué les fédérations de médecins et s'est vu appuyé à ce sujet par le président de la Corporation professionnelle des Médecins du Québec, le Dr Augustin Roy. M. Lazure estime que ce que l'on dit depuis quelques temps au sujet des dirigeants syndicaux est également vrai, jusqu'à un certain point, des dirigeants des fédérations des médecins.

« Quand une fédération de médecins obtient d'un gouvernement, cela a été le cas en 1976, avec l'administration Bourassa, un droit de veto sur la décision d'un médecin de pratiquer à salaire dans un établissement, c'est inacceptable. » M. Lazure dit avoir découver « avec indignation » que les présidents de fédérations de médecins pouvaient empêcher leurs membres d'aller travailler à salaire dans un établissement.

Le ministre qualifie d'abus de pouvoir la pratique des dirigeants des fédérations de médecins de dire à leurs membres qu'ils favorisent la rémunération à l'acte. Pour sa part le Dr Augustin Roy a corroboré les affirmations de M. Lazure, précisant bien qu'il parle en son nom personnel. Il a dit qu'il est lui-même intervenu pour que des fédérations montrent plus de flexibilité et acceptent que certains médecins puissent travailler à salaire.

Au sujet de la non-accessibilité aux soins médicaux à cause du facteur géographique, M. Lazure a dit qu'avec la loi, qui a été adoptée il y a sept à huit mois, « pour la première fois le gouvernement a osé contingenter la répartition des médecins dans les hôpitaux dans les centres urbains ».

Une cinquantaine d'hôpitaux universitaires ne pourront pas, à partir du 1er juillet prochain, admettre des médecins sans avoir l'autorisation du Conseil régional des services de santé (CRSS). Le gel imposé vise à ce que la population sur la Côte-Nord, en Gaspésie et autres régions éloignées puisse aussi avoir accès aux spécialistes.

Pour sa part, le Dr Augustin Roy, au cours de son intervention, a plutôt favorisé une formule qui imposerait comme condition à l'admission dans les facultés de médecine à tous les nouveaux étudiants l'obligation après leur cours de faire un certain temps de service civil dans des régions éloignées.

Pour ce qui est de la médecine de première ligne surtout confiée aux CLSC (Centre locaux de services communautaires), M. Lazure a révélé qu'une évaluation effectuée pour son ministère montre nettement « un degré de satisfaction beaucoup supérieur en milieu rural et semi-rural, qu'en milieu urbain. De plus le volume de service rendus y est aussi beaucoup plus grand ».

Blâmé pour le relentissement dans le développement des CLSC, le ministre a admis que ceux-ci sont nés « d'une idée généreuse », mais il estime qu'au départ il y a eu une grande confusion sur les règles du jeu et que plusieurs ont été créés au hasard sans tenir compte des services de santé existants. Il a reproché aux CLSC de faire du 9 à 5 heures et il considère qu'il doit insister pour ce que ces centres soient ouverts sept jours par semaine et en soirée.

Il a enfin déclaré que « le jour où les CLSC reviendront à un esprit Béthune beaucoup plus qu'un esprit de fédération de médecins, le jour où le personnel des CLSC adoptera une attitude beaucoup plus ouverte aux besoins, souvent marginaux de leur clientèle, on pourra alors assister à un déblocage plus important » de la part du gouvernement.

Aux côtés de M. Lazure à cette table ronde se trouvaient la journaliste Claire Dutrisac de **La Presse**, qui s'est fait l'écho des plaintes qu'elle a recueillies dans le public, le Dr Marc Lavallée, directeur du CLSC de Pointe-aux-Trembles, le sociologue Marc Renaud, de l'Université de Montréal, le Dr Robert Robson, cofondateur d'un groupe Béthune à l'Université McGill et associé depuis une décennie à la Clinique communautaire de Pointe Saint-Charles, tout en étant rattaché à l'Hôpital Général Montréal.

Enfin c'est le Dr Pierre Delva, de l'hôpital du Sacré-Coeur, de Saint-Laurent, qui a été l'animateur de cette discussion où M. Lazure a été hué à quelques reprises. Pour sa part, le Dr Delva, qui est professeur au département de médecine sociale et préventive à l'Université de Montréal, a insisté pour que l'on rende les étudiants en médecins conscients de leur responsabilité sociale et qu'on les prépare mieux à soigner les oubliés de la médecine que sont les personnes âgées, les malades chroniques et à faire de la médecine préventive.

Trudeau invite les libéraux à faire un petit nettoyage

par Patricia Dumas

TORONTO — Le chef du Parti libéral du Canada, M. Trudeau, a réussi hier à secouer les militants libéraux ontariens de leur torpeur et ces derniers l'ont acclamé à plusieurs reprises durant le discours qu'il a prononcé hier au congrès de l'aile ontarienne du parti libéral fédéral.

Lors de ses deux autres discours devant les militants libéraux de l'Ontario, M. Trudeau n'avait pu soulever aucun enthousiaste chez eux.

Le Parti libéral, a-t-il proclamé hier, devrait profiter du fait qu'il forme l'opposition pour ouvrir grandes ses fenêtres et procéder à un petit nettoyage du printemps.

Les Canadiens ne sont plus gênés par le gouvernement de M. Clark, ils en sont carrément furieux, a-t-il lancé, en s'en prenant à toutes les « pirouettes » de M. Clark tant en matière d'énergie qu'en matière de fiscalité et de relations avec les provinces.

Le Parti libéral, a déclaré M. Trudeau, n'est pas un parti du passé, c'est le parti de l'avenir et cet avenir commencera bientôt.

Près de deux mille délégués, deux fois plus que l'an dernier, étaient venus de tous les coins de la province discuter des politiques du parti et applaudir leur chef M. Trudeau, qui s'était joint à eux malgré sa grippe.

Les délégués s'étaient réunis en grand nombre parce que le congrès avait été conçu pour permettre à la base du parti de participer à l'établissement des nouvelles politiques de leur parti. Des discussions intenses se sont déroulées en ateliers sur le nationalisme économique où des résolutions ont établi que le parti devait défendre les intérêts des compagnies canadiennes de façon prioritaire.

Mais c'est la défense du concept de l'universalité des programmes de services sociaux qui a suscité le plus de débat et servi à établir la base de la philosophie libérale pour les années à venir. Après de longs débats en ateliers qui ont conduit à l'adoption d'une résolution demandant au parti libéral de changer sa présente politique d'universalité des services sociaux pour adopter le concept de la sélectivité dans ces programmes, l'assemblée plénière a renversé cette résolution par une forte majorité.

L'ancien solliciteur général, M. Jean-Jacques Blais, ardent défenseur de la politique d'universalité des programmes de services sociaux, a expliqué que « ce n'est pas au moment où on est en train de se renforcer comme parti qu'on va changer les bases de notre philosophie » et a ajouté que d'établir un système de sélectivité irait à l'encontre des principes du libéralisme « qui a fait de ce parti ce qu'il a été et ce qu'il sera dans le futur ».

Malgré sa mauvaise forme physique apparente et bien que son prétendu rival, M. John Turner, attirait en toute discrétion l'attention de la presse et des délégués, M. Trudeau a très clairement recueilli l'appui enthousiaste des jeunes et des moins jeunes qui participaient au congrès. Pourtant, il était loin de parler avec sa vigueur coutumière et s'est beaucoup plus laissé aller à des séries de réflexions au début du congrès et au cours de sa rencontre avec les jeunes libéraux qu'à des discours enflammés. Il disait d'ailleurs à ces jeunes qu'il venait plus « discuter un procédé que présenter un programme ».

A l'ouverture du congrès M. Trudeau a fait allusion au premier ministre de l'Ontario, M. Davis, comme étant le seul premier ministre à parler au nom des Canadiens. Des députés libéraux présents au congrès se sont empressés d'expliquer que M. Davis avait adopté les politiques de l'ancien gouvernement fédéral.

Au cours d'une rencontre avec les jeunes du parti, M. Trudeau a expliqué pendant près de tois-quarts d'heure les raisons de certaines politiques adoptées par son gouvernement qui pourraient être interprétées comme des contradictions, comme par exemple la décision de créer la Commission anti-inflation après s'y être opposé:

« Je ne fais pas des excuses pour le passé, mais dans certaines circonstances chercher à être consistant est le refuge de l'idiot. Mieux vaut avoir raison que d'être consistant ».

La rencontre devait être une séance de questions-réponses, mais s'est transformée immédiatement en une longue réflexion à bâtons rompus sur la performance du parti libéral pendant ses années de pouvoir et l'impact des crises au Moyen Orient sur le rêve de prospérité du Canada: « On ne peut jamais prévoir ce que sera l'avenir » Disait-il, en rappelant qu'il y a dix ans des statistiques prévoyaient que le produit national brut du Canada aurait doublé en 1981.

Ce n'est qu'à la fin du congrès que M. Trudeau, s'appuyant sur un texte écrit, a parlé avec une certaine vigueur, sans toutefois marquer ses paroles de l'agressivité dont il avait fait sa marque de commerce pendant la campagne électorale du printemps dernier.

Il a parlé du processus de renouveau et de réforme qui était maintenant visiblement en marche chez les libéraux et il a vertement critiqué les conservateurs dans leurs politiques nationales et internationales: « Les tories ne sont plus simplement une farce, ils sont en train de devenir une menace pour le pays ».

Bien que certains stratèges du PLC ne croient pas qu'il y ait des élections fédérales bientôt, le sentiment général au congrès était que s'il y en avait bientôt,

Voir page 6: Trudeau

René Lévesque n'était pas au rendez-vous...

Par Marie Laurier

L'annonce de la présence du premier ministre du Québec à une simple réunion politique de régie interne et locale suffisait à faire accourir les journalistes et la presse écrite et parlée.

Aussi s'étaient-ils présentés nombreux — et patients — hier après-midi au sous-sol de l'église Saint-Pierre-Claver où se tenait l'assemblée générale annuelle péquiste du comté de Mercier.

M. René Lévesque avait confirmé dans la matinée de dimanche qu'il viendrait rencontrer ses partisans et les journalistes ne voulaient pour rien au monde rater ce rendez-vous à la veille d'une grève générale appréhendée et au lendemain de la cuisante défaite du Parti québécois aux élections partielles.

Donc, quelque 150 « Québécoises et Québécois » comme on aime nous appeler à la de Gaulle depuis le 15 novembre 1976, assistaient à cet événement dirigé par le député en titre, M. Gérald Godin, et Mme Louise Harel, vice-présidente du Parti québécois.

L'ordre du jour prévoyait le rapport de l'exécutif sortant, l'élection d'un nouvel exécutif — c'est M. Normand Bourdon, frère de Michel qui a été élu président — le « mot du député », et enfin, le discours de M. René Lévesque, premier ministre et président du Parti québécois, prévu pour 15 h 30.

Au fur et à mesure que l'heure avançait, la sécurité se faisait de plus en plus dense et nerveuse à la porte du local, les journalistes ouvraient leur calepin et notes, les cameramen installaient leur quincaillerie et leurs réflecteurs pleins feux pour ne rien perdre ni de l'arrivée de leur « point de mire » ni des précieuses paroles qu'il allait livrer.

Tel était le climat qui régnait dans la salle. Modeste, Gérald Godin convenait lui-même que ses propos n'allaient servir que de « bouche-trou », de réchauffement à ceux infiniment plus substantiels que M. Lévesque réservait sans doute pour nous. Et il s'en tira fort honorablement en parlant du projet de souveraineté-association dont il fait une question « d'honneur, de dignité, de fierté, de maîtrise de notre territoire ». Avec une certaine éloquence, le député-poète compara ce territoire aux « pyramides du Québec » qui nous appartiennent en propre et qu'il faudrait reconquérir entièrement. « La claque et l'humiliation des élections partielles ne doivent pas nous décourager », a-t-il encore dit tout en fustigeant le fédéralisme renouvelé proposé par M. Claude Ryan.

Les 15 h 30 approchant, il se fait une espèce de remous dans la salle. Louis Harel alla souffler un grand secret à l'oreille de l'orateur dont l'inspiration commençait à s'essoufler. Un secret que l'on devinait déjà: M. René Lévesque ne serait pas au rendez-vous, il s'en excusait mais il était retenu pour une raison urgente et évidente, soit le dossier des négociations qu'il suit d'heure en heure.

Cette nouvelle eut alors un effet magique' sinon comique, parmi les membres de la presse: Les réflecteurs s'éteignirent instantanément, les journalistes fermèrent leur calepin de note pour se préparer à filer à l'anglaise, ce qui fit dire à un Gérald Godin moqueur: « Voyez ce qui arrive quand on est qu'un simple back-bencher. » Il eut cependant la courtoisie de remercier les journalistes de s'être dérangés pour si peu tout en décochant une flèche aux syndicats: « C'est encore à cause d'eux que nous sommes privés de la présence de M. Lévesque. »

La morale de cette histoire, si morale il y a: M. René Lévesque perd ce matin une grosse manchette; les journalistes, trois heures d'attente que d'aucuns récupèrent en salaire supplémentaire en certains cas — eux aussi sont syndiqués — et le grand gagnant est sans contredit M. Gérald Godin, « ci-devant député d'arrière-banc ».

AUJOURD'HUI

Action Liban et le Parti national libéral libanais invitent la communauté libanaise de Montréal et tous les sympathisants à une marche de soutien à l'indépendance et l'intégrité territoriale du Liban, dont le point de rassemblement sera à 9 h 30 à la station de métro Mont-Royal.

■

A 12 h 30, le leader parlementaire du gouvernement, M. Claude Charron, présentera le livre blac sur la souveraineté-association à l'invitation du Comité de OUI de l'Université de Montréal, à la salle Z-110 du pavillon principal.

■

A 19 h 30, à la salle Saint-Sulpice de la Bibliothèque nationale, rue Saint-Denis, la Société d'études et de conférences présentera un film documentaire sur Emile Nelligan à l'occasion du 100e anniversaire de la naissance du poète.

■

A 20 h, le premier ministre, M. René Lévesque, rencontrera à la salle communautaire Chevra Kadish B'Nai Jacob, au 5237 de la rue Clanranald, les membres de la communauté juive de Montréal de la circonscription de d'Arcy McGee. M. Lévesque sera accompagné du candidat du PQ aux élections partielles du 26 novembre dans cette circonscription, M. David Levine.

■

A 20 h, au pavillon Lalemant du collège Brébeuf, 5625 rue Decelles, Mme Maryvonne Kendergi, professeur titulaire à la faculté de musique de l'Université de Montréal, présentera une causerie accompagnée d'illustrations sonores et visuelles, intitulée: « Les quelques musiciens que j'ai connus: Alfred Cortot, Marguerite Long, Ernest Ansermet... »

■

A 20 h, dans ses locaux du 1415 est rue Jarry, réunion publique du Conseil scolaire de l'île de Montréal.

■

A 20 h, au Hall Notre-Dame-de-la-Consolata, le père Roland Laneuville, p.m.e., présentera et commentera des diapositives sur Cuba: l'Eglise et 20 ans de révolution cubaine.

■

Les centres permanents de la Croix-Rouge sont ouverts de 8 h 30 à 16 h au 2180 ouest du boulevard Dorchester et de 13 h à 20 h 30 au 3131 est de la rue Sherbrooke. Il y a aussi cliniques à l'auditorium de la Sun Life, 1155 rue Metclafe, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 15 h 30; au pavillon Judith Jasmin de l'UQUAM, de 14 h 30 à 20 h 30 et à l'annexe de la cafétéria du college Vanier, de 9 h 30 à 16 h.

LE NOUVEL observateur

Dans le NOUVEL OBSERVATEUR cette semaine
LA VRAIE GUERRE du pétrole est commencée après la riposte de Carter a Khomeiny

En vente chez votre marchand de journaux **$2.50**

Fiducie du Québec

dépôts garantis

13 **12¼** **12½**

1 an **2 ans** **3, 4 et 5 ans**

- intérêts versés annuellement;
- dépôt initial minimum: **$1,000**.

- taux d'intérêt garanti, de la date d'émission du certificat jusqu'à son échéance;
- certificats d'une durée pouvant aller de 1 jour à 5 ans;
- possibilité d'intérêts composés sur les certificats de 5 ans;
- un choix dans la fréquence du paiement des intérêts pour les certificats de 1 an à 5 ans;
- possibilité d'enregistrer les certificats à un plan d'épargne-retraite;
- non encaissables avant terme, sauf en cas de décès;
- aucuns frais d'administration.

Pour information, venez ou téléphonez-nous.

Montréal:
Complexe Desjardins (514) 281-8840
De l'extérieur, sans frais:
1-800-361-6840, poste 8840.

Nouvelle succursale de Laval:
Place Val des Arbres (514) 668-5223
De l'extérieur, sans frais:
1-800-361-3905.

La Fiducie du Québec... pour un choix de modes d'épargne.

Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôts du Québec

desjardins

LE DEVOIR

Fondé par Henri Bourassa le 10 janvier 1910 | Rédacteur en chef: Michel Roy | Rédacteurs en chef adjoints: Jean Francoeur, Lise Bissonnette | Directeur de l'information: Pierre Loignon | Trésorier: Bernard Larocque

Une affaire de civilisation

JUSQU'AU dernier moment, on avait espéré que l'action conjugée de l'opinion publique et des négociateurs de l'État épargnerait à la société québécoise l'épreuve d'un nouveau débrayage dans le secteur public, et au gouvernement le défi de la désobéissance civile. On peut du moins enregistrer à l'heure où ces lignes sont écrites, dans la soirée de dimanche, un fait capital qui atténue en partie le malheur de l'événement et limite les dégâts éventuels de cette illégale manifestation: le mouvement des grèves est sensiblement moins étendu qu'on l'appréhendait encore ces jours derniers. Ainsi, les enseignants de la CEQ ont choisi de respecter la loi spéciale et, si des arrêts de travail menacent de paralyser ou de gêner quelques commissions scolaires, il ne semble pas que l'ensemble du secteur de l'éducation soit perturbé.

Il en va autrement, on le sait, du secteur des affaires sociales où les efforts de onzième heure, venus trop tard peut-être, n'auront pas produit le règlement espéré. Les hôpitaux, centres d'accueil et autres institutions peuvent cependant ouvrir leurs portes et dispenser en partie les services, mais à la condition que les grévistes de la Fédération des affaires sociales (CSN) n'empêchent pas les infirmières qui cotisent à d'autres syndicats de pénétrer dans les établissements et pourvu que celles-ci ne s'avisent pas aujourd'hui ou demain de quitter leurs postes pour appuyer leurs propres revendications, comme on leur en prête l'intention.

Enfin, dans le secteur de la fonction publique, tout nouveau danger d'interruption de service est écarté dans l'immédiat. On ne peut donc conclure ce matin que le Québec tout entier soit en proie à la catastrophe.

■

Si la totalité des secteurs public et parapublic ne sont pas touchés, si les incitations à débrayer n'ont pas été suivies de votes majoritaires dans beaucoup de syndicats, si le réseau des affaires sociales continue de fonctionner malgré les absences massives, il est permis de penser que les dizaines de milliers d'employés de l'Etat ont été sensibles ces dernières semaines aux réactions de plus en plus vives de l'opinion publique contre le recours à la grève dans le secteur public. Ces réactions, on l'a vu, se sont exprimées diversement: quiconque suit de près le pouls de la société cet automne a pu mesurer l'ampleur de l'impatience populaire, voire l'exaspération des citoyens devant la fréquence et l'abus des arrêts de travail. Interventions innombrables à la radio et à la télévision, expressions multiples d'opinions dans la presse écrite et, pour finir, protestations électorales lors des partielles du 14 novembre. Certes, l'adoption d'une loi spéciale contribue à freiner les débrayages.Mais on doit aussi constater que les salariés des secteurs public et parapublic, sinon leurs chefs syndicaux, ne sont désormais plus indifférents aux pressions de l'opinion publique. Il y a dans ce phénomène un juste retour des choses, une victoire du peuple contre les excès de ceux qui prétendent le sauver à son insu. Le gouvernement de M. Lévesque, n'en doutons pas, avait perçu ce message et compris qu'il devait intervenir. La loi 62 qu'il a fait voter le 12 va à l'encontre des principes démocratiques qui régissent les relations entres employeur et syndicat; elle intervient dans le processus de la consultation des salariés par leurs cadres syndicaux, ce qui porte atteinte aux droits d'association des syndicats, mais elle témoigne d'une volonté de freiner l'escalade avant que la situation n'échappe complètement à l'autorité politique. L'instrument est donc maladroit et inquiétant en bonne démocratie. Mais les intentions du législateur sont incontestablement bonnes.

■

Aussi doit-on s'étonner de la singulière réaction du président de la CSN. M. Norbert Rodrigue, pour les raisons que l'on vient d'évoquer, est pleinement justifié dans ses critiques sévères envers la loi 62. Aucun chef syndical ne peut approuver une initiative d'exception qui suspend un droit de grève avant même que celui-ci n'ait été exercé et qui fait obligation aux syndicats de consulter ses membres dans les délais et suivant les indications précises que lui dicte le gouvernement. MM. Robert Gaulin et Louis Laberge, quelle que soient les vastes étendues qui les séparent, ne peuvent réagir autrement.

Mais il reste que cette loi a été adoptée par l'Assemblée nationale, qu'elle s'applique à tous les citoyens, donc aux syndicats et à ses salariés. Il n'est pas inconcevable de désobéir à une loi spéciale, mais il faut pour justifier une pareille conduite des raisons d'une exceptionnelle gravité. On pense par exemple à des mesures tyranniques, conçues et appliquées dans les régimes totalitaires pour suspendre ou éliminer des droits fondamentaux et les libertés essentielles. On songe aussi aux cas de conscience: le croyant refusant d'obéir à une loi dont les principes ou l'application vont à l'encontre de sa foi ou de sa morale.

A qui fera-t-on croire que la Loi 62, fût-elle une mesure d'exception, menace l'exercice de droits fondamentaux au point que les centrales seraient justifiées de recommander la désobéissance civile? Que MM. Gaulin, Rodrigue et Laberge multiplient sur la place publique et à toutes les tribunes les critiques contre la Loi 62, le contraire serait étonnant. Comme chefs syndicaux, ils ont cette responsabilité et ce devoir politique. Mais rien, dans cette loi, ne peut légitimer l'incitation ouverte à la désobéissance civile.

Car si le débat doit s'engager sur les droits fondamentaux, il faudra bien rappeler aux représentants des centrales que toute action syndicale qui gêne, limite ou restreint de quelque manière les services destinés à un enfant, à un vieillard et à un malade constitue, à des degrés divers, une atteinte à un droit fondamental, celui qu'a le citoyen de recevoir les soins de santé. En effet, c'est de toute évidence dans le domaine des services de la santé que les débrayages d'aujourd'hui, outre qu'ils constituent un défi à la loi, se feront le plus cruellement sentir. Des milliers de personnes — malades, handicapées, âgées' affaiblies — subiront les conséquences aberrantes, injustes et imméritées d'un conflit dont elles ne sont que les victimes. On dira, bien sûr, que les services essentiels seront assurés, mais c'est une notion dont on connaît maintenant la précarité et qui revêt, en milieu hospitalier et chez les paralytiques un caractère de complète absurdité.

L'interdiction du droit de grève n'est pas une solution au problème que vit le Québec depuis quelques années. M. Jacques Parizeau l'expliquait encore récemment dans une intervention à l'Assemblée nationale: à quoi servirait-il d'interdire la grève si les travailleurs défient quand même la loi et font la grève? Il vaut mieux la prévoir pour en mieux circonscrire les effets. Mais dans le secteur des affaires sociales, nous assistons peut-être à un phénomène de maturation grâce auquel l'opinion publique, toutes les couches de la société, à vrai dire, finiront par faire comprendre aux syndiqués que, sans égard à leur droit, on ne fait pas grève contre les malades, les vieillards et les enfants. C'est une affaire de civilisation.

Michel ROY

LE MOT DU SILENCIEUX

Au delà des mirages

par Albert Brie

Il existe une méthode confortable, à l'usage des braves gens, pour en finir avec la vie: se laisser vivre.

■

Le fruit sec que nous récolterions, advenant la parfaite égalité entre les hommes, serait de vivre les uns à côté des autres dans la plus totale indifférence.

■

Ceux qui réussissent à amasser une immense fortune ont fait mieux que se mêler des affaires des autres: ils les ont englouties.

■

Quand un homme riche se plaint de sa fortune, sa désolation ne trompe pas. Il se lamente de ne pas en avoir une plus grande.

■

S'il n'y a pas de Vie éternelle, les croyants ne perdent pas tout, puisque leur état les dispensera de pleurer leur désillusion.

■

Il ne faut pas pousser la confiance en soi trop au-delà de la défiance de soi.

■

L'homme charmeur de serpents ne doit pas nous distraire du serpent charmeur d'hommes.

■

Les romantiques, en raison de leurs états d'âme mélancoliques, ont presque tous connu, sinon recherché, des amours malheureuses. Ceux-là que leurs maîtresses idolâtraient ont vu celles-ci leur préférer des amants plus joviaux, à qui il manquait certes le génie de les émouvoir, mais non le talent non négligeable et, à la longue, plus agréable de les divertir.

■

Je disais à un ami: « Tu t'entends avec tout le monde, que veux-tu de plus? »

— M'entendre avec moi-même

■

Plus un vieillard est triste, plus il a tendance à reculer le temps où il était jeune.

■

En fait, le Créateur a fait le monde en cinq jours. Le sixième jour, début de son premier week-end, par désoeuvrement, Yahwé a créé Adam et Ève. Ç'allait être, comme l'on sait, un désastre. Son oisiveté ne serait-elle pas la mère de tous nos vices?

■

Si le Créateur avait fait grève après son oeuvre de création, parions que dans le maintien des services essentiels, il n'aurait pas cru utile d'envoyer son Fils se sacrifier pour les hommes.

■

Un indice nous autorise à croire que la démence de monde est en constant progrès; en effet, jamais il n'a été fait comme aujourd'hui tant de plus fréquents et insistants appels au bon sens.

■

La fidélité du miroir, parlons-en! Tendez vers lui votre main droite, c'est sa gauche qu'il baisse, etc... Jamais personne, à ma connaissance, n'a dénoncé cette irréflexion des miroirs.

■

Je ne me fais pas confiance. Je ne me confie même pas mes secrets. Je fais tout pour oublier.

■

Quand un individu parle sous le coup de la colère, ce n'est pas (...) l'homme qu'il faut écouter, mais sa colère.

■

Pour ce qui est de ne rien foutre, les fainéants débordent d'initiative.

■

Il suffit qu'un civil belliqueux revête l'habit militaire pour que la guerre qu'il a envie de faire à son voisin, il aille la faire à des étrangers qu'il n'a même pas l'excuse de connaître.

■

Le moyen le plus éprouvé de rendre un chien stupide, c'est d'en faire un chien savant.

■

Que tout femme varie a de quoi me ravir.

■

Voulez-vous vous en tenir à votre avis personnel? Prenez celui du plus grand nombre.

■

À la vue de son visage crispé, je devinais que ses opinions venaient tout droit de son estomac où se formaient ses crampes.

ACTUALITÉ

Brutus et César

par Rolande Allard-Lacerte

Les recherchistes de l'émission « L'Enjeu » auraient des difficultés à recueillir des témoignages concernant le rôle qu'aurait joué Eric Kierans à l'époque où René Lévesque — alors ministre aux Richesses naturelles — fut amené à quitter le PLQ pour fonder le MSA. Dans sa chronique au DEVOIR, Pierre O'Neill écrit: « Certaines personnes interrogées sont demeurées muettes tandis que d'autres ont dit avoir des trous de mémoire. Il est pourtant connu que Eric Kierans fut le Brutus de cette opération d'éjection de René Lévesque et responsable de la purge qui a soulagé le PLQ de tous ses éléments réformistes. »

Fin octobre 1967, moins d'une semaine après la démission (ou l'expulsion?) de René Lévesque du Parti libéral' celui qui était subitement devenu l'ex-ministre des Richesses naturelles et député indépendant de Laurier m'avait accordé une interview de deux heures (publiée dans *L'Hebdo de Sherbrooke*). A la question: « Le député Lizotte a accusé M. Kierans d'avoir jeté le cri de race, qu'en pensez-vous? « René Lévesque avait répondu: » Il n'a pas jeté le cri de race, c'est faux, Kierans ne ferait jamais ça. J'ai de l'estime personnelle pour lui mais il vient de faire une chose sérieuse. A cause d'une certaine panique qui règne dans son milieu qui, parfois, essaie de comprendre, Kierans est retourné d'instinct à ce milieu. Il a adopté une attitude presque inconsciente mais malheureuse. Essayant de tout étouffer par la peur il a utilisé des arguments qui ne tenaient pas debout. J'espère qu'il saura en trouver de meilleurs.

« Kierans s'est servi d'arguments qui vont chercher à réveiller le vieux complexe traditionnel de peur des Canadiens-français. C'était pas digne de lui ce matraquage, cette mythologie de petite Chambre de commerce de troisième ordre. Il avait tenu des propos tout différents au début de sa carrière politique, j'ai en mains des tas de textes de ses déclarations à ce moment-là, il était sincère mais n'avait pas mesuré les conséquences de tout cela. Maintenant que le problème constitutionnel est plus crucial, Kierans s'est éloigné du groupe et est retourné par une sorte d'instinct dans son milieu, ses antécédents, dans sa gang. »

La « gang » dont parlait M. Lévesque c'était l'équipe libérale: « Nous formions une équipe et travaillions en commun, mais l'an dernier, conseillé par quelques personnes de son entourage, Lesage a décidé de faire cavalier seul, il s'est pris pour de Gaulle... avec le résultat que l'on connaît maintenant. J'ai l'impression que le parti libéral s'est condamné. Quand un parti se coupe du vieux courant nationaliste qui est un moteur puissant chez le peuple, ça peut lui coûter de rester longtemps dans les limbes ».

Si M. Kierans a joué le rôle de Brutus, il faut reconnaître aujourd'hui qu'il s'est avéré un Brutus à rebours. De son stylet il a donné naissance à César. Son geste a plutôt provoqué ce que l'on pourrait qualifier (si vous me permettez le néologisme) d'assassinaissance.

Au cours de ce même entretien, celui qui allait devenir, neuf ans plus tard, premier ministre avouait: « Qu'on le veuille ou non, il y a un courant fatal vers le Québec souverain. L'important, c'est de ne pas arriver dans le courant à reculons ». C'était déjà, douze ans à l'avance, la question du référendum qui se profilait: « Qu'on le veuille ou non ».

LIBRE OPINION

Lettre du 15 novembre

par Pierre Vadeboncoeur

Nous recevons des signataires cette déclaration publique décrivant les circonstances dans lesquelles s'est apparemment produite le 9 novembre une brutale intervention policière contre des personnes assistant à une conférence sur les droits de l'homme à Port-au-Prince.

On cherchera des boucs émissaires, non pas tant des gens que des politiques et des stratégies. Une façon de faire qui n'a pas été essayée accuse toujours une autre façon de faire qui l'a été: c'est classique. Un homme qui ne s'est pas colleté avec la réalité blâme volontiers celui qui l'a affrontée, affrontée avec des succès et des échecs: c'est normal, mais c'est puéril. Il faut se dire autre chose dans le cas du 14 novembre: c'est le réel qui a résisté, c'est le réel qui résiste; le réel résiste toujours aux politiques, d'une manière ou d'une autre, de façon à peu près équivalente. Personne ne peut prétendre qu'une méthode aurait mieux réussi. La question n'est pas là. La question, c'est que notre politique, étant une grande politique, est quelque chose de très difficile, et de long, et d'ardu, et d'*historique*. On ne change pas l'histoire dans le temps d'un discours, ni dans l'espace de quelques épisodes ou années. Au moment où j'écris rapidement ces lignes, aujourd'hui, 15 novembre 1979, pour ma part, je suis très calme. Il n'y a rien de fondamental de changé. Nous sommes au même point, foncièrement, qu'avant l'événement. Ceci ne veut pas dire qu'il ne faille pas s'interroger, nous y prendre autrement, surprendre le réel en l'attaquant par le côté, adopter des décisions différentes. Mais ceci signifie que nous continuons d'être les meneurs de jeu et continuerons de l'être dans toutes les situations imaginables.

L'adversaire possède la force de la multiplicité et de la puissance des moyens; nous avons celle de la nécessité et donc de la permanence. Il n'y a pas d'autre solution que la souveraineté-association: l'indépendance constitutionnelle et les accords de commerce. Le reste, c'est la mécanique, les engrenages et l'infâme tuyauterie des appareils compliqués disposés pour la déchéance d'un peuple et pour son génocide. Qu'on me passe cette affirmation sciemment péremptoire; pour moi, c'est clair comme le jour. Contre la puissance des moyens matériels, nous sommes forts de cette certitude et absolument fermes à cause d'une vérité concluante et qui ne se divise pas. La nécessité de l'indépendance nationale rejaillit de la défaite d'hier. Celle-ci est comme un écho paradoxal de cette nécessité.

Par conséquent, qu'on ne se fasse pas d'illusion: le Québec est l'épine au flanc du Canada et cette dernière y restera jusqu'à ce que ce pays cède à la vérité des forces qui le tiraillent. Il n'y aura pas de repos d'ici là, ni d'ailleurs d'enveloppements ni de détournements qui vaillent. Nous avons cessé d'être avec consentement la basse-cour de l'Ontario. D'autres basses-cours, du reste, commencent à trouver la dépendance quelque peu Insupportable.

Le PQ est chargé de réaliser la souveraineté québécoise. À cet égard, il n'a que faire d'être un parti du plus ou moins et il ne l'est pas. À cause de cela, il pourrait rentrer dans l'opposition? Eh bien! s'il le fallait, il y rentrerait. Il ne doit pas être, il n'a jamais été et il ne sera pas un parti de politicailleurs. Le pouvoir est un instrument, l'opposition aussi, rien de plus. Une chose doit rester intacte et le restera: sa mission.

Il est trop tôt et il serait trop hasardeux de faire par soi seul et en un moment des hypothèses. Mais il est possible que des consultations un peu partout s'imposent. Ceci me frappe: la pensée souverainiste, sinon sa fortune immédiate, peut sortir renforcée de la défaite d'hier. Devant un échec, on aperçoit mieux quelque chose qui est comme un abîme. Nous ne nous rangerons pas, parce que c'est impossible. Qu'on le veuille ou non, la problématique québécoise est en forme de dilemne. Dans quelque situation que ce soit, nous ferons avancer la cause. Alors, ne rêvez pas.

TÉMOIGNAGE

Les événements de Port-au-Prince

De graves événements sont survenus en Haïti le vendredi 9 novembre pendant la conférence sur les droits de l'homme organisée par la Ligue des droits de l'homme en Haïti chez les Pères Salésiens.

Les Tontons Macoutes de Duvalier ont agressé les participants à la manifestation, bastonné, blessé les organisateurs, tous membres et dirigeants de la Ligue des droits de l'homme, assailli certains représentants diplomatiques et agents de presse présente sur les lieux.

La brutalité policière, la violence terroriste du régime Duvalier a atteint à cette occasion un sommet inégalé. Le président de la Ligue des droits de l'homme, des diplomates et de nombreux assistants ont été blessés au cours de la bagarre provoquée par la bestiale agression des sbires du dictateur. Le président du Parti démocrate chrétien, M. Grégoire Eugène, aussi membre de la Ligue, n'a plus été revu en public depuis ce vendredi 9.

Ces derniers événements viennent en preuve de la libéralisation mystificatrice et témoignent de l'aggravation de la répression réamorcée depuis quelques temps et concrétisée par des mesures et actions gouvernementales de plus en plus arbitraires telles: loi inique sur la censure, assassinat en pleine rue de Taylor, interpellation et arrestation de leaders politiques indépendants Grégoire Eugène et Sylvio Claude, intimidation de la population par la nuit de terreur du 21 septembre dont le bilan connu est de 11 blessés et morts, menaces publiques de Jean-Claude Duvalier contre les patriotes le 22 septembre, la loi de presse dirigée contre les journalistes indépendants et la liberté d'expression, convocation musclée de la presse au département de l'intérieur, fermeture de Radio-Progrès, menace de saisie contre Radio-Haïti Inter, etc...

Les nombreux gouvernements qui, par le biais de l'aide internationale —en fait reçue par les nantis et non par le peuple croupissant dans la misère — soutiennent la dictature duvaliériste corrompue et avilie, sont mis devant un fait accompli et n'ont qu'un choix: se démarquer ou continuer à soutenir l'arbitraire. L'Organisation des États américains doit prendre ses responsabilité contre le gouvernement usurpateur de Duvalier qui viole tous les droits humains et les normes internationales. Ou bien les conventions lient les États ou bien elles sont lettre morte et ne peuvent par conséquent servir qu'à des intérêts inavoués.

Ces graves événements survenus à Port-au-Prince exigent une action collective et ferme émanant de tous les opposants. Nous, patriotes haïtiens, profondément alarmés par l'urgence de cette situation dont les conséquences néfastes se manifestent tant à l'échelle nationale qu'internationale, lançons un appel à toutes les organisations haïtiennes et personnalités politiques haïtiennes, aux amis du peuple haïtien pour qu'ils apportent une réplique collective et manifestent dans un esprit de solidarité contre la dictature Duvalier, contre la répression et pour le respect des droits de l'homme en Haïti.

À un moment où la vie des citoyens haïtiens restés au pays est menacée gravement, la lutte coordonnée contre le pouvoir tyrannique

Suite à la page 6: Haïti

LETTRES AU DEVOIR

■ *La naissance apprivoisée*

J'ai vu dimanche dernier; « Une naissance apprivoisée ». Je suis sortie du cinéma « enragée »... déçue de moi-même, car j'y avais amené ma plus jeune enfant. Je me suis jurée de ne plus jamais me fier aux critiques élogieuses et attendrissantes...

J'ai eu l'impression, en voyant ce film, d'assister à une expérience de laboratoire, où des parents souffrant d'une névrose aigue du « Psychologisme », utilisent leurs enfants comme cobayes...

Autour d'une expérience aussi intime et unique, quel artefact!

Sous prétexte de « préparer » l'enfant à la venue du prochain enfant, on lui impose le supplice suivant: sa vie doit se centrer sur l'évolution du ventre de sa mère et ce, naturellement, pendant neuf mois... Il doit assister à l'accouchement (les jeunes enfants ne choisissent pas vraiment)... Il doit voir sa mère vivre l'osmose avec le nouveau né... Et c'est cela qu'on ose appeler « préparer l'enfant »?

Que dire maintenant du langage sexiste et rétrograde soutenu dans ce film?... A savoir que; « Quand y'en a, c'est un garçon, quand y'en a pas, c'est une fille ». ou; « Tu seras le grand frère protecteur ».. ou: « Maman à son petit garçon elle veut donner une petite fille à papa.. » et le bouquet, dans les moments les plus intenses du film, à l'accouchement, alors que Guillaume, le jeune martyr, s'ennerve et trouve cela long, on entend la phrase: « Les femmes nous font toujours attendre ».

En sortant du cinéma, j'avais tellement un arrière goût de rage que je me suis même demandé si ce film, tendancieux et rétrograde, ne faisait pas partie d'une compagne préréférendaire prônant le retour à l'accouchement... au foyer.. (car il faudra bien peupler le Québec...)...

Suzanne H. DEMERS
Montréal, 12 novembre.

■ *Pellan avant Borduas*

Dans l'article paru dans LE DEVOIR du 10 novembre, Madeleine Ferron nous rappelle — pour la millième fois — qu'elle a signé le « Refus Global ».

Une lecture rapide nous ferait croire que c'est elle qui, assistée de Borduas a... Pourtant l'expérience de la vie nous fait nous rappeler qu'à vingt ans on signe n'importe quoi si l'on croit pouvoir scandaliser et emmerder les bourgeois (lire parents) et, partant, se faire remarquer.

Essayer de nous faire croire que c'est Borduas qui a ouvert les écluses de l'Art contemporain ici au Québec... c'est vouloir ignorer l'apport primordial que Pellan a fourni en remportant l'art pictural qui stagnait encore en terre québécoise, et ce, huit ans avant l'apparition du « Refus Global ».

L'entrevue commentée ici commence, naturellement, par un mensonge. Mme Ferron pour des raisons qui la regardent attribue à des architectes le mérite de lui avoir accordé le contrat des verrières devant décorer la station de métro Champs de Mars, alors qu'elle ne peut pas avoir oublié que c'est moi — et moi seul — qui dans un moment de faiblesse — toujours regretté —ai consenti à cet insignifiant et fade scribouillage.

Puis elle lance à Molinari une flèche empoisonnée (« un gars qui peint pendant vingt ans des maudites barres »...) Tiens — tiens — m'écriai-je en lisant ça, y a un contrat qui se dispute à l'horizon!

Comme à l'accoutumée, l'article, à part ça, ne veut rien dire sauf que Madeleine Ferron est la mère du « Refus Global » et demeure ce qu'elle a toujours dit être: The Best!

Robert LAPALME
directeur du Pavillon international de l'humour
Montréal, 13 novembre.

■ *Les contraintes de Minibus Forest*

En réponse à la lettre de Mlle Simard, publiée dans votre journal le 1er novembre, nous aimerions apporter quelques précisions sur la situation actuelle du transport adapté à Montréal.

Nous sommes étonnés d'entendre parler d'une liste noire qui, selon Mlle Simard, « terrorise » les clients. Mlle Simard a fait partie du C.A. de Minibus Forest Inc. assez longtemps pour savoir qu'une telle pratique n'a pas cours chez nous. En ce qui a trait à la qualité du service il est bien entendu que nous n'avons pas la prétention d'être parfait mais il faut quand même réaliser qu'avec seulement 13 voitures sur la route nous transportons plus de 6,500 passagers par mois et qu'il est très rare que des erreurs comme celle mentionnée se produisent.

Chez Minibus Forest Inc. plus de 15% des réservations sont annulées par les clients, quelquefois à moins de 15 minutes d'avis. D'autres clients (plus de 160 par mois) ne se donnent même pas la peine d'annuler et le chauffeur se rend pour rien. Ce comportement perturbe considérablement notre service et nous empêche d'accepter bien des demandes et de fonctionner à pleine capacité. Cette situation génère beaucoup d'insatisfaction de la part de ceux qui sont refusés car la plupart du temps ils ne connaissent pas tous les aspects du problème.

Pour ce qui est du nombre de voitures tout le monde s'accorde pour dire qu'il nous en faudrait beaucoup plus, c'est pourquoi nous en avions demandé 12 additionnelles cette année, ce qui fût refusé par le ministère du Transport. L'an prochain nous espérons qu'il en sera autrement!

Depuis plusieurs mois déjà Minibus Forest travaille en étroite collaboration avec la CTCUM pour améliorer le service et aux dires même de M. Hannigan les résultats de cette collaboration sont très satisfaisants. Tout récemment nous avons inauguré un nouveau système de réservations qui nous permet de donner une réponse immédiate aux clients irréguliers et de plus en plus nous sommes en mesure d'accepter des demandes à la dernière minute. Bien sûr nous aimerions couvrir tout Montréal, avoir des voitures à toits rehaussés, fonctionner 24 hres par jour, etc., mais le budget ne le permet pas.

Au sujet de l'« enquête » mentionnée par Mlle Simard le moins qu'on puisse dire c'est que l'échatillonnage fût quelque peu sélectif. Le résultat négatif recherché fût donc relativement facile à atteindre.

La critique est aisée mais l'art est difficile.

Jacques FOREST, p.d.g.
Minibus Forest Inc.
Montreal, 9 novembre 1979

LE DEVOIR est publié par l'imprimerie Populaire, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au numéro 211, rue du Saint-Sacrement, Montréal H2Y 1X1. Il est composé et imprimé par l'imprimerie Dumont-incorporée dont les ateliers sont situés à 9130, rue Boivin, Ville LaSalle. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans LE DEVOIR.

ABONNEMENT: Édition quotidienne: $65. par année, six mois: $36; trois mois: $24. À l'étranger: $70. par année, six mois: $38; trois mois: $27. Éditions du samedi: $19 par année. Édition quotidienne, livrée à domicile par porteur: $1.50 par semaine. Tarif de l'abonnement servi par la poste aérienne sur demande. Courrier de deuxième classe: enregistrement numéro 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

TÉLÉPHONE: 844-3361 (lignes groupées).

Questionner le référendum

par Gérard Bergeron

QUESTIONNER le référendum: soit retracer les origines de cette nouveauté dans nos moeurs politiques, puis s'interroger sur sa raison d'être et tâcher d'en discerner les effets, bref le mettre en question. Mais cela pourrait aussi s'entendre, littéralement, lui procurer la fameuse Question, toujours manquante. On n'en traitera qu'au premier sens, que n'a, du reste, pas dépassé le chapitre 5 du Livre blanc: la question-cadeau nous est promise pour la semaine des étrennes de Noël. « Nous promettons d'être bien sages jusque la ».

Le référendum n'est pas une invention satanique du parti au pouvoir pour régler ses problèmes internes entre les indépendantistes pressés et les étapistes réalistes, soucieux d'abord d'arriver au pouvoir pour que le reste du projet péquiste soit un jour possible. Il en a été question de façon croissante depuis une douzaine d'années. L'idée a fait son chemin selon au moins quatre conceptions politiques si l'on fait abstraction d'une première phase, toute théorique ou proprement académique.

Il fut un temps où l'Union nationale de Jean-Jacques Bertrand prônait un projet de référendum pour une raison générale que nous qualifierions d'opération-vérité. Il semble que le projet de loi 55, déposé à l'Assemblée nationale à l'automne 1969 et qui y fut brièvement débattu, ait eu au moins deux objectifs distincts: d'abord servir de menace ou d'éventuelle arme de combat pour amener Ottawa à assouplir ses positions constitutionnelles; mais, peut-être aussi rallier les éléments qui débordaient l'Union nationale sur sa gauche nationaliste — à moins que ça n'ait été, plus prosaïquement, pour dégonfler une mythologie naissante en dénombrant les très faibles effectifs voués irrémédiablement alors à la cause de l'indépendance.

Dans le même temps, des fédéraux s'inquiétaient que, par suite d'un « accident électoral », un « parti séparatiste » s'empare du pouvoir et que l'indépendance se fasse, pour ainsi dire, par erreur. M. Jean Marchand était le principal véhicule de ces craintes dans la capitale fédérale. D'où l'idée d'une consultation référendaire, en forme d'opération-assurance contre des risques présentés comme exorbitants et prévisibles. Dans cette ligne de pensée, M. Trudeau prôna, après la prise du pouvoir par le PQ, un projet de législation d'un référendum-contrôle sous la responsabilité des autorités fédérales. Ce projet vient d'être rappelé par M. Clark, qui commence à montrer d'exactes perceptions des sensibilités politiques québécoises.

Ce n'est que lors de l'interminable querelle de l'étapisme, après 1973, que le PQ s'est converti, douloureusement, à l'idée d'un référendum opération-stratégie. Après trois ans d'exercice d'un pouvoir, pour ainsi dire « interne », nous voilà arrivés à la situation présente. Le chapitre sur le référendum dans le livre blanc présente une conception maximaliste de cette « manifestation même de la volonté, démocratiquement exprimée, des Québécois et des Québécoises ». Au fil d'une argumentation habilement présentée, on y discernerait une signification triple, naturellement surchargée mais complémentaire: d'abord une opération-consultation, puis une opération-décision, enfin une opération-légitimation. La première a rapport au peuple; la deuxième, au gouvernement; la troisième, à l'État. C'est dire la portée de notre Oui ou de notre Non. Mais ce ne serait qu'un début. Si nous marchons dans la sécession pour obtenir la Souveraineté, nous mettant ainsi en position de pouvoir transiger l'Association, on devine en quel cycle de négociations nous allons entrer! Et si c'est l'autre schéma du fédéralisme renouvelé qui prévaut, ça ne risque guère d'être plus court!

Auparavant, nous aurons à faire la campagne référendaire et nous efforcer d'en sortir pas trop démantelés comme peuple. Un aspect déjà peu plaisant de la présente situation c'est cette espèce de « vente sous pression » qu'on nous impose pour acheter notre Oui ou notre Non, sans même que nous soit encore dévoilée la question. Alors, c'est le vendeur ou la marchandise, qu'on achète? C'est un référendum, ou un plébiscite? C'est un concours de popularité des chefs, ou leur sélection électorale implicite? Un aspect plus rassurant c'est que la grande masse d'entre nous n'entend pas être bousculée par des manières de marchands de tapis. Justement, nous demandons de voir étalés ces tapis volants avant de monter à bord. Le public, consulté dans la rue par les médias, revendique le droit tout bête de connaître la question avant de promettre sa réponse. C'est sain.

Nous savons les risques de la vie, les incertitudes du réel. Nous savons aussi que les camps opposés nous demandent de choisir entre deux gains dont il ne peuvent être certains. Dans le cas du fédéralisme renouvelé, autant que dans celui de la souveraineté-association, ça dépendra de beaucoup d'autres citoyens et gouvernants, auxquels nous pensons aussi. Et si fédéralistes et péquistes font déjà montre d'une telle exclusive c'est pour voiler la faible faculté de manoeuvre qui leur est laissée dans la poursuite de leur projet respectif.

La « clarté » du langage et des positions, c'est à l'adversaire qu'elle est exigée: nous la réclamons en même temps aux deux adversaires. Nous ne sommes pas une masse humaine à partager entre ce que les uns appellent la fourberie péquiste et les autres la peur fédéraliste. Nous traiter ainsi ne nous flatte pas finalement. Il n'arrive pas tous les jours qu'on nous sollicite de devenir agents de notre histoire. Tout le monde doit être à la hauteur des circonstances.

C'est le sérieux avec lequel on nous parlera qui déterminera le sens de nos plus nombreuses réponses. Et si elles vont dans celui du « moins mauvais risque » c'est qu'aucun des deux risques n'aura été présenté comme vraiment bon. Quand on entend simultanément deux langages d'absolu, on ne peut s'empêcher de penser que c'est un peu beaucoup que de se voir sollicité par deux certitudes distinctes, qui se contredisent et dont chacune porte sur tellement d'inconnues entremêlées. La « crédibilité », selon l'expression à la mode, ça se gagne. ça ne se matraque pas. Davantage: l'incrédibilité des uns ne fonde pas la crédibilité des autres.

Le référendum produira le premier effet global d'avoir eu lieu. On pourra cesser de tout y renvoyer. On pourra se dénombrer. Il y a pas mal de citoyens entre les deux pôles extrêmes des fédéralistes effrénés et des péquistes exhubérants. Ce dénombrement aura plus de précision et moins de variété que les sondages à la douzaine qu'on nous assène. Les supports réels aux deux camps pourront être mesurés. Ceux qui, par la suite, parleront en notre nom aux autres pouvoirs canadiens ne pourront le faire en argumentant à coup d'abstraction collectives, les accomodant à trop bon marché. Dans l'intervalle nous aurons dû apprendre à vivre entre nous, divisés: mais ce nouveau mal marquera au moins la fin d'un long malaise, enfin explicité. Le référendum vaudra ce qu'aura été, entre nous, la campagne référendaire. Mais surtout, il sera la première chance réelle d'une plus exacte démarcation des possibles concerts. N'est-ce pas ce que tout le monde dit vouloir? Au total, ce n'était pas une bonne chose que le référendum ait été nécessaire. Mais ce n'aura pas été mauvais qu'il ait enfin eu lieu.

Un amour très désordonné pour l'ordre

par Pierre Lemieux

UNE intervention étatique inacceptable destinée à corriger les effets révoltants d'interventions étatiques antérieures: telle est la loi d'exception adoptée le 12 novembre pour empêcher une grève des employés de l'Etat. Il règne aujourd'hui en ces matières, et naïvement entretenue par la presse, une confusion à faire frémir.

Oh! combien légitime elle est, cette indignation virile qu'a soulevée chez certains (je pense à Jean-Paul Desbiens, par exemple) la sorte de terrorisme syndical qui s'exerce périodiquement contre des malades, des enfants, des travailleurs et des gens libres. On s'étonne au contraire de l'aplatventrisme de tant d'autres, de ce que l'on accepte si facilement les vexations, l'intimidation, l'indignité, le lèse-liberté de ces lignes de piquetage infranchissables si on ne montre patte blanche à quelque petit flic improvisé.

Mais nous montrerions que notre esprit critique ne vole pas plus haut que celui des syndicalistes et étatistes si nous acceptions d'emblée la fausse solution d'une loi d'exception. Il est vrai, n'exagérons rien, que la loi du 12 novembre ne fait que suspendre temporairement le droit de grève et qu'elle ne s'applique qu'à des employés dont le gouvernement est lui-même le patron. Mais la question demeure: corrige-t-on ainsi les causes réelles du problème? Et, se demandera le véritable libéral, une loi d'exception est-elle jamais acceptable?

En réponse à la première question, le commencement de la sagesse, il me semble, consiste à réaliser que le pouvoir actuel des syndicats est une conséquence directe des privilèges coercitifs que l'Etat lui-même leur a accordés, au mépris du droit. Dès lors qu'elle réunit 50 pour cent plus un des voix des employés d'une boutique quelconque, une association qui décide de s'appeler syndicale acquiert le privilège, créé et protégé par la force publique, de représenter seule l'ensemble des employés et, chose incroyable, de les forcer tous à y cotiser (c'est la « formule Rand », institutionnalisée par la récente loi 45). Cette association monopolistique se voit aussi reconnu le droit inoui d'empêcher, par des lignes de piquetage, les honnêtes gens de circuler et de travailler à leur guise. N'en déplaise à H.L.A. Hart et John Rawls (que Jean-Louis Harguindeguy et Norbert Rodrigue ont sûrement lus), qui ont laborieusement essayé de donner des fondements moraux à certaines coercitions syndicales, la question doit être posée et reposée: Qui, quelle autre association, jouit de pareils pouvoirs coercitifs?

Les syndicats ont des rôles importants à jouer dans la promotion des intérêts de leurs membres, et je serais le premier à les défendre (comme je le fais contre les lois d'exception) contre toute atteinte à leurs droits véritables. En Union Soviétique, il faudrait être syndicaliste dissident. La liberté d'association est sacrée. Mais elle n'inclut pas le droit de forcer autrui à s'associer à vous. De la confusion de ces deux choses, découlent les aberrations que nous impose aujourd'hui le pouvoir syndical. Voilà le véritable problème.

Deuxièmement, la solution aux problèmes actuels doit être acceptable. La fin ne justifie pas les moyens: principe libéral s'il en fut. Cela implique qu'aucun objectif n'est défendable si on ne peut l'atteindre avec des moyens justes. La justice est plutôt dans la procédure que dans le résultat en tant que tel.

Or, une loi d'exception est un moyen injuste et inacceptable. Une loi d'exception, une loi spéciale, est une contradiction dans les termes. Une loi est générale et s'impose à tous, sinon elle n'a de loi que le nom, sinon elle n'est (comme la loi du 12 novembre) qu'un décret du bon plaisir du Prince. De cette notion de loi d'exception, loi spéciale ou loi temporaire, le grand juriste Georges Ripert disait qu'elle « ne saurait avoir de sens juridique » (*Le Déclin du droit*, Paris, 1949, p. 170). Aux époques anciennes où l'homme n'avait pas encore été réformé par la magie du suffrage universel et où on craignait toujours la tyrannie, les juristes libéraux opposaient ainsi le « gouvernement des lois » au « gouvernement des hommes », le règne du droit à l'arbitraire étatique.

Dans le cas qui nous occupe, on peut arguer qu'en forçant des gens à revenir à son service, l'Etat viole le principe de non-conscription des personnes en temps de paix. Et contrairement à ce que l'on croit généralement, une telle politique était bien plus étrangère à l'orientation des gouvernements antérieurs qu'à la philosophie du gouvernement actuel, lui qui a inscrit à son programme officiel l'imposition d'un service civil obligatoire. Nous sommes devenus taillables et corvéables à merci.

Pourtant, il existe une solution juste, libérale, efficace: abolir les privilèges coercitifs des syndicats: abolir le monopole de la représentation syndicale, la formule Rand obligatoire et la prohibition des travailleurs libres (que la presse, plus ou moins jaune, appelle parfois des « scabs »). Autrement dit, assurer, contre le pouvoir syndical, trois droits fondamentaux: le droit d'associaiton; le droit de travailler; et le droit des gens libres d'aller et venir, de vaquer en paix à leurs occupations pacifiques. C'est parce que ces principes sont mieux appliqués dans certains pays européens, en France par exemple (mais pas en Grande-Bretagne), que, malgré des syndicats souvent plus militants que les nôtres, on n'y voit point le genre de grèves paralysantes et barbares auxquelles nous nous soumettons nous-mêmes une fois l'an presque.

Un groupe d'employés veulent-ils, de manière concertée, retirer leurs services de travail? Soit! c'est leur droit. Mais qu'ils n'aient pas celui de forcer autrui à les financer ni celui d'empêcher qui que ce soit d'autre de continuer de travailler ou de les remplacer. Certains employeurs accepteraient-ils librement la formule Rand ou d'autres privilèges syndicaux? Sans doute, et c'est aussi leur droit. Mais qu'aucune entreprise n'y soit forcée par la loi. Employeur parmi les employeurs, le gouvernement pourrait quand même alors donner l'exemple et refuser chez lui tout privilège syndical.

C'est' je crois, une tâche urgente que d'amorcer une telle réforme de nos lois du travail. Est-ce paradoxal de vouloir libéraliser des lois pour combattre des pouvoirs? « Il arrive quelquefois, répondait Alexis de Tocqueville, que l'extrême liberté corrige les abus de la liberté. »

L'autre volet de l'alternative consiste à s'en remettre à l'arbitraire étatique, à un régime de droit d'exception qui, de crise en crise, sapera de plus en plus les principes et les remparts qui protègent nos libertés. La prémonition de Tocqueville devrait déjà nous inquiéter sérieusement: « Le goût de la tranquilité publique devient alors une passion aveugle, et les citoyens sont sujets à s'éprendre d'un amour très désordonné pour l'ordre. »

Souveraineté et réserve judiciaire

par Marc Brière

Le juge Marc Brière a publié dans LE DEVOIR du 1er novembre un article sur la notion de souveraineté dans la constitution. Le professeur Dale Thomson lui a donné la réplique dans un texte publié le mardi 13 novembre. Le juge Brière riposte et s'explique dans ce nouvel article.

DALE Thomson me reproche d'abord d'avoir abandonné ma neutralité juriciaire, ensuite d'avoir erré dans mon interprétation juridique et historique de la souveraineté au Canada.

Le devoir de réserve qui s'impose aux juges est nécessaire, et je ne crois pas y avoir manqué. Si j'avais voulu me « jeter dans le débat politique partisan de l'heure autour de l'avenir du Québec », j'aurais agi bien autrement.

Je persiste à croire qu'il n'est pas inconvenant pour un juge de parler de droit constitutionnel et de retracer l'histoire de nos institutions juridiques, même si le sujet « n'est pas très loin de la politique », pourvu que le discours respecte l'obligation de réserve, c'est-à-dire n'adopte pas un ton partisan.

Autrement il faudrait interdire à nos pauvres juges toute participation à la vie communautaire sur quelque sujet que ce soit (même le domaine artistique prête à controverse! — on l'a vu récemment).

L'on pourrait s'étendre longuement sur le sujet, mais ce n'est pas la place pour ce faire.

LE DEVOIR a présenté ce texte en rappelant mon passé politique, passé dont je n'ai d'ailleurs pas à rougir, mais c'est un fait de notoriété publique, comme c'est le cas pour un grand nombre d'autres juges des plus basses aux plus hautes cours de justice.

Quant à mes erreurs de jugement sur l'interprétation de notre droit constitutionnel et de son histoire, chacun pourra les apprécier, et je respecte aussi le droit de M. Thomson à ses propres erreurs.

En 1867, il ne pouvait pas être question de souveraineté au Canada. Le Canada-Uni était une colonie britannique, de même que le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse. Par la confédération, le Canada-Uni devait être divisé en Bas et Haut-Canada, comme avant l'acte d'Union, c'est-à-dire en provinces de Québec et d'Ontario. Aucune de ces colonies ne pouvait prétendre, et n'a jamais prétendu à la souveraineté; mais elles se sont entendues pour prier leur souverain, le Parlement impérial, de leur donner une nouvelle constitution qui les réunirait selon un système fédéral garantissant à chacune une certaine autonomie; il était recommandé de proclamer un nouvel ordre constitutionnel conforme aux résolutions de Québec et de Londres.

La souveraineté canadienne est une conquête politique et économique réalisée imperceptiblement par le Canada tout entier et mise en oeuvre par les bons soins du gouvernement fédéral dans ses rapports avec le Parlement impérial et dans le cours des relations internationales. La souveraineté canadienne est une réalité du vingtième siècle. Elle n'apparaît dans nos textes constitutionnels qu'avec le Statut de Westminster.

Certes la souveraineté est indivisible, comme le rappelle justement M. Thomson; mais, à mon humble avis, c'est une erreur de penser que « elle n'a donc pu être transférée de Londres aux deux paliers de gouvernement (fédéral et provincial) » et que « elle a été en effet transférée à Ottawa » seulement.

Lorsque le Canada est devenu indépendant, c'est l'ensemble de l'Etat canadien qui est devenu souverain, et non seulement sa composante fédérale.

Les provinces participent à la souveraineté canadienne, comme le pouvoir central, mais ni les législatures, ni le Parlement fédéral ne peuvent s'arroger la plénitude de l'autorité souveraine dans le cadre d'une constitution fédérale.

La Couronne (il s'agit de la Couronne devenue canadienne, laquelle n'est elle-même que le symbole de la nation) est la source de toute souveraineté, dont elle distribue les vertus par deux organes conjoints, un Parlement central et des législatures locales. Les gouvernements provinciaux sont placés directement sous la Couronne; ils ont dans la province l'autorité suprême sur les sujets de leur compétence. Ils participent à la souveraineté du Canada.

Enfin, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que le premier phénomène de séparation dans l'histoire canadienne remonte à 1791 lorsque, par l'Acte constitutionnel, le Haut-Canada (correspondant à l'actuelle province d'Ontario) obtint du Parlement impérial sa séparation du Québec, qui devint le Bas-Canada. L'Ontario fut ainsi la première province « sécessionniste » de notre histoire. Il est vrai cependant que, cinquante années plus tard, l'intérêt de l'Ontario commandait alors sa réunification au Québec, par l'acte d'Union, afin de mieux étouffer les velléités d'émancipation du Bas-Canada. Cette union fut d'ailleurs réalisée sur une base d'égalité de représentation, bien que la population du Haut-Canada fût bien inférieure en nombre à celle du Bas-Canada. C'est pourquoi,en politique comme en droit, dit-on que l'intérêt est la mesure des actions.

Cela m'apparait être la toile de fond du problème constitutionnel actuel.

Et que Dieu sauve l'arène!

Le débat sur la prêtrise des femmes

par Lina Gagnon

ON voit dans les journaux beaucoup d'intérêt à cette question de la femme dans l'Eglise. On dirait que cela prend un nouvel accent depuis que le pape Jean Paul II s'est montré négatif sur ce sujet. Je pense qu'il agit avec réalisme et sens pratique. Pourquoi se montrerait-il ouvert et positif au sacerdoce de la femme, alors que dans les autres institutions humaines politiques et sociales, la place de la femme est encore très mince. On trouve peu de femmes aux postes administratifs et politiques, et on voudrait dans l'Eglise une révolution de la place faite à la femme. Je pense que ce ne serait pas pertinent qu'une Eglise prenne tant d'avance sur ce sujet, alors qu'elle est marquée par une tradition millénaire de participation discrète ouverte à la femme. On ne change pas du jour au lendemain, et je pense que ce sont les femmes elles-mêmes, et non pas le pape, ou les prêtres ou d'autres qui peuvent à long terme, amener de profonds changements sur la place de la femme dans l'Eglise.

J'ai moi-même été toujours intéressée par cette situation, et j'ai fait des études de théologie à l'Université de Montréal. Je me trouvais avec de futurs prêtres. J'ai souvent réfléchi à ce qui faisait cette contradiction: moi une femme, ayant des capacités intellectuelles et humaines autant que les hommes avec qui j'étudiais, je devais pour le moins, oublier des pensées pastorales directes si j'en avais, et penser à faire ma vie dans l'enseignement ou dans un autre secteur de travail. Encore aujourd'hui, je vois travailler des prêtres dans la pastorale, et souvent je pense que ma compétence sur bien des problèmes qu'ils abordent, serait bien utile à une Eglise qui n'accepte pas d'emblée certaines interventions féminines. Je pense qu'une femme peut sincèrement éprouver des aspirations sacerdotales vraies, et que l'impossibilité dans laquelle elle est placée de les réaliser peut certes lui causer des souffrances. On peut facilement trouver des portes de sortie pour aider les autres et exercer une sorte de ministère externe. La vie sacerdotale n'est pas seulement l'exercice interne de tâches exactes comme donner les sacrements, célébrer la messe etc. L'exercice du sacerdoce consiste avant tout dans l'amour d'autrui qui nous porte à vouloir pour lui la révélation de l'amour de Dieu en Jésus dans son Eglise visible. Et cela une femme théologienne de surcroît peut tous les jours l'exercer, et les occasions ne manquent pas de pourvoir à des besoins, souvent inavoués de foi et d'espérance.

On ne peut donc pas dire qu'il n'y a pas de femme ayant un certain caractère sacerdotal. Il est évidemment implicite, parce que les structures sociales de l'Eglise ne le reconnaissent pas,mais il existe et joue un rôle à travers le temps. Je connais des femmes religieuses et célibataires qui ont ce charisme sacerdotal. Mère Thérésa est de cet ordre. Il y en a aussi au Québec qui exercent un rôle de service des autres à un degré tel qu'il faut l'appeler de l'ordre du sacerdoce de Jésus.

Il est certain que lorsqu'on a des études similaires aux prêtres d'aujourd'hui, et qu'on voit leur manière d'exercer le ministère dans l'Eglise, on est tentée de dire j'en ferais certes autant, sinon plus et mieux qu'un tel prêtre. Mais il faut taire ses aspirations et rester dans les fonctions ordinaires d'une femme dans l'Eglise. Ce n'est pas facile à accepter. Il faut alors songer à des activités qui vont permettre au maximum de déployer sa créativité personnelle et théologique, dans l'ordre des réalisations pensables à la femme. Je pense que la situation faite à la femme dans l'Eglise est telle qu'elle oblige à innover sans cesse des avenues encore inexplorées, puisque les prêtres masculins sont dans les sentiers battus, la femme doit trouver sa voie pour vivre un sacerdoce implicite, il n'y a pas de voie tracée d'avance, et c'est sans doute pour cela que les femmes qui ont cet appel, vivent des valeurs nouvelles et font question à bien des prêtres engagés dans leur tâche sacerdotale structurée.

Personnellement, en fonction de ma préparation théologique et autre (y compris politique puisque j'ai fait des études à l'UQAM), j'ai souvent dialogué avec des gens qui avaient de sérieux problèmes humains et religieux, ils n'y voyaient plus rien. Mon rôle souvent ignoré, a été de déclencher des cheminements nouveaux de vie et d'orientation, aussi de manifester à des gens en position critique avec la foi, que l'amour de Dieu prenait souvent des détours mystérieux, enfin de faire vivre dans la foi bien des gens qui végétaient. Et cela tout en étudiant, et tout en travaillant maintenant. Je vois là une forme de ministère, une forme de tâche spécifique à rendre, cette tâche est discrète et non rémunérée, c'est du bénévolat et plus souvent une déformation professionnelle, puisque comment ne pas aborder le point de vue religieux des choses, lorsqu'on a passé sa jeunesse à se plonger dans les questions théologiques et philosophiques avec foi et enthousiasme.

Enfin, il est souhaitable qu'un jour on puisse trouver pour les femmes dans l'Eglise une forme de reconnaissance de l'exercice d'une tâche, comme par exemple celle de diaconesse, avec voeu de célibat etc. Ce serait là une étape préliminaire, dans cette étape on pourrait trouver une issue pour l'exercice des nombreuses capacités féminines, y compris pour les sacrements et la liturgie de la Parole. En tout cas, on aurait répondu à un appel vivant des femmes dans l'Eglise, qui est loin d'être une illusion ou une revendication gratuite. C'est du nécessaire parce que pensable et possible.

■ *Sympathies pour M. Lévesque*

Lors de l'inauguration de LG-2, mes souvenirs me ramenaient à 1962 où vous nous rendiez un fier service: croire qu'on pouvait diriger quelque chose de grand (comme l'Ontario) en confiant au personnel qualifié de l'Hydro-Québec la gérance de notre principale richesse naturelle.

Il y a 12 ans vous nous avez convié à une réflexion avec « Option-Québec »... et le 15 novembre 1976 beaucoup de Québécois vous accordaient leur confiance pour nous acheminer vers un référendum afin que notre peuple choisisse son avenir politique pour la première fois de son histoire, (car ce sont les autres qui choisirent pour nous en 1760, 1774, 1791, 1840, 1867).

Durant cette campagne référendaire les adversaires ne manquent pas. Ils se sont déjà indentifiés avec les fonds récoltés par Pro-Canada. Mais voilà que des « péquistes d'un jour » se retournent sur eux-mêmes et par tous les moyens « légaux » veulent sauver leur « pouvoir d'achat », leur « horaire », leur « indexation » et autres avantages payés par le peuple qui les gâte et les favorise avec leur « sécurité d'emploi » et autres petites sécurités ignorées des moins nantis. (Notre gouvernement devrait publier l'échelle des salaires qu'il offre aux profeseurs comme exemple). Oui, en vous appuyant le 15 novembre 1976, certains Québécois ne prenaient qu'une police d'assurance sociale. A présent, ils sont prêts à vous donner des « jambettes »; certains sont prêts à détériorer le climat social durant la campagne référendaire pour leurs intérêts sectoriels; ils font le jeu du statu quo politique.

Oui, M. Lévesque, mes sympathies Mais, courage! Le peuple québécois, le monde ordinaire dont de nombreux cotisants « liés » aux centrales, vous soutiendront à l'heure du choix; ils feront passer leur amour du pays avant leur convention « frileuse ».

Robert LESAGE
cotisant à la CEQ

Anjou, 7 novembre

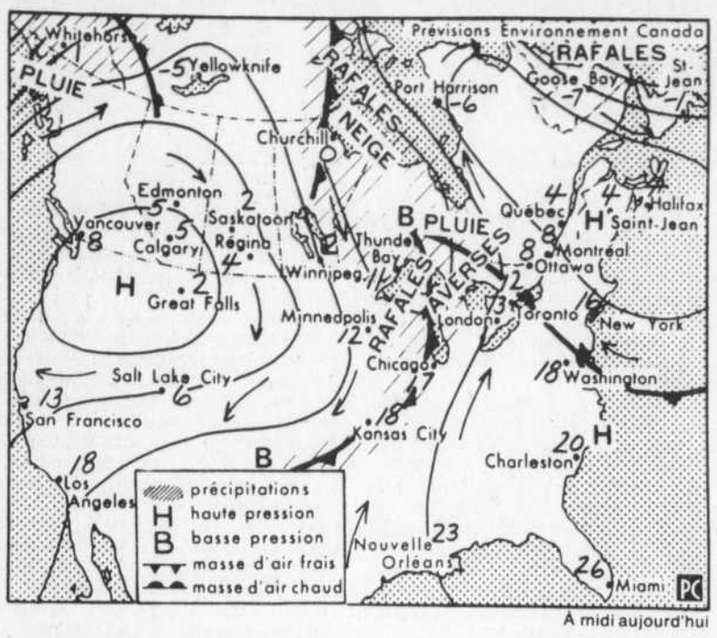
Culture Personnelle
Cuisine des Fêtes
par Henri Bernard
3 COURS
RÉCEPTION COCKTAIL
REPAS DE NOËL
RÉVEILLON
Un par semaine
avec repas et livret
du 27 Nov. au 13 Déc.
PROSPECTUS
843-6481
Institut Culinaire Henri Bernard
2015 de la Montagne
Suite 610, Montréal
Permis d'enseignement
No 2496-80

La Chambre de commerce de Montréal
Déjeuner-causerie hebdomadaire
LE MARDI, 20 NOVEMBRE 1979



M. JACQUES GAGNON
Président
Fédération des caisses d'entraide économique du Québec
Sujet:
L'entraide économique du Québec
Hôtel Windsor
12 h 30
Le public est admis
Billets à l'entrée $11.
COMPLET
Des carnets d'abonnement sont également disponibles
$90.
Renseignements: 866-2861

LA MÉTÉO



À midi aujourd'hui

Abitibi-Témiscamingue: Ciel variable. Nébulosité croissante en fin de journée. Vents modérés par moments. Maximum de 4 à 6. Aperçu pour mardi: nuageux avec quelques averses.

■

Réservoirs Cabonga et Gouin, Laurentides, Pontiac-Gatineau et Lièvre: ensoleillé avec quelques passages nuageux. Maximum près de 4. Aperçu pour mardi: nuageux avec quelques averses.

■

Outaouais, Montréal, Trois-Rivières, Drummondville: ensoleillé avec passages nuageux. Maximum de 6 à 8. Aperçu pour mardi: nuageux et possibilité d'averses.

■

Lac-Saint-Jean, Saguenay, Mauricie, Parc des Laurentides: Ensoleillé. Maximum de 2 à 4. Aperçu pour mardi: nuageux et quelques averses.

Québec, région montagneuse de l'Estrie, Beauce; ensoleillé avec quelques passages nuageux. Maximum de 3 à 5. Aperçu pour mardi, nuageux.

■

Rivière-du-Loup, la Malbaie: ensoleillé. Maximum près de 4. Aperçu pour mardi: nuageux.

■

Baie-Comeau, Rimouski, Matapédia, Sept-Iles: ensoleillé et vents modérés. Maximum de moins 1 à plus 2. Aperçu pour mardi: ennuagement.

■

Sainte-Anne-des-Monts, Parc de la Gaspésie, Gaspé: ensoleillé et vents modérés. Maximum près de moins 1. Aperçu pour mardi: ennuagement.

■

Basse-Côte-Nord, Anticosti: nuageux avec éclaircies surtout en fin de journée. Vents modérés. Maximum de moins 2 à moins 4. Aperçu pour mardi: ensoleillé.

SUITES DE LA PREMIÈRE PAGE

◆ Les hôpitaux

ployeur. Mais la situation n'était pas aussi rose du côté des enseignants des niveaux primaire et secondaire.

La partie patronale s'est en effet plaint hier qu'après avoir verbalement fait plusieurs concessions sur la tâche de l'enseignant, la CEQ est retournée à la table de négociation hier matin avec des demandes qui étaient à l'image des revendications initiales du syndicat.

En conséquence, le porte-parole patronal évaluait hier à $992 millions ce qu'il en coûterait pour combler les exigences de la CEQ sur la tâche. L'employeur lui serait disposé à injecter $156 millions à ce dossier.

Une bonne partie du litige actuel porte non seulement sur le nombre d'heures de travail mais sur la nature de ce travail, à savoir s'il consistera uniquement en un travail d'enseignement devant la classe ou comportera aussi d'autres tâches comme la surveillance, les cours de récupération, les rencontres avec les parents.

Le travail de l'enseignant est indissociable du nombre d'élèves, moyen ou maximum, qu'il aura dans sa classe et ces deux aspects d'un même problème sont discutés conjointement.

Hier, après avoir annulé à deux reprises une conférence de presse prévue dans la journée hier, la CEQ et l'Association provinciale des enseignants protestants qu'ils négocieraient encore intensivement jusqu'à cet après-midi et qu'ils entretenaient toujours l'espoir d'un règlement prochain.

Les enseignants des commissions scolaires des Vieilles forges, Henri-Bourassa et des Manoirs, avaient au début du week-end fait part de leur intention de dresser des lignes de piquetage tôt ce matin et il est possible qu'ils aient maintenu leur décision.

Dans le domaine hospitalier, il est à prévoir que dans l'ensemble les employés en grève n'empêcheront pas les autres groupes d'employés de pénétrer dans l'établissement. Dans la très grande majorité des cas, les syndiqués FAH ne sont pas les seuls groupes d'employés et côtoient des personnels qui n'ont pas voté la grève. En conséquence, et à moins d'incidents sur les lignes de piquetage, les infirmières devraient avoir le champ libre. A moins bien sûr qu'elles ne décident de respecter les lignes.

Une grève dans le domaine hospitalier est dans l'air depuis plus d'une semaine, ce qui fait que plusieurs hôpitaux ont déjà commencé de réduire leur taux d'occupation et de restreindre leurs admissions aux cas urgents.

Les syndiqués ont indiqué de leur côté qu'ils entendaient respecter les services essentiels et encore une fois il s'agit d'une grève dont les conséquences seront directement proportionnelles à sa durée.

◆ Les étudiants

sont réservées aux étudiants iraniens aux États-Unis, et qu'il envisageait de rompre ses relations diplomatiques avec Washington.

Ceci a également été dit par l'ayatollah Ahmad Beheshti, secrétaire du Conseil de la Révolution, qui a averti que « l'Iran sera obligé de rompre toutes ses relations diplomatiques et économiques avec les États-Unis si aucun changement fondamental n'intervient dans l'attitude américaine », le sort de l'ex-chah étant un élément « très important ».

« Une rupture des relations avec les États-Unis a été au centre des discussions et une décision sera annoncée plus tard », a-t-il ajouté.

La menace de juger les otages américains a été étudiée à Washington. « La question est en discussion au plus haut niveau entre le secrétaire d'État et le président », a déclaré dimanche à la presse un porte-parole de la représentation américaine à l'ONU. Comme on lui demandait si la menace allait décider les États-Unis à demander la réunion du Conseil de sécurité, le porte-parole a précisé que « la représentation est prête à mettre en oeuvre toutes les décisions qui auront été prises ».

Mme Marilyn McAfee, membre du groupe d'experts qui est chargé au département d'État de suivre l'affaire des otages, a mis en garde contre toute interprétation prématurée de la décision de juger les otages. Selon elle, cela pourrait être organisé par les Iraniens afin de permettre aux étudiants islamiques de « sauver la face ».

Le porte-parole du secrétaire d'État, M. Cyrus Vance, s'est refusé à entrer dans une polémique avec les dirigeants iraniens. Il a néanmoins rejeté l'allégation faite à la télévision américaine hier par le chargé d'affaires d'Iran à Washington, M. Agah, selon laquelle les autorités américaines empêchent les médecins iraniens d'être complètement informés sur l'état de santé du chah.

« Nous faisons en sorte pour que l'ambassade d'Iran reçoive toutes les informations adéquates » lui permettant de se rendre compte de l'évolution de la maladie du souverain déposé.

M. Agha avait souligné qu'il n'était même pas « prouvé » qu'il soit malade: « Nos médecins n'ont même pas été autorisés à parler directement avec ceux qui le soignent ». « Qui sait s'il est encore à New York », a-t-il ajouté.

On note à ce propos que le chef des gardes du corps de l'ex-chah, Tomas Morlett, est arrivé hier à Cuernavaca (80 km au sud de Mexico) et a commencé à superviser la mise en place de dispositifs de sécurité, dans la villa que l'ex-chah a louée dans la ville.

Selon des rumeurs persistantes à Cuernavaca, l'ancien souverain iranien quitterait aujoud'hui son hôpital de New-York pour rejoindre Cuernavaca, où il a déjà séjourne de juin à octobre derniers.

Une soixantaine de ses gardes du corps ont entrepris de nettoyer leurs armes et d'étudier les positions de surveillance qu'ils occuperont éventuellement dans la villa « La Serena ».

Le quotidien mexicain « Excelsior » avait annoncé samedi, citant des milieux proches du ministère mexicain des Affaires étrangères, que le Mexique avait accordé un nouveau visa touristique de six mois à l'ex-chach et que celui-ci était attendu « incessamment » à Cuernava.

Certains habitants de Cuernavaca n'ont pas caché l'irritation qu'a provoquée chez eux la présence des gardes du corps de l'ancien souverain. « Ils sèment la terreur parmi la population », a même déclaré l'un d'eux.

Enfin, l'ancien ministre israélien des Affaires étrangères, M. Moshe Dayan, a déclaré hier à New York, que les terrains d'aviation du Sinai pourraient être utilisés par les Etats-Unis au cas où ils décideraient d'intervenir militairement pour libérer les otages de leur ambassade à Téhéran.

Dans certaines situations, la seule solution est l'action militaire, a déclaré M. Dayan, qui a cependant estimé que l'emploi de la force n'était peut-être pas nécessaire pour assurer la sécurité des Américains de l'ambassade de Téhéran.

M. Dayan a déclaré que les terrains d'aviation du Sinai « pourraient et devraient être utilisés » par les Américains au cas où ils se décideraient à intervenir par la force.

Les Etats-Unis ont jusqu'à présent exclu une telle intervention.

Interrogé sur ce qu'il appelle « l'option militaire » américaine et les ressemblances qu'elle pourrait avoir avec « l'opération Entebbe », grâce à laquelle Israël avait libéré 94 otages retenus a l'aéroport d'Entebbe (Ouganda) le 4 juillet 1976, M. Dayan a répondu: « Les Etats-Unis ont de bons généraux. L'administration sait ce qu'ils font ».

◆ Jean-Paul II

différentss », a-t-il ajouté.

Le voyage du Saint Père en Turquie a également une signification mariale et oecuménique. Le lendemain de son arrivée à Ankara, le 29 novembre, le pape se rendra à Ephèse, haut lieu de la chrétienté qui abrite le sanctuaire dit « La Maison de la Vierge » où, selon la tradition, Marie aurait terminé ses jours auprès de l'apôtre Jean.

A Istanbul, où il est attendu dans la soirée du 29 novembre, le pape s'entretiendra avec le patriarche oecuménique de Constantinople Dimitrios 1er et les responsables du patriarcat.

Cette rencontre, qui coïncide avec la fête de Saint-André, (frère de Saint-Pierre et fondateur de l'Eglise d'Orient), intervient à la veille de l'ouverture du dialogue théologique entre les deux Eglises, a souligné un porte-parole du patriarcat orthodoxe.

Un document devant constituer la base de la première phase du dialogue a été élaboré par les commissions compétentes des deux Eglises, a dit encore le porte-parole, qui a précisé que ce document porte sur les sacrements.

Ephèse, ville de Turquie où, se rendra le pape entre les 28 et 30 novembre, est une antique cité commerciale et financière de l'Asie Mineure, active dès le 6ème siècle avant Jésus-Christ, ainsi qu'un haut-lieu pour le christianisme. C'est en effet ici, lors du troisième Concile oecuménique que la Vierge Marie fut proclamée « Mère de Dieu ».

Ephèse, ancienne ville de l'Asie Mineure, est située au bord de la mer Egée, sur la côte ouest de l'actuelle Turquie, dans un paysage méditerranéen extrêmement découpé, au ciel éternellement bleu. Dans l'Antiquité ce riche centre commercial eut une grande influence politique et religieuse. On y édifia le temple d'Artemis, une des sept merveilles du monde, incendié en 356 puis reconstruit et maintes fois pillé.

Mais Ephèse est aussi l'un des premiers centres du christianisme, aux portes de l'Islam, comme le rappelle la visite du pape. Saint-Paul y prêcha et y fonda dès 54 une église. En 431, le troisième concile oecuménique s'y réunit et il vit la bataille des théologiens au sujet de l'affrontement de la nature divine et humaine, dans le Christ.

C'est à ce Concile surtout que la Vierge Marie fut proclamée « Mère de Dieu ». Aujourd'hui Ephèse ne compte pas parmi les villes importantes de la Turquie moderne. Dans sa presqu'île, elle attire essentiellement touristes et pélerins contemporains, dont Jean Paul II sera le plus célèbre.

◆ Le cabinet Begin

raient pas de même? ».

M. Padan avait déclaré récemment que si, au jour prévu pour l'évacuation, les habitants d'Eilon Moreh ne quittaient pas les lieux, des militants de la Paix maintenant les y expulseraient de force. Cette déclaration avait été dénoncée par certains députés du Hérouth comme un appel à la guerre civile.

Le ministre de l'Éducation, M. Zebouloun Hammer s'est déclaré « déçu » hier soir, par l'absence de réaction du Gouch Emounim, dont les militants occupent Eilon Moreh: « Le gouvernement est allé jusqu'à l'extrême limite des concessions qu'il pouvait faire aux habitants d'Eilon Moreh, tout en respectant l'esprit et la lettre de la décision de la Cour suprême. J'avais l'espoir que les membres de ce mouvement auraient aussitôt exprimé leur appréciation ».

M. Zebouloun Hammer, qui est le champion de Gouch Emounim au sein du gouvernement, a même déclaré qu'il appuierait le conseil des ministres, si dans six semaines, il décidait de procéder à l'évacuation avec l'aide de l'armée.

M. Elias Houri, l'avocat arabe israélien, qui a défendu les propriétaires arabes devant la Cour suprême, a lancé de son côté un avertissement à la radio: « Je suis autorisé par d'autres propriétaires de terres arabes à Eilon Moreh à introduire une nouvelle action en justice, si cela se révèle nécessaire ». M. Houri n'a pas été en mesure de préciser de quelles terres il s'agit et où elles sont situées.

Par ailleurs, l'isolement d'Israël dans le monde s'est accentué avec les événements de la semaine dernière mais, paradoxalement, le cours de l'histoire au Proche-Orient pourrait ne pas en être perturbé.

Cela n'empêchera pas, en effet, le président égyptien Anouar Sadate, de fêter sereinement aujourd'hui près du mont Moïse, dans le Sinaï, le deuxième anniversaire de sa visite à Jérusalem. Cette visite avait préludé à la signature du traité de paix égypto-israélien et à l'ouverture de négociations tripartites (Égypte, États-Unis, Israël) pour l'instauration d'un régime d'autonomie palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Le paradoxe provient aussi du fait que la population de ces deux territoires occupés par Israël depuis 1967 vient de manifester, comme jamais auparavant, son unité dans l'opposition au projet d'autonomie (il n'apporte pas, selon elle, de solution au problème palestinien), alors que dans le même temps les négociations sur l'autonomie se déroulent à Tel-Aviv sans progrès apparent mais surtout sans incident.

Tout a commencé le dimanche 11 novembre quand les autorités israéliennes ont jeté en prison le maire de Naplouse (nord de la Cisjordanie) M. Bassam Shakaa. Celui-ci, répondant à la convocation d'un général israélien et à ses questions, avait déclaré que les attentats terroristes en Israël sont une « conséquence inévitable » de l'occupation militaire israélienne en Cisjordanie et à Gaza.

De tels propos justifiaient-ils cette arrestation? Les avis sont partagés en Israël puisque plusieurs motions de défiance passeront cette semaine à la Knesset. Mais, du côté palestinien, la condamnation a été unanime: tous les autres maires des territoires occupés ont démissionné, les commerçants ont fait grève et les écoliers ont été renvoyés chez eux. Certes, la démission collective des maires, qui semble n'avoir été endossée par l'OLP qu'à posteriori, a débarrassé d'un seul coup Israël des figures politiques les plus nationalistes. Mais la population s'est soudée davantage derrière un homme qui fait maintenant figure de héros.

M. Bassam Shakaa a d'ailleurs entamé vendredi une grève de la faim dans sa prison de Ramleh, en Israël, en attendant que la Cour suprême israélienne se prononce sur une autre mesure dont il est l'objet: son expulsion vers la Jordanie.

Vendredi soir aussi, l'assemblée générale des Nations Unies a demandé à Israël par 132 voix contre 1 (Israël) et 1 abstention (Papouasie-Nouvelle Guinée) de rapporter cet ordre d'expulsion. Les Etats-Unis et les autres pays généralement considérés comme « les amis d'Israël » s'étaient joints de façon inattendue à cette condamnation. Néanmoins, les magasins de Cisjordanie ont commencé hier à rouvrir leurs volets et la vie redeviendra normale audourd'hui. « La population doit bien vivre », a déclaré le maire de Bethleem qui avait lancé pour hier, avec un succès limité à trois ou quatre villes, une opération « villes mortes » en Cisjordanie.

« Les gens s'essoufflent mais les grèves reprendront quand la Cour suprême entamera jeudi prochain ses délibérations », a indiqué de son côté le maire de Hébron.

Toutefois, si l'expulsion de M. Shakaa devient effective, les observateurs ne s'attendent pas à des troubles de longue durée. En outre, l'Egypte est engagée, avec les Etats-Unis, dans un processus qui lui permet difficilement de faire machine arrière. Pour Israël, par conséquent, l'absence de maires n'est provisoirement qu'un demi-embarras.

Le président Sadate, a estimé ainsi que l'affaire Bassam Shakaa, devait être réglée par la négociation.

« Ce genre de difficultés est prévisible mais nous devons nous asseoir à la même table et en discuter et non crier », a déclaré le chef de l'Etat égyptien qui s'adressait à la presse à l'issue d'un entretien avec M. Robert Strauss, ancien représentant du président Carter au Proche-Orient.

◆ Haïti

Suite de la page 4

et anti-national est indispensable. Ce régime que tous les démocrates condamnent avec véhémence ne peut être détruit que par l'action collective de tous les opposants. Patriotes Haïtiens, amis du peuple haïtien, nous devons renverser cette situation par notre combat et faisons de notre unité un moment historique dans la lutte du peuple haïtien pour la conquête des libertés démocratiques, de la dignité nationale, pour le respect des droits de l'homme et la libération d'Haïti.

(ont signé):
Dr André Arcelin, Paul Arcelin, Franck Placide, André Farreau, Dr Luc Morin, pour l'Organisation de libération haïtienne; Lysias C. Verret; Marcel J. Brun, pour le Mouvement des haïtiens conscientisés; Grégoire Dauphin pour le Moulin; Daniel Narcisse, pour les Forces révolutionnaires haïtiennes d'action patriotique; Maurice Santini, Mme François Ulisse, Marcel Bony, Dr Edy Rodrigue pour le MNDLH; Daniel Holy, René St-Louis, de la Ligue des droits de la personne; Dr Louis Roy, ex-directeur de la Croix-Rouge haïtienne; Jacques Joseph; Mireille Baptiste, René S. Benjamin.

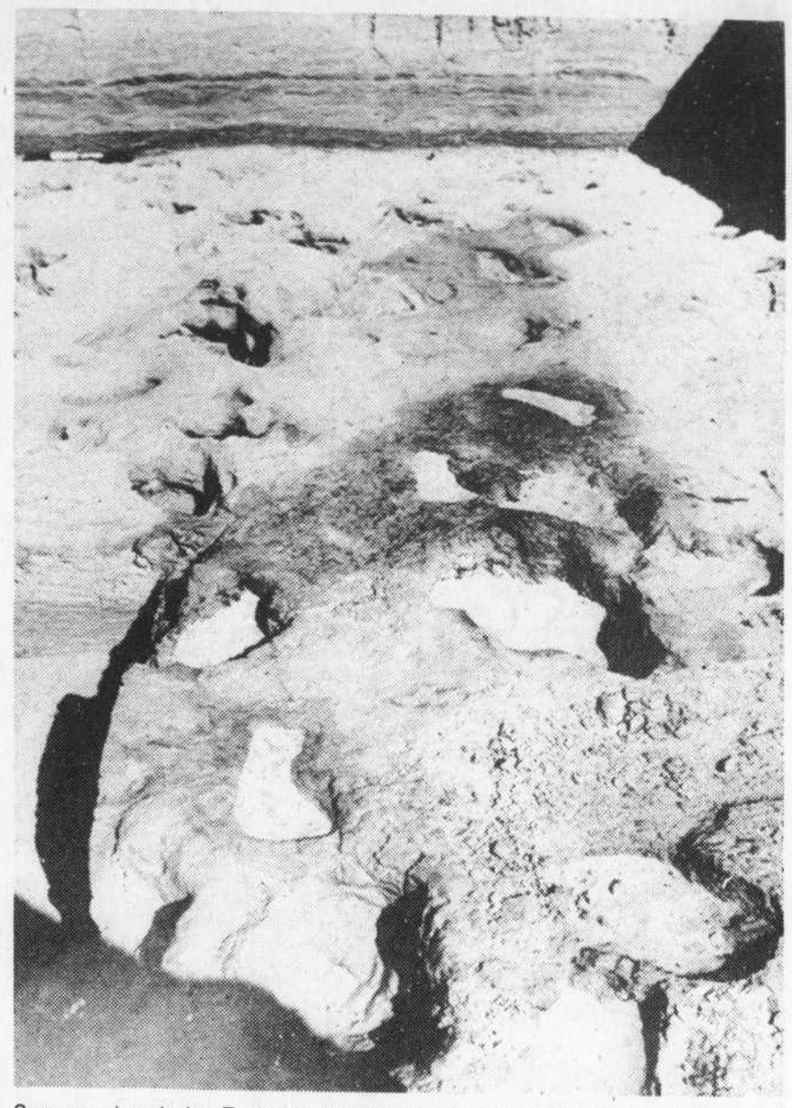
◆ Trudeau

Suite de la page 3

les libéraux les gagneraient, 'même avec Trudeau comme chef!

Selon des partisans du Sud de la province, beaucoup d'Ontariens sentent que le gouvernement de M. Clark les a trichés dans le domaine du programme de crédit d'impôt sur hypothèque et seront encore plus mécontents quand ils subiront les effets des hausses du prix du pétrole contre lesquels s'élève leur premier ministre, M. Davis. Il semblerait qu'un grand nombre de libéraux qui avaient faussé compagnie au parti le 22 mai reviennent au parti en s'excusant de leur fugue.

Pourtant, le sénateur Royce Frith, organisateur de la campagne libérale en Ontario, est d'avis qu'il n'y aura pas d'élections. Pour ce qui est de l'avenir de M. Trudeau comme leader du parti et des possibilités de voir M. Turner le remplacer, M. Frith demeure énigmatique et recommande d'attendre les résultats de la réunion de l'exécutif national vendredi prochain. Entre temps, on tâchera de recueillir un million de dollars en Ontario pour aider à la reconstruction du parti dans l'Ouest.



Sur une rive du lac Turkana, au Kenya, des anthropologues ont découvert ces empreintes fossiles qui auraient été faites il y a 1.5 million d'années par un homme primitif de la famille de l'Homo Erectus, pesant environ 120 livres et mesurant 5 pieds et demi. (Photolaser AP)

Le syndicat de l'OCQ accuse la direction d'entretenir l'insécurité

par Louis-Gilles Francoeur

Le syndicat des employés de l'Office de la construction du Québec (OCQ) a accusé le nouveau président de cet organisme, M. Jean-Yves Gagnon, d'entretenir un « climat d'insécurité » à cause notamment, d'une série de 13 mises à pied et de l'abolition prochaine de 65 postes.

Selon le syndicat, la direction de l'OCQ refuse de relocaliser ces employés dans d'autres sections que celles qui viennent d'être abolies et ce, au détriment de leur droit d'ancienneté. D'autre part, le syndicat a accusé le nouveau président de l'OCQ de faire fi de l'article 45 de la loi 49, qui prévoit un avis au ministère du Travail dans les cas de mises à pied touchant plus de 10 personnes.

Rejoint hier au téléphone, M. Jean-Yves Gagnon s'est surpris du « communiqué malhonnête » du syndicat, le qualifiant même de « tendencieux ».

Le 6 novembre, contrairement aux prétentions du syndicat, a-t-il dit, il n'y aura pas 12 personnes mises à pied mais six. Parmi ces six personnes, deux ou trois devraient pouvoir être relocalisées à l'intérieur de l'OCQ et le service des Ressources humaines travaille activement sur ce dossier.

D'autre part, M. Gagnon a nié que les 65 postes éventuellement abolis touchent autant d'emplois. « Quelque 45 des 65 postes en cause sont actuellement vacants et parmi les vingt qui restent, il faut soustraire les six personnes mises à pied le 6 décembre ».

« Des 14 postes qui restent en réalité dans la balance, on tentera de sauver le plus grand nombre de personnes actuellement en place. Le syndicat ne dit pas d'autre part qu'il y a présentement 65 autres postes ouverts, duement affichés. Nous avons recommandé à toutes les personnes qui craignent pour leur emploi de postuler ces nouveaux postes. Nous ferons notre grand possible pour préserver le plus grand nombre d'emplois. Mais il n'en reste pas moins que nous devons penser en termes d'économies. La semaine dernière, l'OCQ a emprunté $1 million pour faire face à ses obligations financières à court terme. Nous vivons dans un contexte où le déficit atteindra cette année près de $8 millions. Cela a des conséquences pratiques auxquelles il faut songer », a ajouté le président de l'OCQ.

Le syndicat, de son côté, broie du noir. A son avis, le nettoyage de l'OCQ se fait au bas de l'échelle: « Quand on pense qu'au niveau des cadres, il y a si peu de fait et que ces personnes ne sont pas du tout affectées dans leur sécurité d'emploi », a déclaré M. Serge Quesnel, porte-parole syndical. Ce dernier a pris pour exemple les 350 griefs en suspens pour décrire ce qu'il a qualifié de direction « stalinienne ». A son avis, il s'agit d'un très mauvais présage pour les négociations qui débuteront à la fin de l'année.

Le pdg de l'OCQ est d'un avis contraire. Il a pris trois jours cette semaine pour rencontrer tous les employés de l'OCQ et leur expliquer le contexte des restrictions budgétaires et ses politiques. « Nous avons obtenu des résultats très positifs de ces rencontres et le climat est bon à l'OCQ. Dire le contraire est faux, du moins en ce qui regarde la majorité des employés ».

Les six employés congédiés le 6 décembre ont fait hier du « piquetage d'information » devant l'OCQ. Quant au syndicat, il a l'intention d'entreprendre une « campagne de publicité » contre la nouvelle direction.

Débrayage à l'Hydro-Québec

Les 11,600 employés d'Hydro-Québec déclenchent ce matin un débrayage de 24 heures.

Une source syndicale ainsi qu'une représentante des relations publiques de la compagnie ont confirmé la tenue de ce débrayage, à la suite d'informations voulant qu'il ait été annulé.

Un autre débrayage de 24 heures est prévu pour vendredi.

Par ailleurs, les quelque 11,600 employés d'Hydro-Qyébec, répartis dans trois unités du Syndicat canadien de la fonction publique, déclencheront une grève générale illimitée à compter du 28 novembre, si aucun règlement d'intervient d'ici là.

Les employés d'Hydro-Québec ne sont pas touchés par la loi spéciale, suspendant le droit de grève dans le secteur public jusqu'au 29 novembre.

Le PQ ne fait plus peur aux USA (Landry à Boston)

par Donald Charette

BOSTON (PC) — Il s'est produit une importante transformation dans l'attitude des milieux d'affaires américains à l'égard de l'évolution politique du Québec depuis trois ans.

Selon le ministre au Développement économique du Québec, Bernard Landry, qui complétait samedi sa troisième visite aux États-Unis par un discours devant la prestigieuse tribune de l'Université Harvard, c'est « le calme plat » actuellement chez les Américains, qui se disent tout bonnement que les Québécois doivent décider seuls de leur avenir.

M. Landry a exprimé ce commentaire, peu après avoir adressé la parole à des gens du milieu des affaires et du milieu universitaire au Faculty Club de Harvard, à Boston.

« Dans les premiers mois qui ont suivi l'élection du PQ... », de constater celui-ci, « il y a eu de l'inquiétude et de l'énervement, mais ce niveau d'excitation est maintenant à zéro. C'est le calme plat. »

Le ministre québécois a soutenu qu'il s'agissait d'inquiétudes peu fondées, puisque l'on se dirige d'ici 25 ans vers un marché commun Mexique-USA-Canada-Québec.

M. Landry a déclaré que nos voisins du sud se rendent de plus en plus compte que l'option souverainiste ne bouleverse rien, puisqu'elle prévoit le maintien des liens économiques actuels.

Il s'agit donc de leur offrir des « solutions nord-américaines et harmonieuses », c'est-à-dire de développer des échanges selon un axe nord-sud.

Soulignons que les deux rencontres tenues par le ministre avec ces personnalités influentes, vendredi et samedi, se sont déroulées derrière des portes closes. M. Landry avait été appelé à expliquer le point de vue du gouvernement québécois dans le cadre d'un colloque sur « les défis à l'unité canadienne et les relations canado-américaines ».

Des représentants du gouvernement canadien, dont l'ancien ministre libéral Mitchell Sharp, l'ancien sous-ministre aux Finances à Ottawa, Tom Shoyama, l'ancien premier ministre Robert Bourassa ainsi que Douglas Roche, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires extérieures, ont défendu le fédéralisme devant des participants qui avaient déboursé $800 chacun pour participer à ce séminaire.

Pendant une heure et demie, ceux-ci ont pu poser des questions au ministre québécois. Parmi eux, notons la présence du vice-président de Gulf Oil, du président de l'Imperial Oil, d'un directeur d'Exxon, d'un directeur d'ITT, de deux analystes économiques de la CIA, ainsi que celle du vice-président de la Banque de Montréal, Pierre Macdonald.

Interrogés par la suite, ils se sont tous montrés avares de commentaires, préférant dire qu'ils étaient venus pour écouter.

Plusieurs ont mentionné par contre que les États américains, surtout ceux de la Nouvelle-Angleterre, sont affamés d'énergie et que le Québec peut solutionner une partie de leurs problèmes.

Dans le discours qu'il a prononcé samadi — une copie en avait été remise à la presse plus tôt —, le ministre au Développement économique du Québec a fait valoir qu'une compagnie américaine faisant affaire au Québec « ne verra aucune différence après la souveraineté-association », puisqu'on suggère de maintenir la libre circulation des personnes et des biens. Sans compter, de dire celui-ci, que l'on assiste, avec les accords du GATT, à une suppression graduelle des tarifs douaniers.

Dans le reste de son exposé, M. Landry a brossé un tableau de l'économie du Québec et souligné que le gouvernement du PQ croit en l'entreprise privée.

Par ailleurs, M. Bourassa a précisé qu'il avait été invité pour « discuter des implications de la souveraineté-association et des problèmes très sérieux qu'elle suscite ».

Ses critiques auraient porté surtout sur la monnaie commune. Il estime qu'on ne peut avoir la même monnaie sans avoir un parlement commun. De plus, ce dernier estime que le Québec dispose de tous les leviers économiques dont il a besoin dans le système actuel.

On remarquait également la présence sur le campus de l'université d'un groupe d'anglophones de Montréal qui font partie du mouvement Freedom of Choice. Ils étaient une dizaine et dénonçaient la loi 101 comme loi raciste menant au génocide culturel des anglo-québécois.

M. Landry devait leur adresser la parole brièvement après la conférence.

19 novembre

par la PC et l'AP

1978 — Des éléments de l'armée du Guyana effectuent une descente au Temple du peuple et commencent à découvrir les cadavres de centaines de membres de la secte, qui se sont suicidés.

1977 — Le président égyptien Anouar el-Sadate est l'objet d'un accueil chaleureux à son arrivée à Jérusalem.

1961 — Quelque 4,900 Algériens, incarcérés dans des prisons françaises, mettent fin à 19 jours de grève de la faim après avoir reçu l'assurance qu'ils obtiendront le statut de détenus politiques.

1942 — Les Soviétiques contre-attaquent à Stalingrad et encerclent l'armée allemande.

1809 — Les Français battent les Espagnols à Ocana et occupant toute l'Andalousie, à l'exception de Cadiz.

1807 — Les Français envahissent le Protugal.

1493 — Christophe Colomb découvre Porto-Rico.

Ils sont nés un 19 novembre: Ferdinand de Lesseps, constructeur du canal de Suez (1805-1876). Mme Indira Gandhi, ancien premier ministre indien (1917).

Vers une éthique de solidarité et de partage

par Gérard Gauthier

« Il ne faut jamais se lasser de chercher les réponses aux besoins de justice des hommes. » C'est en ces termes que le cardinal Maurice Roy invitait les 125 participants au colloque sur *la foi et les réalités socio-économiques au Québec* à entreprendre leurs travaux.

Ce colloque organisé par le comité des affaires sociales de l'assemblée des évêques du Québec présidé par Mgr Bernard Hubert, a réuni ce week-end à Montréal des représentants de milieux aussi divers que l'agriculture, les affaires, les mouvements coopératifs, le gouvernement, les syndicats, l'université, la minorité anglophone, etc. Tout en cherchant à comprendre la problématique sous-jacente aux questions économiques, ce colloque avait plusieurs objectifs: inviter à l'écoute les représentants de milieux différents, parfois adverses, réfléchir en tant que chrétiens aux questions qui nous sont posées par l'économique ici au Québec, identifier des pistes d'action afin d'enraciner la perspective chrétienne du développement dans notre milieu et, enfin, contribuer au dialogue entre partenaires sociaux.

En filigrane, la question fondamentale qui se trouvait posée était bien: Y a-t-il un discours possible de la foi sur un modèle de société à bâtir? Et de celle-ci en découlaient d'autres: Que peut-être ce discours? Et qui peut ou doit le tenir?

Pour Jacques Grand'Maison, parce que la propriété privée met la chose au premier plan, avant la personne, une société qui répondrait aux exigences évangéliques ne peut être basée sur la propriété privée. Un autre théologien, Pierre Goldberger, invité à une relecture de la Genèse où il voit fondées les notions de gérance et d'aménagement. Il insiste sur le fait que la gérance ne peut être confondue avec l'appropriation qui constitue encore la base de notre système économique. Pour le père Vincent Cosmao, une des constantes des dynamiques sociales est « l'inertie qui détermine les sociétés laissées à leur propre jeu à se structurer dans l'inégalité. »

Or, d'après lui, cela est incompatible avec la religion selon la tradition judéo-chrétienne.

Chacun s'accorde pour reconnaître que Dieu ne nous fournit pas un modèle de société. Toute organisation sociale ou politique doit-être désacralisée. Ce qui importe est la pratique, elle est plus déterminante que le discours.

Si aucun modèle ne nous est fourni, il faut que nous assumions pleinement nos responsabilités dans l'organisation de la vie collective: « Ceux qui croient en Dieu devront veiller tout spécialement à ce qu'on ne puisse plus se servir de lui pour imposer aux hommes des lois qui risquent toujours d'être la loi du plus fort » de dire le père Cosmao qui précise: « Le culte que l'on rend à Dieu ne peut-être vrai que dans la mesure où tout est fait pour que la société soit organisée le moins mal possible. »

C'est précisément à jeter un regard sur l'organisation et l'évolution de la société québécoise actuelle que s'est employé Pierre Fortin, économiste à l'Université Laval. Il distingue dix tendances majeures dans l'économie québécoise actuelle: l'insertion croissante des femmes sur le marché du travail, l'intégration (difficile) des jeunes dans la vie économique, la remise en question des politiques sociales du gouvernement, les conflits engendrés par l'inflation et le chômage, la perception négative des citoyens face au gigantisme de l'Etat., les mouvements de décentralisation à l'oeuvre dans l'état, l'Église, le syndicalisme et l'entreprise, les transformations et les rôles futurs du syndicalisme, la reconversion des industries traditionnelles en fonction de nos liens avec le tiers-monde, l'humanisation de la consommation et, enfin, l'émergence, contre le capitalisme sauvage, de nouvelles valeurs de liberté et d'initiative au Québec.

À noter que plusieurs participants ont contesté vivement la « lecture » de Pierre Fortin et que certains ont regretté que l'on n'ait pas pris le temps, en plénière ou en atelier, de donner à d'autres la possibilité de présenter leurs « lectures » afin que chacun puisse se situer et prendre acte des divergences et des convergences. Les rapports d'ateliers ont permis de prendre conscience des préoccupations des participants: contrôle du crédit lié au contrôle de l'étranger, disparités régionales, pauvreté phénomène plus structurel qu'individuel, mauvaises conditions de travail des travailleurs immigrants, désintégration de la famille, questions sur l'éthique professionnelle des hommes d'affaires, mauvaise gestion des ressources, rôle du mouvement coopératif, position de l'Église à l'égard du profit et de l'entreprise privée, solidarité avec le tiers-monde, qui doit parler pour les chrétiens?

Au sein des luttes de pouvoir dont la société est le champ, l'Église devrait parler parce qu'elle a encore une large audience. Son silence en certaines occasions est aussi, une façon de prendre position. Pour Mgr Blanchet, de Gaspé, l'Église devrait être plus *d l'écoute...* A condition que les pratiques se mettent à parler. » Mais il y a pluralité de pratiques ce qui n'est pas anti-évangélique. Mais en même temps qu'il y a pluralité des pratiques parlantes, l'institution continue à parler d'une ethique sociale relevant d'un magistère. Pour Karl Lévesque, il faut prendre acte qu'il n'y a plus d'unanimité. On ne peut cacher l'affrontement. S'il y a un affrontement des pratiques, il y a un affrontement « des pouvoirs en son sein ». Ce qui apparaît rassurant à Karl Levesque c'est qu'il ne s'agit plus d'un pouvoir au service de lui-même.

L'écoute a été un mot thème de ce colloque qui avait voulu rassembler des chrétiens de tous les horizons afin de sortir les idées maîtresses des expériences vécues. Inscrit dans la foulée du document des évêques « Une Société à refaire » ce colloque voulait essayer de poser les jalons d'un discours sur les réalités économiques. Selon Mgr Hubert, « il faut admettre que, quant aux solutions avancées, les résultats sont très limités mais que, par contre, on a eu des résultats excellents quant à la communication établie ».

Les enjeux finalement identifiés peuvent se ramener aux points suivants: besoin pour les chrétiens de se plier à une analyse exacte du système économique mais aussi de manifester aux hommes une espérance: assurer qu'il y a une issue; nécessité d'une alliance non équivoque avec les pauvres et les opprimés à libérer; le processus des transformations de structures se fait par celui de la conscientisation.

L'économique est le lieu du développement de l'homme, une gestion responsable; paradoxalement les inégalités peuvent être l'occasion de réaliser des changements dans le monde.

Dans un monde qui n'est plus en Chrétienté, il faut « refaire les réseaux des chrétiens » afin de pouvoir s'appuyer les uns les autres. « Un autre objectif dans l'immédiat est de vivre » une foi engagée et critique » qui établira des relations entre la foi et l'économie. Accueil, écoute puis aide aux groupes opprimés et aide aux chrétiens en responsabilité voilà le dernier des objectifs identifiés à la fin de ce colloque. Divers moyens ont été envisagés pour réaliser ces objectifs au sein de la société québécoise, à différents niveaux, « où les affaires économiques questionnent notre foi beaucoup plus que notre foi n'a quelque chose à dire, a priori, sur l'économique, selon le mot de Mgr Hubert pourquoi la recherche s'oriente vers une éthique de solidarité et de partage dans l'humilité afin de rendre plus cohérent le discours chrétien lié aux réalités économiques ».

300,000 réfugiés ont déjà fui l'Afghanistan

MIRAM SHAH, à la frontière pakistano-afghane (AFP) — La guerre civile afghane ravage des provinces entières entraînant un exode sans précédent des tribus vivant le long de la frontière pakistanaise.

Au moins trois cent mille personnes fuyant leurs villages incendiés ont déjà franchi la frontière pakistanaise en une cohorte lamentable et désespérée transportant ses maigres biens et poussant devant elle ses troupeaux chétifs réduits à quelques têtes.

Un hiver précoce a enneigé les cols sur la frontière augmentant les tourments de ces dizaines de milliers de sans-abris. Des femmes et des enfants sont morts de froid en route. L'aviation gouvernementale mitraille parfois les groupes de fuyards.

Autour de la seule petite ville de Miram Shah (à 200 km à vol d'oiseau au sud-est de Kaboul et à 20 km de la frontière en territoire pakistanais) le correspondant de l'AFP a pu voir les réfugiés afghans dispersés sur des centaines de kilomètres carrés, échelonnés le long des routes, tentant de se protéger du froid mordant sous des tentes, dans des grottes ou des huttes de branchage.

A Miram Shah, les autorités pakistanaises ont pu distribuer environ 600 tentes pour 80,000 réfugiés. A Parachinar (plus au nord, dans la vallée pakistanaise de Khurram) 675 tentes ont été distribuées pour environ 50,000 réfugiés.

Les populations locales, qui appartiennent généralement au même groupe ethnique et tribal que les réfugiés, leur ont d'autre part ouvert leurs maisons. Les sans-abris sont installés dans d'anciens forts, les mosquées, les édifices publics en construction. Beaucoup cependant dorment en plein air dans des oueds asséchés ou le long des routes.

L'aide des Nations unies, acquise depuis l'été, n'est pas encore arrivée. Quatre millions de dollars ont été débloqués pour 1979, onze millions de dollars pour 1980. Mais le récent afflux des habitants de la province afghane du Paktya (plus de cinquante mille depuis la fin octobre) rend cette aide minuscule face aux besoins.

Le gouvernement pakistanais, accorde « pour des raisons humanitaires » à chaque Afghan qui se fait enregistrer comme « réfugié » une aide quotidienne de quatre roupies (40 cents américains). « Cette aide suffit tout juste à éviter que l'âme et le corps de ces pauvres gens ne se séparent », nous confie en soupirant M. Tadj Mohammed, représentant du gouvernement à Parachinar.

Malik Niazi, un « Mangal » originaire du district de Sakmani dans la province du Paktya raconte son histoire: il se battait depuis plusieurs mois au coup par coup contre les forces gouvernementales. A la fin octobre, une colonne blindée est montée vers son village. Sa maison a été détruite par l'artillerie et les roquettes d'un hélicoptère. Avec sa femme, ses cinq enfants et sa belle-soeur, il a marché deux jours et deux nuits, franchissant un col à plus de 3,500 mètres d'altitude. Il n'a pu sauver qu'une paire de boeufs, une vache et cinq veaux. Ses cultures ont été détruites ou abandonnées. Il est sans ressource, vivant de l'allocation du gouvernement pakistanais et de l'aide de ses « frères » de la tribu.

A plusieurs familles, ils vont incessament affrêter un camion pour descendre dans des régions plus chaudes car il n'a aucun moyen de chauffage et qu'il doit trouver des pacages pour ses bêtes. Malik Niazi affirme qu'il ne rentrera en Afghanistan que pour se batre contre le régime « kafir » (infidèle) du président Hafizullah Amin. Sa famille restera au Pakistan tant que ce régime n'aura pas été renversé.

Ce récit est à peu près le même que ceux recueillis auprès de tous les réfugiés que nous interrogeons: « Leur maison a été détruite. Il faisait trop froid pour rester dans la montagne. Il a fallu partir. Les combats continuent car un homme sur deux est resté dans le Paktya ».

Seuls les membres de la Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec peuvent porter le titre d'évaluateur agréé (e.a.)

JEAN-GUY PAQUETTE, e.a.
La Cie d'Evaluation
Métropolitaine Ltée
200, rue St-Jacques
Bureau 800
Montréal, H2Y 1M1 844-1026

JUSQU'À
14%
D'INTÉRÊT SUR LES
DÉPÔTS À TERME
• aucun frais
• taux sujet à confirmation
institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôt du Québec
Votre Caisse d'entraide économique
ASSOMPTION (Repentigny) 581-3690
BROSSARD 465-6051
CHÂTEAUGUAY 691-7152
LONGUEUIL 670-7030
ST-JEAN et IBERVILLE (St-Jean) 347-0221
VALLEYFIELD 371-6160
LAVAL 668-4000
... et les autres Caisses d'entraide situées en régions périphériques

AVIS

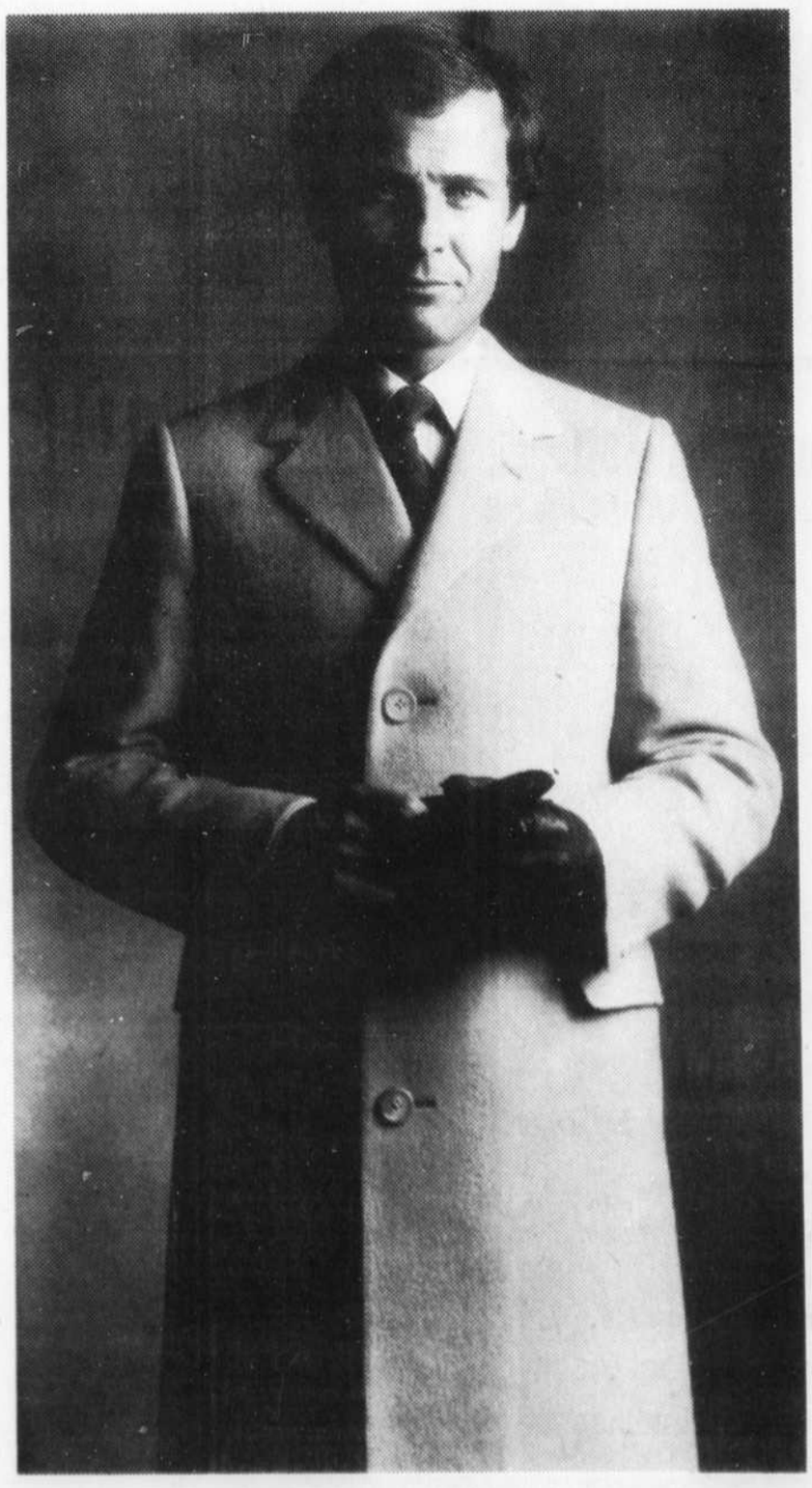
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

ÉLECTION PARTIELLE DANS LE DISTRICT ÉLECTORAL DE D'ARCY McGEE LE 26 NOVEMBRE 1979

À TOUTE PERSONNE AYANT L'INTENTION DE VOTER SANS DROIT

Conformément à l'article 410 de la Loi électorale,
"toute personne qui, dans une élection, vote ou tente de voter sachant qu'elle n'a pas le droit d'y voter, ou induit une personne à voter ou la fait voter, sachant que celle-ci n'a pas le droit d'y voter, se rend coupable d'un acte illicite et encourt une amende de cent à cinq cents dollars ainsi qu'un emprisonnement de six mois à deux ans et, à défaut de paiement de l'amende, un emprisonnement additionnel de trois mois à un an."

Pierre-F. Côté, C.R.
Directeur général des élections



PURE LAINE VIERGE
le choix naturel...
jamais regretté.

Aquascutum
OF LONDON
PLACE VILLE MARIE

La presse mexicaine brosse le portrait des *gringos* du Grand Nord

par Brigitte Morissette

MEXICO — « A cause du Québec, de sa ferveur indépendantiste renaissante, le Canada vit en ce moment la plus grave crise de son histoire. » Voilà l'une des conclusions que tire *Uno mas Uno*, l'un des plus influents quotidiens de Mexico, dans une série de cinq articles publiés cette semaine sous la signature de la journaliste Carmen Lira.

Pendant ce temps, à la télévision d'Etat (canal 13), M. René Lévesque déclare: « L'unique solution à la crise que vit le Canada depuis 40 ans, c'est que le Québec se fasse respecter ».

En fait, on peut dire que le Québec a été largement au menu de l'information mexicaine ce mois-ci. *Excelsior*, le plus connu des quotidiens nationaux, publiait sous la signature d'Edith Jimenez, une série de quatre articles en page économique, tandis que la télévision d'Etat diffusait quatre soirs de suite (durant l'émission « Siete Dias », une heure d'informations quotidiennes) un reportage sur le Québec, y compris une entrevue exclusive, en deux parties du premier ministre.

Après tant d'années d'ignorance réciproque, les Mexicains tourneraient-ils enfin les yeux vers les *gringos du Grand Nord?* vers la vie réelle, et non plus rêvée, de ces joyeux *Tabarnacos*, comme on nous appelle gentiment sur les plages d'Acapulco?

Chose certaine, si le Québec peut être considéré comme une excentricité de l'histoire (réflexion de M. Claude Morin aux journalistes mexicains qui se trouvaient à la Baie-James), c'est bien aux yeux d'un pays comme le Mexique qui tente encore d'assimiler huit millions d'indigènes, indépendants pas nature mais pas encore autonomistes, et où le pouvoir central incarné par un président tout-puissant et un gigantesque district fédéral laisse peu de place aux récriminations des 32 Etats. Un Mexicain peut difficilement imaginer qu'une province dispose, comme le Québec, d'un budget de $11 milliards par an et génère un PNB de $50 milliards, soit plus de la moitié du PNB mexicain ($92 milliards).

Une autre surprise de la presse mexicaine paraît avoir été de découvrir que l'amélioration du niveau de la vie et la croissance économique « aient pu stimuler l'esprit d'indépendance au Québec », et, surtout, que « la conquête de l'autodétermination puisse s'effectuer dans un climat pacifique ».

« Le Québécois a conservé la patience et l'obstination du paysan humilié et vaincu par la nature, démontre l'audace du colonisateur et l'astuce de l'Indien, affirme Carmen Lira dans *Uno mas Uno*. Mais il a laissé derrière lui la discrétion du Peau-Rouge (!). » La journaliste signale que « ce peuple qui n'aimait pas beaucoup parler, comme le démontre le slogan d'une certaine marque de bière — on est six millions, faut s'parler — a beaucoup changé ». Dans son portrait de ces six millions, elle ajoute: « Pragmatiques comme les *gringos*, doctrinaires comme les Français, possédant un flegme à la britannique. »

« Le Canada, Québec inclus, écrit encore la journaliste, offre l'exemple classique d'une économie dominée, qui a été traditionnellement un champ fertile pour les multinationales et les investissements étrangers. » Et elle cite un commentaire M. Bernard Landry: « L'influence étrangère est renversante dans tous les secteurs industriels de pointe. Dans de telles conditions, aucun changement brusque au Québec n'est possible sans mettre en danger l'économie. Notre stratégie n'est donc pas de supprimer les investissements étrangers mais de favoriser une plus grande participation des Québécois à leur économie. »

Selon M. Landry, « la souveraineté-association signifie souveraineté politique, probablement limitée par un accord de défense militaire commune et une association économique du genre marché commun ». La presse mexicaine, n'a pas été seulement frappée par le climat parcifique qui règne quelques mois avant le référendum. Elle paraît surprise par « la sérénité de M. Claude Morin et des autres ministres québécois dans les circonstances ». « Si le Canada anglophone a accepté qu'un parti indépendantiste comme le nôtre prenne le pouvoir, déclare M. Morin à *Uno mas Uno* (Un plus Un), comment pourrait-il en rejeter les conséquences politiques? »

M. Clément Richard, président de l'Assemblée nationale, a pour sa part déclaré à la journaliste d'*Excelsior*: « Le gouvernement fédéral ne peut rejeter la souveraineté-association par souci de démocratie, mais le gouvernement québécois entretient des doutes sérieux quant au comportement des multinationales. Nous croyons néanmoins, ajoute M. Richard, que la tradition démocratique va triompher, sans compter que la Fédération devra accepter (la volonté des Québécois) pour protéger son image internationale. »

Excelsior, pour sa part, qualifie les aspirations souverainistes québécoises de « mouvement politique le plus important en Amérique du Nord » et nous décrit comme « un peuple qui a développé le goût d'être différent ». Sur ce point, on peut penser à juste titre, comme l'affirme M. Morin à propos de l'économie des deux pays, que le Québec et le Mexique sont faits pour se compléter!

M. René Lévesque a par ailleurs rejeté tout risque que le Canada anglais, avec un Québec souverain, puisse être absorbé par les Etats-Unis. « Les racines sont très profondes de part et d'autre, a-t-il dit, citant l'exemple des institutions britanniques dans une province comme la Colombie, et les trois siècles de traditions des Maritimes. »

Les Mexicains, qui se considèrent comme une nouvelle race mais avant tout comme des latino-américains, regardent de plus en plus vers le nord. Mais ils ne sont pas mécontents de constater que le Québec, comme l'explique M. Claude Morin aux trois journalistes, alors qu'ils visitaient le Parlement, veuille se rapprocher de plus en plus des pays latino-américains, un marché naturel et une « troisième option » fort négligés par le Canada jusqu'à tout récemment, malgré la volonté exprimée il y a plus de 11 ans par M. Pierre Trudeau lui-même.

SOS-Cambodge: déjà $200,000

Une semaine après le lancement de la campagne de souscription publique en faveur du peuple cambodgien, près de $200,000 ont déjà été recueillis par les Caisses populaires et les Caisse d'économie autorisées à recevoir ces fonds.

Cette campagne animée par des bénévoles à l'échelle de tout le Québec, a été organisée à l'initiative d'un groupe de personnalités québécoises oeuvrant dans différents milieux. Citons, entre autres, M. Alfred Rouleau, président du Mouvement des Caisses populaires Desjardins; M. Jacques Couture, ministre de l'Immigration du Québec; M. Fernand Daoust, secrétaire général de la Fédération des Travailleurs du Québec; le cardinal Paul-Emile Léger; M. Paul Couture, président de l'Union des producteurs agricoles du Québec, etc.

L'argent recueilli au cours de cette campagne qui se poursuivra jusqu'au 27 novembre prochain sera intégralement remis à la Croix-Rouge, section du Québec, qui l'utilisera pour l'achat de médicaments et de produits alimentaires de base.

Plus de trois millions de Cambodgiens sont déjà morts victimes de la famine et de la maladie. Les québécois ont déjà prouvé par leur compréhension et leur générosité qu'ils ne restaient pas indifférents à la situation d'hommes, de femmes, d'adolescents et d'enfants dont la survie dépend maintenant de l'aide et de la solidarité internationale.

Il reste encore une semaine à tous ceux qui désirent venir en aide au peuple cambodgien. Votre don en argent, même minime, à la Caisse populaire ou d'économie la plus proche de votre domicile aidera sûrement à sauver une vie humaine.

Nuages rouges, terre qui bouge

NARA (AFP) — Le maire de la ville japonaise de Nara vient une fois de plus d'étonner ses administrés en prédisant avec succès et un jour à l'avance un tremblement de terre survenu dans la région.

Pour aussi peu orthodoxe qu'elle apparaisse aux spécialistes en séismologie, la méthode de l'édile, M. Chuzaburo Kagita, n'en a pas moins fait ses preuves à diverses reprises et est tout simplement basée sur l'observation du ciel. Peu de jours avant un séisme, affirme M. Kagita, les nuages présentent une certaine forme étirée et un rougeoiement tout particulier qui permettent d'en prédire l'imminence. C'est en 1948 et tout à fait par hasard que M. Kagita devait établir pour la première fois un rapport entre l'aspect de certains nuages et les tremblements de terre. Depuis cette date, affirme-t-il, sa méthode lui a permis plusieurs prédictions couronnées de succès.

FOURRURES

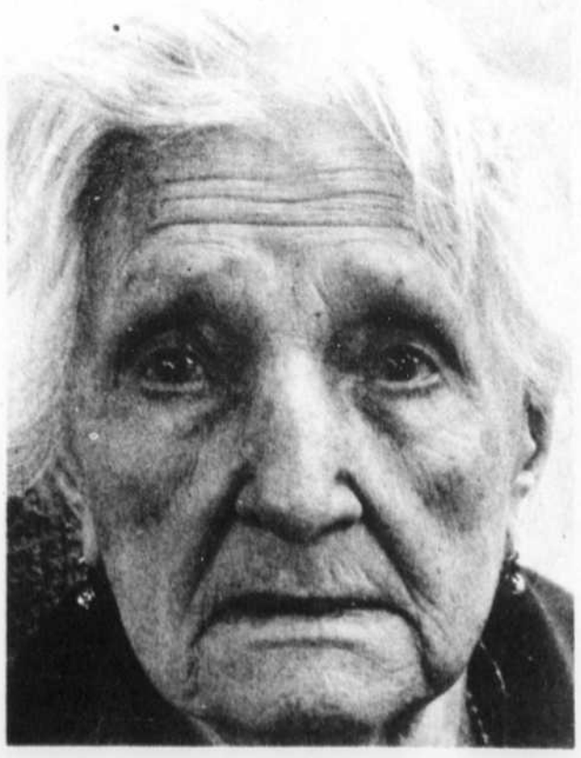


Ls-P. McComber, déménage au quatrième étage de l'Édifice Gordon Brown, **suite 400.** Stock complet des plus belles créations.

L.P.M. Comber

EN SPÉCIAL
Mouton de perse gris collet et poignets de renard, vison croisé brun, taillé chevrons
$1,750.
400 de Maisonneuve, suite 400
Tél.: 845-9857

Lorsqu'on a 80 ans, l'ennui savez-vous ce que c'est?



Le monde a autant besoin d'amour que d'intelligence

Noël approche, les petits frères ont besoin de vos dons pour aider les personnes très âgées, démunies et isolées dont ils s'occupent.

Nom.....
Adresse.....App.....
Ville.....Prov.....
Code Postal.....Tél.:.....

Un reçu pour fins d'impôts pour les dons de plus de $5.00.
No. d'enregistrement 0187757-46-08

Je voudrais de la documentation sur les Petits Frères ☐

LES PETITS FRÈRES DES PAUVRES,
4624 RUE GARNIER MONTRÉAL, QUÉBEC, H2J 3S7

La souveraineté-association, C'EST CLAIR.

La majorité des Québécois désirent qu'une nouvelle entente soit conclue entre le Québec et le reste du Canada. Et la souveraineté-association, c'est la seule formule qui permette de modifier le régime actuel afin que le Québec, tout en demeurant associé avec le Canada, devienne souverain.

La souveraineté...

C'est la prise en charge, par le Québec, de tous les pouvoirs politiques et le rapatriement de tous nos pouvoirs fiscaux. Le gouvernement du Québec, le seul dont nous ayons l'entière maîtrise, sera donc le seul gouvernement des Québécois. C'est à lui que nous verserons tous nos impôts et c'est de lui que nous recevrons tous les services gouvernementaux quels qu'ils soient.

... et l'association.

L'association, c'est la mise en commun, par le Québec et le Canada, de certains pouvoirs, économiques surtout. C'est ainsi qu'au Québec et au Canada, nous utiliserons la même monnaie et qu'entre nous, il n'y aura ni douane, ni contrôle frontalier, ni passeport, mais bien des organismes qui géreront en commun les intérêts du Québec et du Canada.

Les lois et les tribunaux

Les seules lois qui s'appliqueront sur le territoire du Québec seront celles qu'aura adoptées l'Assemblée nationale du Québec. Et les tribunaux québécois seront les seuls à pouvoir rendre la justice au Québec.

Les droits des individus

Le gouvernement du Québec s'engage à maintenir tous les droits acquis individuels tels que les pensions de vieillesse et leurs suppléments, les pensions aux vétérans et les allocations familiales. De plus, le gouvernement du Québec assure à la communauté anglophone qu'elle continuera à jouir des droits qui lui sont actuellement accordés.

L'économie québécoise

Le rapatriement au Québec de la totalité de nos impôts et de tous nos pouvoirs nous permettra l'établissement d'un budget unique, un budget national établi en fonction de nos propres besoins et des priorités de notre économie.

Les domaines d'harmonisation

Le Québec et le Canada harmoniseront certaines orientations et certaines législations. Ce sera le cas, notamment, dans le domaine des transports où l'on pourra prévoir des ententes particulières concernant les chemins de fer, les transports aériens et la navigation intérieure.

Les fonctionnaires fédéraux

Le gouvernement du Québec garantit aux fonctionnaires fédéraux québécois l'intégration à la fonction publique québécoise sans préjudice financier, au fur et à mesure que s'effectuera, d'Ottawa vers Québec, le transfert des compétences et des ressources.

On sait ce qu'on veut.

La Fondation des Québécois pour le OUI

☐ *OUI, je désire recevoir plus d'information sur la souveraineté-association.*

Nom _____

Adresse _____

_____

_____ *(code postal)* _____

Faites parvenir ce coupon à
LA FONDATION DES QUÉBÉCOIS POUR LE OUI,
1500, rue Stanley,
bureau 409,
Montréal H3A 1R3

LE DEVOIR

CAHIER

Montréal, lundi 19 novembre 1979

Sécheresse au nord de l'Inde

NEW DELHI (AFP) — L'Inde n'est pas menacée par la famine mais elle va peut-être épuiser en 1980 ses réserves de vingt millions de tonnes de céréales et de graines alimentaires pour pallier sa très mauvaise récolte d'automne, estiment les experts.

Après deux années de récoltes exceptionnelles, tout le nord de l'Inde, des frontières du Pakistan à celles du Bangladesh, a connu cet été une mousson avec de très faibles pluies. La sécheresse affecte ainsi deux cents millions de paysans, dont les plus pauvres quittent leurs villages en masse, à la recherche d'eau et d'aliments en attendant les distributions de vivres.

Le premier ministre, M. Charan Singh, réunissant dernièrement les responsables des neuf grands États indiens les plus affectés — Uttar Pradesh, Bihar, Orissa, Bengale, Rajasthan, Cachemire, Madya Pradesh, Himachal Pradesh et Haryana — a reconnu que jamais depuis soixante ans la sécheresse n'avait eu une telle ampleur en Inde. Cependant, ni les services officiels ni la presse indienne ne font état de personnes mortes de faim.

Ce n'était pas le cas en automne 1974, où des centaines, voire des milliers, d'habitants des Etats du nord-est de l'Inde-Bihar, Bengale, Assam — étaient mortes de faim à la suite d'inondations catastrophiques, alors que l'Inde n'avait aucun stock alimentaire après les maigres récoltes de 1972 et de 1973.

Il s'agit aujourd'hui, relèvent les observateurs, d'un problème moins aigu, mais plus étendu et aggravé par la pénurie d'électricité, de diesel et de kérosène, ce qui immobilise les pompes d'irrigation.

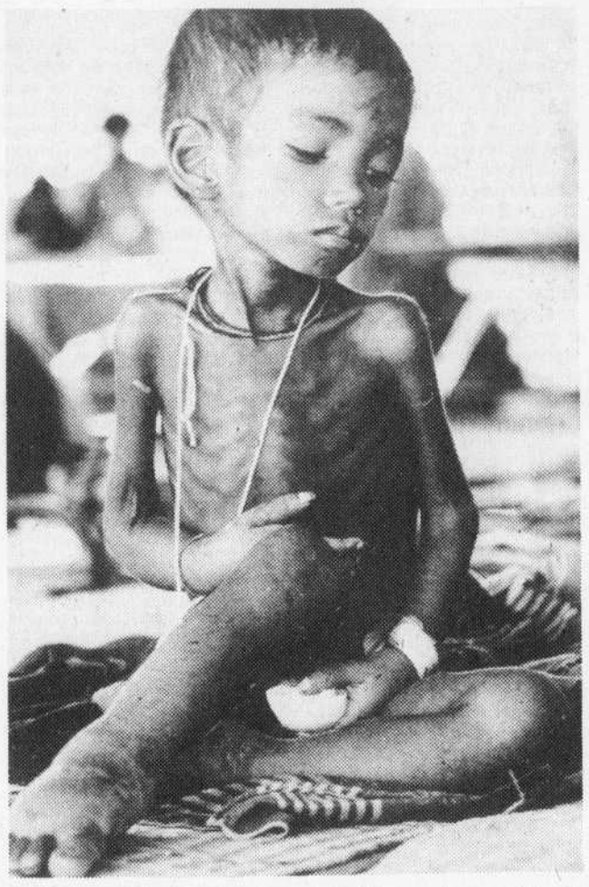
Le manque d'eau, de travail et d'aliments, qui affecte surtout les campagnes du nord de l'Inde, a amené le gouvernement à débloquer des fonds et des stocks alimentaires, 415.000 tonnes de céréales et de graines débloquées en octobre, plus 220.000 tonnes récemment.

Sans une bonne récolte au printemps 1980, l'Inde risque de ne plus avoir de réserves à la fin de l'année prochaine. Celle d'automne, qui est la plus importante puisqu'elle représente 65 pour cent de la production annuelle, a déjà connu une perte estimée à douze millions de tonnes, par rapport à la production moyenne.

En automne 78 et au printemps 79, la récolte totale avait atteint le chiffre, jamais égalé en Inde, de 130,5 millions de tonnes — soit cinq millions de plus qu'en 77/78 — dont 53,8 millions de tonnes de riz, 34,7 millions de tonnes de blé, 30 millions de tonnes d'autres céréales et douze millions de tonnes de légumineuses.

En attendant une distribution rationnelle des secours dans l'immense région affectée qui couvre un million et demi de kilomètres carrés, les populations les plus défavorisées connaissent l'exode. Les gares en Uttar Pradesh, au Rajasthan, au Madya Pradesh sont envahies par les sinistrés qui prennent d'assaut les trains vers les grandes villes. A New Delhi, ils dorment sur les trottoirs ou dans des campements de fortune, les femmes vendent leurs bijoux, les hommes cherchent à travailler dans le bâtiment.

L'un d'eux constate amèrement: « Tout le monde nous promet du travail et du pain pour après les élections générales de janvier prochain. Mais d'ici là... ».



Selon les médecins du camp de Sa Keo, ce jeune réfugié cambodgien n'avait pas mangé depuis si longtemps qu'il a refusé comme d'autres réfugiés d'ouvrir la bouche quand ils lui ont présenté de la nourriture. (Téléphoto AP)

Plus de 500,000 réfugiés à la frontière khméro-thaï

BANGKOK (AFP) — Plus d'un demi million de réfugiés cambodgiens sont massés de part de d'autre de la frontière khméro-thaïlandaise et leur nombre ne cesse d'augmenter, tandis que 75,000 soldats vietnamiens sont déployés dans la province occidentale cambodgienne de Battambang, selon le commandement thaïlandais.

Les dernières estimations faites hier en Thaïlande, à la suite d'observations sur le terrain et de réunions entre les militaires thaïlandais et les organisations internationales de secours, indiquant que 560,000 personnes, soit quatorze pour cent de la population cambodgienne, estimée à quatre millions, sont rassemblées dans les régions khmères serei (Kmhers libres anti-communistes) et khmères rouges, le long de la frontière, au nord et au sud des villes frontalières de Peipet (Cambodge) et de Aranyaprathet (Thaïlande).

Le nombre des arrivées augmente dramatiquement, au rythme de cinq pour cent par jour. Entre le 15 et le 17 novembre, la population rassemblée de part de d'autre de la frontière, est passée de 400,000 à 560,000, selon les estimations faites en Thaïlande.

Les organisations internationales de secours craignent que les réfugiés n'arrivent en plus grand nombre encore dans les prochaines semaines, car la saison sèche va faciliter de plus en plus les déplacements de population, à condition toutefois que les opérations militaires n'y fassent pas obstacle.

Les plus grosses concentrations de réfugiés se trouvent près des camps khmers serei, à une trentaine de kilomètres au nord de Aranyaprathet: 250,000 Cambodgiens sont rassemblés en face du village thaïlandais de Ban Non Makmum, et 180,000 en face de Ban Nong Samet.

Dans les régions khmères rouges, au sud de Aranyaprathet, les réfugiés établis le long de la frontière sont estimés à 80,000.

Les autorités thaïlandaises estiment que ces centaines de milliers de réfugiés peuvent entrer à tout moment en Tahïlande, en raison de la pression militaire vietnamienne de plus en plus forte.

Toutefois, il ne semblait pas hier que l'accueil immédiat en Thaïlande de tous ces Cambodgiens soit prévu. « Avant de déplacer ces réfugiés vers l'intérieur du pays, il faut d'abord qu'ils entrent en Thaïlande volontairement, car ils ne seront pas forcés à le faire. Or, il est impossible de dire avec certitude, quand ils vont traversés », a indiqué un représentant d'une organisation internationale de secours.

Un porte-parole de l'UNICEF avait déclaré vendredi à Genève, que 380,000 réfugiés seront déplacés aujourd'hui à une dizaine de kilomètres à l'intérieur de la Tahïlande.

On s'attend à Bangkok que l'entrée des réfugiés s'étale sur plusieurs jours, à moins qu'une action militaire vietnamienne d'envergure ne crée une situation de panique générale.

D'ores et déjà, les responsables thaïlandais et les représentants des organisations internationales de secours (UNICEF, Comité international de la Croix-Rouge et Programme alimentaire mondial, notamment), ont envoyé en toute hâte samedi, des vivres, de l'eau, des médicaments, et des équipes médicales, vers la frontière. Un porte-parole du CICR a précisé qu'un hôpital est prévu et que des équipes médicales qui attendaient à l'étranger que l'on fasse appel à elles, ont été mobilisées.

En attendant d'être dirigés vers un centre d'accueil aménagé, les réfugiés seront hébergés, à leur arrivée en Tahïlande, dans un site temporaire, situé à une trentaine de kilomètres au nord-est de Aranyaprathet, qui devrait pouvoir accueillir 80,000 personnes.

Les organisations internationales sont en train d'aménager, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de la frontière, le camp de « Sa Keo II » qui accueillera prochainement les khmers serei, alors que « Sa Keo I » est déjà occupé par 30,000 réfugiés venant des zones khmères rouges.

En raison de la présence de plusieurs dizaines de milliers de soldats vietnamiens, engagés dans des opérations militaires à proximité de la frontière, le commandement thaïlandais se prépare à toute éventualité.

Le maréchal Sithi Sawetalisa, ministre attaché au cabinet du premier ministre, et le général Pin Thammasri, commandant de la première région militaire, ont effectué samedi une tournée des régions frontalières pour inspecter les préparatifs entrepris pour l'accueil des réfugiés, et les dispositions prises par les forces thaïlandaises pour assurer la défense des frontières.

Selon le commandement thaïlandais, les accrochages entre Vietnamiens et Khmers rouges se poursuivent dans l'ouest cambodgien, notamment dans le secteur de la ville de Pailin, au sud de Poipet, où une action d'envergure contre les maquisards stationnés dans ce secteur pourrait être lancée au cours des prochains jours.

Famine: scénarios de l'an 2,000

ROME (AFP) — En l'an 2,000, sur une population totale de 6 milliards d'hommes, 390 millions continueront de souffrir de la faim si les tendances actuelles de l'agriculture et de l'alimentation se poursuivent. Et même si des efforts considérables sont entrepris au cours des 20 prochaines années pour corriger les déséquilibres actuels, les mal nourris seront encore au nombre de 240 millions.

C'est l'une des conclusions d'une étude menée par la FAO pendant 10 ans dans 90 pays en développement regroupant 98 pour cent de la population du tiers-monde (Chine exclue).

Le rapport intitulé « Agriculture horizon 2,000 », actuellement soumis aux délégués de la vingtième conférence de la FAO, prévoit deux scénarios: l'un « tendanciel », qui consiste en une extrapolation des données actuelles, l'autre « normatif » qui tient compte des changements importants pouvant intervenir dans les domaines de la production et du commerce international.

Selon le scénario « tendanciel », la croissance annuelle de la production serait de 2,7 pour cent à la fin du siècle, ce qui ne suffirait même pas à faire face à la demande dans les pays en développement. Les importations céréalières des pays en développement déficitaires atteindraient près de 180 millions de tonnes en l'an 2,000 et le déficit de viande décuplerait pour atteindre 14 millions de tonnes.

Selon le scénario « normatif » qui suppose que les pays en développement atteignent un maximum d'autosuffisance et obtiennent de plus grands débouchés par un abaissement des barrières commerciales dans les pays développés, la production agricole augmenterait à raison de 3,8 pour cent par an et la demande intérieure de 3,7 pour cent.

La croissance de la production devra être particulièrement forte en Afrique, seule région en développement où la production agricole n'a pas, au cours des dernières années, augmenté plus vite que dans les pays développés.

Selon le scénario « normatif », le taux d'accroissement de la production en Afrique devrait passer de 2 pour cent à 4,1 pour cent par an au cours des prochaines années, alors que pour l'Extrême-Orient, il devrait passer de 2,6 à 3,9 pour cent et pour l'Amérique latine de 2,8 à 4,1 pour cent.

Pour atteindre ces taux de production, il faudrait que les pays en développement augmentent de 28 pour cent leurs superficies cultivées et de 72 pour cent leurs rendements.

Le scénario « normatif » suppose de gros progrès sur le plan du commerce international: une accélération de la libéralisation des régimes qui restreignent les exportations, ainsi que la restructuration du commerce international.

Mais prudents, les experts de la FAO, ne veulent pas prévoir une éradication totale de la faim d'ici 20 ans. La conférence mondiale de l'alimentation, réunie en 1974 à Rome, avait solennellement proclamé que la faim devrait être éliminée en l'espace de 10 ans. En 1979, près d'un demi-milliard d'hommes souffrent toujours de malnutrition.

NETTOYEUR
P. M.
Service d'une heure au comptoir
Service de chemises
8309 ST-DENIS
381-1322

EUROP CAR
Vente et location d'automobiles pour l'Europe
861-0200
ou
861-3906

VA JOUER DEHORS
Kino-Québec

BRUNET
DE CÔTE-DES-NEIGES
EST LE NOM QUI DOMINE DANS LA CRÉATION DES
MONUMENTS
AUCUN AGENT
ÉCONOMISEZ LA COMMISSION
AVANT D'ACHETER CONSULTEZ LA PLUS VIEILLE MAISON DU QUÉBEC
Inscriptions
Réparations et nettoyages
J. BRUNET Ltée
4824 Chemin Cote des Neiges
Tel. 738-8686
Fondée en 1877



"Vous allez à Québec? Offrez-vous un petit luxe. Prenez le Grand Express."



Un voyage tout confort

Quatre fois par jour, 5 jours par semaine, le Grand Express vous amène à Québec frais et dispos après un voyage des plus confortables. A bord du Grand Express, vous pouvez jouir d'un siège spacieux et inclinable, d'un système de son personnel, d'un contrôle individuel d'éclairage et d'une table de travail.

Un service de classe

L'hôtesse du Grand Express vous accueille avec le sourire. Vous pouvez compter sur elle pour vous rendre le voyage plus agréable. Un repas chaud et des consommations vous seront servis. Cela vous permettra de consacrer plus de temps à vos obligations une fois rendu à destination.

D'un centre-ville à l'autre

Enfin, rappelons que le Grand Express vous amène d'un centre-ville à l'autre, là où les affaires se brassent.

Départs Montréal		Départs Québec	
Hôtel Régence Hyatt	Terminus Berri-de-Montigny	Auberge des Gouverneurs	Ste-Foy
6h 50	7h 10	6h 50	7h 10
10h 50	11h 10	11h 00	11h 20
16h 25	16h 45	16h 25	16h 45
20h 25	20h 45	20h 25	20h 45

Comme il n'y a que 24 fauteuils à bord du Grand Express, il est indispensable de réserver. Vous pouvez le faire par téléphone de 6h à 21h du lundi au vendredi (sauf les jours fériés). Vous pouvez, par la même occasion, réserver une chambre à l'hôtel Régence Hyatt, à Montréal ou à l'Auberge des Gouverneurs, Place Hauteville, à Québec.

Aller seulement: $29
Aller-retour: $58

Réservations:
Montréal: 849-6311
Québec: 1 (800) 361-7690 (sans frais)

Renseignements: Montréal: 842-2281, Ste-Foy: 651-7015, Québec: 524-4692



TÉLÉVISION

2 CBFT

8.55 Ouverture et horaire
9.00 En mouvement
9.15 Les Oraliens
9.30 Animagerie
9.45 Une fenêtre dans ma tête
10.00 Passe-partout
10.30 Magazine-Express: "Les livres pour enfants". "Le tricot".
11.00 Au fil de la semaine
11.30 Wickie: Dessin animé réalisé par Alois Schart et Josef Göhlen.
12.00 Un animal, des animaux: Documentaire écrit et réalisé par Lester Cooper. "L'ours".
12.30 Les coqueluches: Inv.: Yolande Dulude, Yoland Guérard, Guy Piché et Suzanne Senécal.
13.30 Téléjournal
13.35 Femme d'aujourd'hui: Table ronde: "La pauvreté et la femme". Discussion sur l'exploitation de la femme, au travail ou au foyer, concernant les revenus. Entrevue avec Dominique Clift et Sheila McLeod-Arnopoulos, auteurs du livre "Le fait anglais au Québec".
14.30 D'amour et d'eau fraîche
15.30 Les corsaires: Aventures réalisées par Claude Barma.
16.00 Bobino
16.30 Siocnarf
17.00 La femme bionique
18.00 Ce soir: Les grands titres des nouvelles nationales et internationales suivis de noouvelles régionales.
18.30 Nouvelles du sport
18.35 Ce soir
19.00 La petite patrie: Téléroman de Claude Jasmin
19.30 La fine cuisine d'Henri Bernard
20.00 Terre-Humaine: Téléroman de Mia Riddez-Morisset
20.30 Télé-sélection: "Le pirate des Caraïbes" (Américain 1976) Aventures réalisées par James Goldstone, avec Geneviève Bujold, Robert Shaw et Peter Boyle.
22.30 Le Téléjournal
23.10 Nouvelles du sport
23.20 Jalna: Feuilleton réalisé par John Trent et Richard Gilbert
24.20 Lucien Leuwen. D'après le roman de Stendhal. Réal.: Claude Autant-Lara. Interprètes: Bruno Cargin et Nicole Jamet.
1.20 Téléjournal

10 CFTM

6.55 Horaire
7.00 Les p'tits bonshommes
7.30 Fanfan Dédé
8.00 Gronico et Cie
8.30 Les matins de Réal
10.00 Votre amie Suzanne: "Le 3e âge": "Unicef", "Arts et métier".
11.15 Entre deux nuages
11.30 Les p'tits bonshommes
12.15 Le 10 vous informe
12.30 Ciné-Quiz: "Tueurs au karaté" (Américain 1966) Film d'espionnage réalisé par Barry Shear, avec Robert Vaughn, David McCullum et Kim Darby.
14.30 Janette veut savoir: "Comment et pourquoi on adopte un enfant étranger".
15.30 Les services à la communauté
16.00 Les Satellipopettes
16.30 Ma sorcière bien-aimée
17.00 Au coeur du temps
18.00 Le Dix vous informe
18.30 Les Tannants
19.00 Dominique
20.00 Casino Musical
20.30 Ciné-Choix: "L'élection de Miss Amérique" (Américain 1974) Drame social réalisé par Robert Day, avec Eleanor Parker, Bob Cummings, Louis Jourdan, Joanna Cameron et Farrah Fawcett.
22.00 J'ai mon voyage
22.30 Les nouvelles TVA
23.00 Sports au 10
23.05 La couleur du temps
23.10 Bonsoir le monde
24.00 Film-O-Dix: "Les illusions perdues" (Américain 1974) Drame policier réalisé par Paul Wendkos, avec Shelley Winters, Arthur Kennedy, Tisha Sterling et John Randolph.
1.30 Dernière édition

17 RADIO-QUÉBEC

10.00 Le marché aux images
Films documentaires
11.30 Parlez-moi
Émission du ministère de l'Éducation pour l'enseignement du français aux anglophones.
13.30 Mon ami Pierrot
13.45 Les 100 tours de Centour
14.00 Passe-partout: Une émission éducative divertissante pour les petits de trois à six ans.
14.30 Le marché aux images
Films documentaires
15.30 La vie parlementaire
16.30 L'été show
Inv.: Maneige.
17.30 Contre-jour
18.00 Des drogues et des hommes
18.30 Atchum
19.00 Science et fiction
Un magazine à caractère scientifique traitant d'astronautique, de science-fiction et des ovnis.
19.30 Nova
"Les taches solaires". Un certain nombre de taches solaires retient l'attention des scientifiques.
20.30 Les lundis de Pierre Nadeau
Une émission qui traite différents sujets de l'actualité politique tant sur la scène québécoise, canadienne qu'internationale.
21.10 La chute des aigles
L'histoire des grandes monarchies qui ont dominé l'Europe, depuis le milieu du 19e siècle.

99 TVFQ (Câble)

9.30 Pour les jeunes: "Eurêka". "Les amis d'Ulysse".
10.15 Feuilleton: "Une suédoise à Paris"
10.30 Société d'aujourd'hui
"L'agriculture que l'on dit biologique".
11.30 Midi-Première (Variété)
12.00 Regard de femme:
13.00 Les grands mystères de la musique
14.00 La cuisinerie
14.30 Thalassa (Documentaire). Le magazine de la mer.
15.00 Des chiffres et des lettres
15.20 Passez donc me voir
15.40 Actualités régionales: "Sud-Est de la France".
17.00 Pour les jeunes: "Eurêka". "Les amis d'Ulysse".
17.45 Feuilleton: "Une suédoise à Paris"
18.00 Société d'aujourd'hui
Des auteurs face à leurs lectrices.
19.00 Midi-Première (variété)
19.30 Regard de femme: Sept millions d'hypertendus.
20.30 Les grands mystères de la musique
21.30 La cuisinerie
22.00 Thalassa (Documentaire). Le magazine de la mer. Régates de Méditerranée.
22.30 Des chiffres et des lettres
22.50 Passez donc me voir
23.15 Actualités régionales: "Sud-Est de la France".

6 CBMT

9.00 A thought for today
9.05 CBC Good Morning
9.15 The Friendly Giant
9.30 Quebec school telecast
10.30 Mr. Dressup
11.00 Sesame Street
11.58 Weather Report
12.00 Coronation Street
12.30 Country Joy
13.00 Today from the Atlantic
14.00 The Edge of Night
14.30 Take Thirty
15.00 The Bob McLean Show
16.00 Beyond reason
16.30 All in the family
17.00 The Beachcombers
17.30 The Mary Tyler Moore Show
18.00 The city at six
19.00 Happy days
19.30 The facts of life
20.00 Archie Bunker's place
20.30 M.A.S.H.
21.00 Super special: Bruce Cockburn in Concert.
21.30 WKRP In Cincinnati
22.00 Newsmagazine
22.30 The Watson report
23.00 The National
23.27 The City Tonight
23.45 The two ronnies
24.15 T.B.A.
24.45 Station closing

12 CFCF

5.59 Sign On
6.00 University of the Air
6.30 Morning Exercises
7.00 Canada A.M.
9.00 Romper Room
9.30 What's Cooking
10.00 Ed Allen
10.30 The Mad Dash
11.00 The community
11.30 Definition
12.00 The Flintstones
12.30 Gilligan's Island
13.00 McGowan and Co.
13.30 The Alan Hamel Show
14.30 Another World
16.00 The Pink Panther
16.30 The Family Feud
17.00 The Price is Right
18.00 Pulse
19.00 Circus
20.00 The Sensational seventies: 1970.
21.00 A CTV Monday Movie: "The Turning Point" avec Shirley MacLaine et Anne Bancroft.
23.30 CTV National News
23.51 Pulse
24.15 The Twelve Midnight Movie: "A Warm December" (Drame 1973) avec Sidney Poitier, Esther Anderson et Yvette Curtis.
2.30 Sign off

Le livre blanc n'est qu'un minimum en vue de la souveraineté (le MNQ)

Le Livre blanc doit être considéré comme un outil de travail apte à accélérer l'accession du Québec à sa pleine souveraineté, a déclaré en fin de semaine le président du Mouvement national des Québécois (MNQ), M. Claude Rochon, en annonçant que le MNQ appuyerait le Livre blanc « en tant que minimum par rapport à l'objectif fondamental du mouvement, la souveraineté politique du Québec ».

« Ce document, de préciser M. Rochon, rejoint l'idéologie ou'a toujours véhiculé le Mouvement national des Québécois, d'où l'importance de l'appuyer et de la considérer comme un outil de travail apte à accélérer l'accession du Québec à sa pleine souveraineté ».

Le MNQ reconnaît, pour ce qui est de l'association, que la souveraineté s'accompagnera de toute évidence d'accords d'association économique avec d'autres Etats.

Au nom du MNQ, M. Rochon a réclamé d'autre part la formation d'une assemblée constituante élue au suffrage universel non sur une base partisane mais sur la base d'une représentativité de tous les secteurs de la population. Le mandat de cette assemblée constituante, d'expliquer M. Rochon, sera d'écrire la constitution québécoise qui devra ensuite être soumise à la population.

Commentant les résultats des élections partielles de mercredi le 14, M. Rochon a souligné que ces résultats ne pouvaient être considérés comme un désaveu de la position constitutionnelle mise de l'avant par le Parti québécois, comme l'a affirmé M. Ryan, chef du Parti libéral du Québec.

La défaite du PQ, d'avancer M. Rochon, est attribuable à trois facteurs principaux: l'état de perturbation du climat social; l'annonce anticipée, d'après les sondages, d'une victoire libérale et enfin le conflit interne au sein du Parti québécois.

M. Rochon ne voit cependant pas dans les trois défaites de la semaine dernière de mauvais présage pour le référendum car seuls quelques fédéralistes inconditionnels, parmi les votes libéraux, se sont prononcés contre le Livre blanc.

Le MNQ, a souligné M. Rochon, n'entend pas se mêler de politique partisance, mais ne peut non plus laisser les tenants du statu quo constitutionnel avancer des déclarations sans fondements.

Avis légaux – Avis publics – Appels d'offres

Avis est par les présentes donné que le contrat en date du 9 mai, 1979 par lequel S.M.L. Collection Inc., a transporté et cédé toutes ses dettes de livres présentes et futures à la Banque de Montréal, à titre de garantie, a été enregistré au bureau de la Division d'Enregistrement de Montréal, Québec en date du 10 mai 1979 sous le No. 2972075.

Banque de Montréal le 8 novembre, 1979.

Prenez avis que M. Claude Lussier, voiturier-remorqueur, s'adressera à la Commission des Transports du Québec, afin d'être autorisé par voie de permis spécial à tirer avec son tracteur dûment enregistré, les remorques et semi-remorques utilisées légalement par John N. Brocklesby Transport Limited, voiturier-roulier' dans l'exploitation de son permis, suivant toutes les clauses du permis de John N. Brocklesby Transport Limited, portant numéro 8123-V, laquelle compagnie demande un permis de voiturier-roulier correspondant.
Durée du permis: 364 jours.
Tout intéressé peut faire opposition à la présente requête dans les cinq jours qui suivent la troisième publication du présent avis.
Les requérants demandent également à la Commission des Transports du Québec de décréter suivant l'article 2.58.1 que la décision devienne exécutoire à la date où elle sera rendue.
1ère publication: 19 novembre 1979
2ème publication: 20 novembre 1979
3ème publication: 21 novembre 1979.
Corbeil, Groleau & Dufresne
31, St-Jacques, suite 100
Montréal, Québec H2Y IK9

Prenez avis que la requérante cédante Transport Boulay Murdochville Inc., Murdochville, Cté Gaspé, P.Q. s'adressera à la commission des transports du Québec afin d'être autorisée a transférer au requérant cessionnaire Guy Fournier, 705 Lamontagne, Murdochville, Cté Gaspé, P.Q. son permis portant le numéro Q-504274 D-001 qu'il détient de la commission des transports du Québec pour effectuer du camionnage en vrac pour la région 01.

Vos requérants demandent de plus que le transfert soit en vigueur dès que la décision sera rendue en conformité de l'article 2.58.1 du règlement 2.

Toute personne désirant porter opposition à la présente demande doit le faire dans les 5 jours de la troisième publication de cet avis à la commission des transports du Québec, 585 boul. Charest est, Québec.

1ère publication: 19 novembre 1979
2ème publication: 20 novembre 1979
3ème publication: 21 novembre 1979

Marc M. Delage, avocat.
St-Hilaire de Blois et Ass.
220 est, Grande-Allée
suite 850
Québec, G1R 2J1.

AVIS
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC

Règlement numéro 19 - Transport saisonnier - catégorie régulière.
La requérante, SERVICE DE LIMOUSINE MURRAY HILL LTÉE, demande à la Commission des transports du Québec l'autorisation d'effectuer le transport saisonnier suivant:
Service: Transport de skieurs et de leurs bagages à destination de centres de ski des Laurentides, des Cantons de l'Est et du Vermont.
A- Endroits d'embarquement: Beaconsfield, Pointe-Claire, Baie d'Urfé, Pierrefonds, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Laval, Montréal et Longueuil pour le compte des clubs de ski suivants:
Rod Roy Ski Schools Limites
Le Club de Ski Immaculée-Conception
West Island Ski Club
B- Endroits d'embarquement: Hudson Heights, Ste-Anne-de-Bellevue, Pointe-Claire, Dorval, Beaconsfield et Montréal pour le compte du club de ski Ski Jays Ski Club.
Ce permis saisonnier est demandé pour la saison de ski 1979-80.
Tout intéressé peut s'opposer à cette demande de permis saisonnier dans les cinq (5) jours de la troisième publication en formulant à la Commission des transports une opposition à cette fin.

GAGNON LAFLEUR & ASSOCIÉS

1ère publication: 19 novembre 1979
2ème publication: 20 novembre 1979
3ème publication: 21 novembre 1979

VILLE D'OUTREMONT
APPEL D'OFFRES:

Disposition des ordures ménagères dans le territoire de la C.U.M. lundi et jeudi de chaque semaine.

Des soumissions cachetées dans des enveloppes adressées et fournies à cette fin, et portant la mention ci-haut seront reçues jusqu'à midi, mercredi le 28 novembre 1979, au bureau du Gérant municipal.
Ne seront considérées que les soumissions préparées sur les formules fournies par la Ville d'Outremont. Les soumissionnaires pourront se procurer ces formules ainsi que les enveloppes de retour, au bureau de l'Ingénieur municipal, à l'Hôtel de Ville d'Outremont 510 avenue Davaar.
La Ville ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues, sans encourir aucune obligation ni aucun frais d'aucune sorte envers le ou les soumissionnaire(s).

Jocelyne Perreault
Greffier de la Ville

VILLE D'OUTREMONT

RÔLE D'ÉVALUATION
ANNÉE 1980

Conformément à l'article 24 de la Loi sur l'évaluation foncière, l'évaluateur a déposé le 14 novembre 1979, au bureau du Greffier de la ville d'Outremont, 510 avenue Davaar, Outremont, la révision annuelle au rôle d'évaluation de la municipalité pour l'année 1980, où tout interessé peut en prendre connaissance.
Quiconque croit devoir se plaindre du rôle tel que préparé, pour lui-même ou pour un autre, peut formuler une plainte écrite à ce sujet et en saisir le Bureau de Révision à l'endroit ci-après indiqué, avant le 1er mai 1980:
Bureau de Révision de l'Évaluation foncière du Québec
3, Complexe Desjardins
Case postale 185
Montréal (Québec)
H5B 1E3
La plainte accompagnée d'une copie ou facsimilé du compte de taxes, doit exposer succintement les motifs invoqués à son soutien et si elle allègue que la valeur de l'immeuble inscrite au rôle est trop élevée, elle doit indiquer la valeur réelle dans l'opinion du plaignant.
DONNÉ à Outremont, ce 19e jour de novembre 1979.
JOCELYNE PERREAULT
Greffier de la Ville

Prenez avis que M. Marcel Trépanier s'adressera à la Commission des Transports du Québec pour obtenir l'autorisation de transférer son permis Q-500973, Région 01, pour le transport des matières en vrac à M. Benoit LeBlanc, 61 rue Caron, Amqui, Cté Matapédia, P.Q.
Tout intéressé à la dite requête peut porter opposition dans les cinq (5) jours de la troisième publication dans ce journal à la Commission des Transports du Québec, 585 boulevard Charest-est, Québec.
première publication: 19 novembre 1979
deuxième publication: 20 novembre 1979
troisième publication: 21 novembre 1979

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPÉRIEURE

NO: 500-04-004194-792
SAM OHAYON,
et
DAME HALYNA MARY WASLYK,
Requérants

AVIS

Avis est par les présentes donné qu'une requête pour homologation de la modification du régime matrimonial de Monsieur Sam Ohayon et sa femme, Dame Halyna Mary Waslyk, tous les deux domiciliés au 2526 Bourgouin, dans la Cité de St-Laurent, District de Montréal, sera présentée pour adjudication devant la Division de Pratique de la Cour supérieure; au Palais de Justice de Montréal, au 1 est, rue Notre-Dame, en la chambre 2.16 à 9:30 a.m., le 28 décembre 1979, le tout en conformité avec l'article 12-6 et suivants du Code de Procédure Civile de la Province de Québec.
Montréal, le 8 novembre 1979

AVIS
Avis est par les présentes donné, conformément à l'article 1571D du Code civil, que R. Viateur Beauvais faisant affaires seul à Caughnawaga sous les nom et raison sociale de « R.V. BEAUVAIS QUARRY REG'D — CARRIERE R.V. BEAUVAIS ENR., a transporté toutes ses créances et comptes de livres actuels et futurs à BANQUF NATIONALE DU CANADA aux droits de Banque Canadienne Nationale par acte daté du 13 mars 1978 et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Laprairie sous le numéro 153134.
BANQUE NATIONALE DU CANADA

Canada
Province de Québec
District de Montréal

COUR PROVINCIALE

No; 500-02-055422-799
Ville de Montréal
-vs-
DANIELLE AUGER
-et-
NORMAND SAVARD

Ladite DANIELLE AUGER, autrefois du 9742 est, boulevard Gouin, dans les ville et district de Montréal, est maintenant introuvable.
Il en enjoint à la défenderesse, DANIELLE AUGER, à l'intention de laquelle une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe de cette Cour, de comparaître dans un délai de 30 jours.

Armand Beaulieu,
protonotaire-adjoint
de la Cour Provinciale
Péloquin, Badeaux,
Allard et Lacroix,
275 est, rue Notre-Dame,
Montréal
Procureurs de la demanderesse

AVIS
Avis est par les présentes donné, conformément à l'article 1571D du Code civil, que FRANEL INC., dont la principale place d'affaires dans la Province de Québec est située dans le district judiciaire de Montréal, a transporté toutes ses créances et comptes de livres actuels et futurs à BANQUE NATIONALE DU CANADA aux droits de Banque Canadienne Nationale par acte daté du 23 avril 1974 et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 2525924.
BANQUE NATIONALE DU CANADA

C.T.Q.
PERMIS SPÉCIAL
ART. 2.74-RÉG. 2(1976)

La requérante, CENTRE VILLE MERCURY VENTES LTÉE, s'adresse à la Commission des Transports du Québec dans le but d'obtenir les autorisations suivantes:

1. Location à court terme de véhicules de promenade au 1265 De Lanaudière, Joliette, P. Québec;

2. Location à court terme de camions au 1265 De Lanaudière, Joliette, P. Québec.

Durée: 364 jours.

La requérante demande également à la Commission des Transports du Québec de décréter suivant l'article 2.58.1 que la décision devienne exécutoire à la date où elle sera rendue.

Tout intéressé peut contester cette demande de permis spécial déposée à ladite Commission, dans les cinq (5) jours de la troisième parution de cet avis, en s'adressant à la Commission des Transports du Québec, 505 est, rue Sherbrooke, Montréal.

1ère publication: 19 novembre 1979
2ème publication: 20 novembre 1979
3ème publication: 21 novembre 1979
CORBEIL, GROLEAU & DUFRESNE
31 St-Jacques, Suite 100
Montréal, P. Québec

PUBLICATION

PRENEZ AVIS que le requérant, Lucien Petit, s'adresse à la Commission des Transports du Québec afin d'obtenir l'autorisation de transférer les clauses de son permis numéro 15008-V à la compagnie Transport L. Petit Inc. située au 2058 Place Arthur Buies, à Montréal, le tout conformément à l'article 2.59.1 du règlement 2 (1976). Les parties en présence demandent de plus à la Commission des Transports du Québec de bien vouloir rendre la décision exécutoire immédiatement, le tout conformément à l'article 2.58.1 du règlement 2 (1976). Toute personne intéressée peut s'opposer à la présente dans les cinq jours suivant la dernière publication, en s'adressant à la Commission des Transports du Québec.

Guy Parenteau, procureur

1ère publication: lundi, le 19 novembre 1979
2e publication: mardi, le 20 novembre 1979
3e publication: mercredi, le 21 novembre 1979

PUBLICATION

PRENEZ AVIS que la partie requérante, Les Entreprises Belval Enr. (Laurent Parent opérant sous le nom de:) s'adresse à la Commission des Transports du Québec afin d'obtenir l'autorisation de céder son permis de transport restreint no. M-303316 à la compagnie Les Entreprises L. Parent Ltée située au 1005 Millette' à Bellefeuille, le tout conformément à l'article 36 de la Loi des Transports et à l'article 2.59.1 du règlement 2 (1976). Les parties en présence demandent de plus à la Commission des Transports du Québec de bien vouloir rendre la décision exécutoire immédiatement, le tout conformément à l'article 2.58.1 du règlement 2 (1976). Toute personne intéressée peut s'opposer à la présente dans les cinq jours suivant la dernière publication en s'adressant à la Commission des Transports du Québec.

Françoise Brais, procureur

1ère publication: lundi, le 19 novembre 1979
2e publication: mardi, le 20 novembre 1979
3e publication: mercredi, le 21 novembre 1979

Travaux publics Canada — Public Works Canada

APPEL D'OFFRES

DES OFFRES CACHETÉES, visant la location de locaux, adressées à l'Administrateur régional des services financiers et administratifs, ministère des Travaux publics, 2001, rue University, 18e étage, MONTRÉAL (Québec), H3A 1K3, et portant sur l'enveloppe la désignation et le numéro du projet, seront reçues jusqu'à 15:00 à la date limite déterminée. On peut se procurer les documents d'offre par l'entremise du Bureau de distribution des plans à l'adresse mentionnée ci-haut.

LOCATION

Appel d'offres no 79M-330P
Location de locaux à bureaux
SAINT-EUSTACHE (Québec)

Dépôt: aucun
Date limite: le jeudi 22 novembre 1979

INSTRUCTIONS

Des locaux d'une superficie totale d'approximativement 1,050 m² d'espace à bureaux utilisables tel que précisé aux documents de soumission sont requis à des fins de location dans la Ville de SAINT-EUSTACHE (Québec).

On ne tiendra compte que des immeubles situés à l'intérieur du secteur délimité par le périmètre suivant:

les deux côtés du boul. Arthur-Sauvé à partir d'un point situé à l'intersection du boul. Arthur-Sauvé et d'une ligne dans le prolongement de la rue Dubord jusqu'à un point situé sur le boul. Arthur-Sauvé à mi-distance entre les rues Constantin et du Moulin.

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des offres.

VILLE D'OUTREMONT

AVIS PUBLIC

JE CERTIFIE, PAR LES PRÉSENTES:

1. QUE le Maire élu pour la ville d'Outremont comme ayant reçu la majorité des votes légalement donnés, est M. Pierre Des Marais II, administrateur, 10 av. McCulloch, outremont.
2. QUE le Conseiller élu pour le siège no 1 du quartier nord de la ville d'Outremont, comme ayant reçu la majorité des votes légalement donnés, est M. André Laperrière, administrateur, 714 av. Wiseman, Outremont.
3. QUE le Conseiller élu pour le siège no 2 du quartier nord de la ville d'Outremont, comme ayant reçu la majorité des votes légalement donnés, est M. Jean Loiselle, 1279 av. Ducharme, Outremont.
4. QUE le Conseiller élu pour le siège no 3 du quartier nord de la ville d'Outremont, comme ayant reçu la majorité des votes légalement donnés, est M. Paul G. Brassard, 165 ch. Côte Ste-Catherine, app. 909, Outremont.
5. QUE le Conseiller élu pour le siège no 1 du quartier ouest de la ville d'Outremont, comme ayant reçu la majorité des votes légalement donnés, est M. Jacques Labelle, 685 av. Stuart, Outremont.
6. QUE le Conseiller élu pour le siège no 2 du quartier ouest de la ville d'Outremont, comme ayant reçu la majorité des votes légalement donnés, est M. José-P. Dorais, 5 av. Vincent-d'Indy, app. 818, Outremont.
7. QUE le Conseiller élu pour le siège no 3 du quartier ouest de la ville d'Outremont, comme ayant reçu la majorité des votes légalement donnés, est M. Aurèle Beaulnes, 221 av. McDougall, Outremont.
8. QUE le Conseiller élu pour le siège no 1 du quartier sud de la ville d'Outremont, comme ayant reçu la majorité des votes légalement donnés, est M. Pierre Lussier, 41 av. Laviolette, Outremont.
9. QUE le Conseiller élu pour le siège no 2 du quartier sud de la ville d'Outremont, comme ayant reçu la majorité des votes légalement donnés, est M. Paul-André Tétreault, 1607 ouest av. Bernard, Outremont.
10. QUE le Conseiller élu pour le siège no 3 du quartier sud de la ville d'Outremont, comme ayant reçu la majorité des votes légalement donnés, est M. François Desmarais, 1479 boul. Mt-Royal, Outremont.

DONNE sous mon seing, à Outremont, ce 19e jour de novembre 1979.

Jocelyne PERREAULT
Président d'élection

Mallette, Benoit & Compagnie — MBCO

LOI SUR LA FAILLITE

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE:
JEAN-JACQUES POITRAS, vendeur, demeurant au 10030 rue Berri, en la Cité de Montréal, dans la Province de Québec. H3L 2G4.

AVIS est par les présentes donné que le débiteur susdit a déposé une cession le 13ième jour de novembre 1979, que la première assemblée des créanciers sera tenue le 30ième jour de novembre 1979 à 11:00 heures de l'avant-midi, au bureau du Séquestre Officiel, au 10 est rue Notre-Dame, en la Cité de Montréal, dans la Province de Québec.

DATÉ DE MONTRÉAL, ce 15ième jour de novembre 1979.

CLAUDE LUSSIER, c.a.
SYNDIC

Case postale 186, 1 Complexe Desjardins, Montréal, Québec H5B 1B3—(514) 281-1865

Hydro-Québec

APPELS D'OFFRES

Pour 10h30, heure de Montréal, aux dates indiquées

GPE-79-19298
le mardi 4 décembre 1979
Divers postes
FOURNITURE DE CHARPENTES ET DE SUPPORTS D'ACIER GALVANISÉ (120 et 315 kV) (SOUMISSION PARTIELLE ACCEPTABLE)
Garantie de soumission: $8,000
Principale place d'affaires au Québec

RLS-79-19297
le mardi 18 décembre 1979
Région Laurentides
INSTALLATION DE POTEAUX ET D'ANCRAGES (SOUMISSION PARTIELLE ACCEPTABLE)
Garantie de soumission: $40,000
Principale place d'affaires au Québec

RME-79-19300
le mardi 4 décembre 1979
Région Mauricie
SERVICES D'UNE ÉQUIPE DE TROIS (3) HOMMES AVEC CAMIONS POUR LA MANUTENTION, L'EMPILAGE ET LE TRANSPORT DE POTEAUX DE BOIS DANS DIVERS SECTEURS D'HYDRO-QUÉBEC AUX ENVIRONS DE TROIS-RIVIÈRES
Garantie de soumission: $3,000
Principale place d'affaires au Québec

HIR-79-19292
le mardi 11 décembre 1979
Institut de recherche d'Hydro-Québec
Comté de Verchères
SERVICES DE NETTOYAGE RÉGULIER DE L'INTÉRIEUR DES DIFFÉRENTS LABORATOIRES
Garantie de soumission: $50,000
Principale place d'affaires au Québec

Toutes les conditions de chacun des appels d'offres sont contenues dans le document qui est disponible pour examen et peut être obtenu contre un paiement NON REMBOURSABLE de $25 pour chaque exemplaire complet, chèque visé ou mandat payable à l'Hydro-Québec, du lundi au vendredi inclusivement de 8h30 à 16h30 à l'endroit suivant:

HYDRO-QUÉBEC
DIRECTION DES CONTRATS
BUREAU Nº 809
75 OUEST, BOUL. DORCHESTER
MONTRÉAL, QUÉ., CANADA H2Z 1A4

Pour renseignements, tél. (514) 285-1711, poste 1464.
La garantie de soumission susmentionnée doit être, au choix du soumissionnaire soit un chèque visé, soit un bon de garantie de soumission, au montant indiqué.
Lorsqu'il est indiqué ci-haut qu'une soumission partielle est acceptable, la garantie choisie doit être d'un montant égal au multiple de $1,000 le plus près de DIX POUR CENT (10%) de la somme totale de la soumission ou de la proposition la plus élevée, jusqu'à concurrence du montant mentionné ci-dessus.
Seules les personnes, sociétés, et corporations qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement du bureau sus-indiqué sont admises à soumissionner.
L'Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter l'une quelconque ou toutes les soumissions reçues.
Le secrétaire, M.-A. DEMERS

CINÉMA

ATWATER II, Plaza Alexis Nihon (931-3313) — "And justice for all" 16 h 45, 19 h 00, 21 h 10.
AVENUE, 1224 Avenue Greene, Westmount (937-2747) — "French post cards" 19 h 05, 21 h 05.
BEAVER, 5117 Avenue du Parc (944-1932) — "Bad Penny" 12 h 00, 14 h 50, 17 h 40' 20 h 30. "Joy of letting go" 13 h 15, 16 h 05, 18 h 45, 21 h 40.
BERRI, 1280 St-Denis (288-2115) — "L'étranger, le huitième passager" 13 h 30, 17 h 25, 21 h 30. "Butch Cassidy et le Kid, premier exploit" 15 h 25, 19 h 30.
BIJOU, 5030 Papineau (526-9131) — "Ninotchka retire son pantalon" 12 h 00, 14 h 50, 17 h 40, 20 h 30. "Tout à son service" 13 h 30, 16 h 20, 19 h 10, 22 h 00.
BONAVENTURE I, 1 Place Bonaventure (861-2725) — "Running" 17 h 00, 19 h 00, 21 h 00.
BONAVENTURE II, "When a stranger calls" 17 h 00, 19 h 00, 21 h 00.
BROSSARD I, Mail Champlain, 6600 Boul. Taschereau (465-5906) — "Je te ferai aimer la vie" 19 h 25. "Vas-y maman" 21 h 10.
BROSSARD II, "Fantasme" 18 h 20, 21 h 35. "Keoma" 19 h 50.
BROSSARD III, — "Butch Cassidy et le Kid, premier exploit" 19 h 25. "L'étranger, le huitième passager" 21 h 25.
CHAMPLAIN I, 1815 est, Ste-Catherine (524-1685) — "Je te ferai aimer la vie" 18 h 10, 21 h 35. "Vas-y maman" 19 h 50.
CHAMPLAIN II, "Agatha" 18 h 15, 21 h 40. "La grande menace" 19 h 50.
CHÂTEAU I, 6956 St-Denis (271-1103) — "Couples du bois de Boulogne" 12 h 50, 16 h 10, 19 h 35. "Faut trouper le joint" 14 h 30, 17 h 55, 21 h 20.
CHÂTEAU II, "Phase IV" 12 h 40, 16 h 05, 19 h 30. "Prophétie" 14 h 15, 17 h 40, 21 h 05.
CINÉMA MASCOUCHE I, 3131 boul. de Mascouche, Place G.P.A., Mascouche (471-4141) "Butch Cassidy et le Kid, premier exploit" 19 h 20. "L'étranger, huitième passager" 21 h 30.
CINÉMA MASCOUCHE II, "Le dernier secret du Poseidon" 19 h 10. "Ne tirez pas sur le dentiste" 21 h 20.
CINÉMA DE MONTRÉAL, 1584 est, Mont-Royal, (521-7870) "Fantasme" 12 h 00, 15 h 25, 18 h 50, 22 h 20. "Keoma" 13 h 35, 17 h 00, 20 h 25.
CINÉMA 7e ART, 3180 Bélanger (722-0302) — "L'innocent" 19 h 15. "Répétition d'orchestre" 21 h 30.
CINÉMATHÈQUE QUÉBÉCOISE, 1700 St-Denis (844-8734) — Relâche.
CLAREMONT, 5038 ouest, Sherbrooke (486-7395) — "10" 19 h 00, 21 h 10.
COMMODORE, 5780 ouest boul. Gouin (334-8560) — "Adolescente en fuite" 19 h 30. "L'express de minuit" 21 h 15.
COMPLEXE DESJARDINS I, Complexe Desjardins (288-3141) — "Alien" 12 h 30, 14 h 40, 16 h 50, 19 h 00, 21 h 10.
COMPLEXE DESJARDINS II, "L'empire de la passion" 13 h 00, 15 h 00, 17 h 00, 19 h 00, 21 h 00.
COMPLEXE DESJARDINS III, — "Voyage érotique de deux suédoises" 12 h 05, 14 h 20, 16 h 35, 18 h 50, 21 h 05. "A pleine bouche" 13 h 15, é5 h 30, 17 h 45, 20 h 00, 22 h 15.
COMPLEXE DESJARDINS IV — "Coup de tête" 12 h 10, 14 h 00, 15 h 50, 17 h 40, 19 h 30, 21 h 20.
CONSERVATOIRE D'ART CINÉMATOGRAPHIQUE, 1455 Boul. de Maisonneuve (879-4349) "Les enfants du paradis" (de Marcel Carné, 1943-45) 20 h 30.
CÔTE-DES-NEIGES I, 6809 Côte-des-Neiges (735-5528) — "When a stranger calls" 19 h 15, 21 h 15.
CÔTE-DES-NEIGES II, "Running" 19 h 10, 21 h 10.
CRÉMAZIE, 8610 St-Denis (388-4210) — "Clair de femme" 19 h 20, 21 h 20.
DAUPHIN I, 2396 Beaubien (721-6060) — "Mourir à tue-tête" 19 h 30, 21 h 30, 21 h 30.
DAUPHIN II, "Les soeurs Bronté" 19 h 20, 21 h 30.
DORVAL I, 260 Dorval, Dorval (631-8586) "Fish that saved Pittsburgh" 18 h 55, 21 h 10.
DORVAL II, "10" 18 h 50, 21 h 15.
DORVAL III, "Sleeping beauty" 18 h 30, 20 h 20.
DÉCARIE SQUARE I, Centre Décarie Square, 4885 Clanraland (341-3190) — "And justice for all" 18 h 55, 21 h 00.
DÉCARIE SQUARE II, "The seduction of Joe Tynan" 19 h 15, 21 h 15.
ÉLYSÉE I, 35 Milton (842-6053) — "Brève vacances" 19 h 30, 21 h 30.
ÉLYSÉE II, g4 "La chanson de Roland" 19 h 30, 21 h 30.
GREENFIELD I, 519 Taschereau, Greenfield Park (691-6129) — "New generation" 18 h 00. "Couple en fuite" 19 h 45.
GREENFIELD II, "Faut trouver le joint" 18 h 20. "Justicier dans la ville" 19 h 55.
GREENFIELD III, "Le champion" 19 h 00, 21 h 10.
GUY, 1435 Guy (931-2912) — "The other side of Julie" 12 h 00, 14 h 15, 16 h 30, 18 h 45, 21 h 00. "Heat wave" 13 h 15, 15 h 30, 17 h 45, 20 h 00, 22 h 15.
JEAN-TALON, 4255 est, Jean-Talon (725-7000) — "Butch Cassidy et le Kid, premier exploit" 19 h 20. "L'étranger, le huitième passager" 21 h 20.
KENT, 6100 ouest, Sherbrooke (489-9707) — "Fish that saved Pittsburgh" 19 h 10, 21 h 10.
LA CITE I, 3575 Avenue du Parc (844-2829) — "10" 18 h 50, 21 h 00.
LA CITE II, "Sleeping beauty" 19 h 05, 21 h 00.
LA CITE III, "Malizia" 19 h 10, 21 h 10.
LA SCALA, 6430 Papineau (721-5107) — "Les yeux de Laura Mars" 19 h 30. "L'express de minuit" 21 h 30.
LAVAL I, 1600 Le Corbusier, Chomedey (688-7776) — "Le champion" 19 h 00, 21 h 10.
LAVAL II, "C'est ça l'amour" 18 h 00. "Une poignée de salopards" 19 h 45.
LAVAL III, "Brigade mondaine" 18 h 25. "Elles font tout" 20 h 10.
LAVAL IV, "Faut trouver le joint" 18 h 10. "Guerriers de la nuit" 19 h 45.
LAVAL V, "New generation" 18 h 05. "Couple en fuite" 19 h 50.
LAVAL-ODEON I, Centre 2000, 3195 ouest, boul. St-Martin, Chomedey (687-5207) — "Butch Cassidy et le Kid, premier exploit" 19 h 10. "L'étranger, le huitième passager" 21 h 10.
LAVAL-ODEON II, "Je te ferai aimer la vie" 19 h 25' 21 h 20.
L'IMPREVU, 446 Place Jacques-Cartier (878-9397) — En haut: "Violette Nozière" (de Claude Chabrol) 18 h 30. En bas: "Janis" avec Janis Joplin, dès 20 h 30. (Entrée libre).
LOEW'S, 954 ouest, Ste-Catherine (861-7437) — "Fiddler on the roof" 12 h 45, 15 h 30, 18 h 15, 21 h 00.
LOEW'S II, "Fish that saved Pittsburgh" 13 h 20, 15 h 20, 17 h 20, 19 h 20, 21 h 20.
LOEW'S III, "Life of Brian" 13 h 10, 15 h 10, 17 h 10, 19 h 10, 21 h 10.
LOEW'S V, "Meteor" 13 h 30, 15 h 30, 17 h 30, 19 h 30, 21 h 30.
MERCIER, 4260 est, Ste-Catherine (255-6224) — "Keoma" 19 h 30. "Fantasme" 18 h 00, 21 h 15.
MONKLAND, 5504 Monkland (484-3579) — "Clockwork orange" 18 h 30, 21 h 00.
MONTENACH I, 522 boul. Sir Wilfrid Laurier, Beloeil (464-1541) — "Brillantine" 19 h 00. "La fièvre du samedi soir" 21 h 00.
MONTENACH II, "Voyage au bout de l'enfer" 19 h 15.
OUIMETOSCOPE I, 1204 Ste-Catherine (525-8600) — "Ludwig" (de Luchino Visconti, Italie, France, RFA 1972) 18 h 30, 21 h 45.
OUIMETOSCOPE II, "La ruée vers l'or" (de Charles Chaplin, USA 1925) 19 h 00, 20 h 30, 22 h 00.
OUTREMONT, 1248 ouest Bernard (277-4145) — "1900" (en Français) 18 h 30.
PALACE, 698 ouest, Ste-Catherine (866-6991) — "Tender flesh" 13 h 00, 16 h 20, 19 h 45. "Emmanuelle in America" 14 h 40, 18 h 00, 21 h 30.
PAPINEAU I, 4519 Papineau (527-8635) — "Acte d'amour au Danemark" 12 h 05, 16 h 10, 20 h 15. "Jouir" 13 h 25, 17 h 30' 21 h 35. "Les rabatteuses" 14 h 45, 18 h 50.
PAPINEAU II, "La bonzesse" 12 h 00, 16 h 05, 20 h 15. "Perversités suédoises" 13 h 35, 17 h 45, 21 h 55. "Corps à corps" 14 h 55, 19 h 05.
PARADIS I, 8215 Hochelaga (354-3110) — "Je te ferai aimer la vie" 18 h 30, 22 h 00. "Le triangle des Bermudes" 20 h 10.
PARADIS II, "La balade démente" 18 h 30, 21 h 40. "Profession, garde du corps" 20 h 00.
PARADIS III, "Ne tirez pas sur le dentiste" 18 h 15, 21 h 45. "Le dernier secret du Poseidon" 19 h 50.
PARALLELE, 3682 St-Laurent (843-4725) — "India song" (de Marguerite Duras, France 1975) 19 h 30, 21 h 45.
PARISIEN I, 480 Ste-Catherine (866-2856) — "Couple en fuite" 12 h 30, 16 h 05, 19 h 45. "New generation" 14 h 20, 18 h 00, 21 h 35.
PARISIEN II, — "La cage aux folles" 13 h 10, 14 h 55, 16 h 40, 18 h 25, 20 h 10, 21 h 50.
PARISIEN III, — "C'est ça l'amour" 12 h 05, 13 h 55, 15 h 45, 17 h 35, 19 h 25, 21 h 20.
PARISIEN IV, — "Le champion" 12 h 15, 14 h 25, 16 h 40, 18 h 55, 21 h 10.
PARISIEN V, — "Molière" 13 h 15, 19 h 15.
PLACE VILLE-MARIE I, 1 Place Ville-Marie, (866-2644) — "Luna" 12 h 30, 15 h 10, 17 h 55, 20 h 35.
PLACE VILLE-MARIE II, "Donna Flor and her two husbands" 13 h 00, 15 h 00, 17 h 00, 19 h 00, 21 h 00.
PUSSYCAT, 4015 St-Laurent (845-5215) — "The other side of Julie" 12 h 00, 14 h 50, 17 h 40, 20 h 30. "Nifty lady" 13 h 30, 16 h 20, 19 h 10, 22 h 00.
RIVOLI I, 6906 SDenis (277-3125) — "Une poignée de salopards" 12 h 25, 16 h 05, 19 h 40. "C'est ça l'amour" 14 h 15, 17 h 50, 21 h 30.
RIVOLI II,— "Le champion" 12 h 30, 14 h 40, 16 h 50, 19 h 00, 21 h 15.
SAINT-DENIS I, 1594 St-Denis (849-4211) — "L'héritage des Vargas" 12 h 15, 15 h 55, 19 h 35. "Flic ou voyou" 13 h 55, 17 h 35, 21 h 15.
SAINT DENIS II, 1590 St-Denis (845-3222) — "La balade démente" 12 h 10, 15 h 20, 18 h 30, 21 h 40. "L'homme qui défia l'organisation" 13 h 45, 16 h 55, 20 h 05.
SAINT-DENIS III, 1590 St-Denis — "L'hiver bleu" 12 h 20, 13 h 55, 15 h 30, 17 h 05, 18 h 40, 20 h 15, 21 h 50.
SNOWDON, 5225 Décarie (482-1322) — "Fiddler on the roof" 18 h 15, 21 h 00.
VAN HORNE, 6150 Côte-des-Neiges (731-8243) — "Sleeping Beauty" 19 h 05, 21 h 00.
VERDUN, 3841 Wellington, Verdun (768-2092) — "Butch Cassidy et le Kid, premier exploit" 19 h 15. "L'étranger, le huitième passager" 21 h 30.
VERSAILLES I, 7265 est, Sherbrooke (353-7880) — "Le champion" 19 h 00, 21 h 15.
VERSAILLES II, — "C'est ça l'amour" 18 h 00. "Une poignée de salopard" 19 h 40.
VERSAILLES III, — "New generation" 18 h 10. "Couple en fuite" 20 h 00.
VIAU 226 des Laurentides, Pont-Viau (669-3866) — "La balade démente" 19 h 30 "Ces flics étranges venus d'ailleurs" 21 h 15.
VILLERAY, 8042 St-Denis (388-5577) — "Le gendarme et les extra-terrestres" 18 h 25, 21 h 50. "Le triangle des Bermudes" 20 h 00.
WESTMOUNT SQUARE, 1 Westmount Square, Westmount (931-2477) — "Wife mistress" 13 h 30, 15 h 10, 17 h 05, 19 h 00, 21 h 00.
YORK, 1487 Ste-Catherine (937-8978) — "Apocalypse now" 13 h 00, 15 h 45, 18 h 30, 21 h 30.

SUR SCÈNE

ATELIER CONTINU, 1200 est, Laurier — La ligue Nationale d'Improvisation, 21 h 00, Inf.: 272-2655.
CAFÉ DE LA PLACE, Place des Arts "Les Emigrés" de Slawomir Mrozek avec Jean Gascon et Guy L'Ecuyer. Mise en scène: Jean Salvy. Lun. à ven.: 20 h 30. Sam.: 17 h 30, 21 h 30.
LE FUNAMBULE, 3817 Saint-Denis (844-6271) — Film: "The gold rush" de Chaplin, 1 h 00.
L'IMPRÉVU, Hôtel Iroquois, 446 Pl. Jacques-Cartier (878-9397) — Paul Baker, du 20 nov. au 2 déc. Ven. sam.: 22 h 30, 1 h 00. Sem. dim.: 22 h 00, 24 h 00. Entrée libre.
SOLEIL LEVANT, 286 ouest, Ste-Catherine (861-0657) — Dizzy Gillespie, trompettiste, du 20 au 25 nov. Tous les soirs 20 h 00.
PLANÉTARIUM DOW, 1000 ouest, St-Jacques (866-4848) — "Algol: l'oeil du diable". Mar. jeu.: 12 h 15, 21 h 30. Mer.: 14 h 15, 21 h 30. Ven.: 14 h 15. Sam.: 14 h 15, 16 h 30. Dim.: 13 h 00 (en français). Mar. jeu.: 14 h 15, 20 h 15. Mer.: 12 h 15, 20 h 15. Ven.: 12 h 15. Sam.: 13 h 00, 15 h 30. Dim.: 14 h 15. (en anglais).
SALLE POLLACK, 555 ouest, Sherbrooke (392-8224) — Les concerts sont à 20 h 30. Récital de musique de chambre avec Michael Crabill, piano. Programme: Schumann.
SALLE WILFRID-PELLETIER, Place des Arts, 175 ouest, Ste-Catherine (842-2112) — Récital Marek Jablonski, pianiste, "Concert Chopin", 20 h 30.
THÉÂTRE D'AUJOURD'HUI, 1297 Papineau (523-1211) — "Petit bateau deviendra grand" et "Un cercueil à la dérive", fables de Marc Drouin, interprétées par Chantal Beaupré, Marc Drouin, Marcel Leboeuf, Raymond Legault et Emmanuelle Rolland. Mise en scène: Lorraine Beaudry. Tous les soirs 20 h 30. Dim.: 15 h 00. Relâche lun.
THÉÂTRE DENISE PELLETIER, 4353 est, Ste-Catherine (253-8974) — Salle Denise Pelletier — "Du vent dans les branches de Sassafras" de René de Obaldia, avec Gilles Pelletier, Gisèle Schmidt, Claude Préfontaine. Mise en scène: Yvan Canuel. 14 h 00.
THÉÂTRE DENISE PELLETIER, Salle Fred Barry — Le Théâtre de l'Organisation Ô présente "Blanche", texte et mise en scène de Sylvie Prégent, avec Denis Brassard, Jacques Couture, Johanne Fontaine et France LAbrie.
THÉÂTRE EXPÉRIMENTAL DES FEMMES, 320 est, Notre-Dame (879-1306) — "Célébrations", collage de textes de femmes avec Louise Laplante, Léo Munger et Pol Pelletoer. Du mer. au dim.: 21 h 00. Relâche lun. mar.
THÉÂTRE MAISONNEUVE, Place des Arts' 175 ouest, Ste-Catherine (842-2112) — Yvon Deschamps, sam. à ven.: 20 h 30. Relâche lundi.
THÉÂTRE DU NOUVEAU MONDE, 84 ouest, Ste-Catherine (861-0563) — "L'Hippocanthrope" de France Vézina avec Marc Béland, Danielle Proulx, Patricia Nolin et Lionel Villeneuve. Sem.: 20 h 00. Sam.: 17 h 00, 21 h 00. Dim.: 19 h 00. Relâche lun.
THÉÂTRE PORT-ROYAL, Place des Arts, 175 ouest, Ste-Catherine (842-2112) — "Le Jugement dernier" de Jean Daigle avec Jacques Godin, Guy Nadon, Amulette Garneau. Mise en scène: Louis-Georges Carrier. Sem.: 20 h 30. Sam.: 17 h 00, 21 h 00. Relâche dim. lun.
THÉÂTRE DE QUAT'SOUS, Aux 4 Saoûls Bar — "La duchesse de Langeais" de Michel Tremblay avec Claude Gai. Ven. sam.: 23 h 00. Lun. mar.: 21 h 00. Dim.: 15 h 30. Rés.: 845-7277.
THÉÂTRE DU RIDEAU VERT, 4664 St-Denis (844-1793) — "Monsieur Amilcar" d'Yves Jamiaque avec François Cartier, Yvette Brind'amour, Gaétan Labrèche, Lenie Scoffie, François Trottier et Diane Lavallée. Mise en scène: Danièle J. Suissa. Mar. à sam.: 20 h 00. Dim.: 19 h 00.
THÉÂTRE DES VOYAGEMENTS, 5145 Saint-Laurent (274-7985) — "Broue" avec Marc Messier et Marcel Gauthier. Mar. à ven.: 20 h 30. Sam.: 19 h 00, 22 h 00. Relâche dim. lun.
THÉÂTRE DE L'ATELIER, R.R. 4, Sherbrooke — "Les faux brillants" de Jean-Claude Germain. Rés.: 563-1778. Mar. à sam.: 20 h 30.
GRAND THÉÂTRE, 269 est, boul. St-Cyrille (643-4975) Salle Octave-Crémazie — Les lundis du conservatoire 20 h 30. Au salon: "Surprise, surprise" de Michel Tremblay. 12 h 10.
CENTRE NATIONAL DES ARTS, Ottawa 1-(613)996-5051 — Opéra — Ottawa Symphony Orchestra, 20 h 30.
CENTRE NATIONAL DES ARTS, Théâtre "Balconville" de David Fennario, lun. à ven.: 20 h 00, sam.: 14 h 00, 20 h 00.
CENTRE NATIONAL DES ARTS, Studio "Les Femmes savantes" de Molière, 20 h 00. Relâche dim.

on peut vaincre le cancer

SOCIÉTÉ CANADIENNE DU CANCER

Le potentiel archéologique du vieux port de Québec menacé?

L'Association des archéologues du Québec (AAQ) a demandé à Parcs Canada d'intervenir d'urgence dans le vieux port de Québec afin de sauvegarder et de mettre en valeur un potentiel archéologique menacé par de vastes travaux d'aménagement.

Ces travaux ont débuté afin que des archéologues aient l'occasion d'effectuer des sondages sur les lieux. « Selon l'évaluation formulée par des professionnels membres de l'AAQ, le sous-sol et l'ensemble des terrains du vieux port regorgent de pièces et de renseignements susceptibles d'enrichir de manière importante le trésor patrimonial national » affirme M. Daniel Chevrier, président de l'AAQ, dans une communication adressée à Parcs Canada.

Les travaux d'aménagement, évalués à $50 millions, ont lieu dans un territoire qui ne fait partie ni d'un parc national, ni d'un lieu officiellement reconnu comme ayant une importance historique nationale. Parcs Canada, le seul organisme fédéral ayant une expertise en archéologie, n'est pas directement engagé dans ces travaux et, en l'absence d'une reconnaissance officielle, n'aurait pas les pouvoirs suffisants pour intervenir.

Cet organisme a, pourtant, la mission de « sauvegarder à jamais les endroits qui constituent d'importants exemples du patrimoine naturel et culturel du Canada et favoriser chez le public la connaissance, l'appréciation et la jouissance de ce patrimoine de manière à le léguer intact aux générations à venir » selon l'énoncé de politique du gouvernement fédéral.

« Les faiblesses de la loi ne suffisent pas à justifier qu'on mette en péril un vaste potentiel archéologique net historique qui existe bel et bien en dépit de sa non reconnaissance officielle par la Commission nationale des lieux et monuments historiques », affirme l'AAQ.

D'autant plus que le gouvernement fédéral a, depuis le printemps dernier, des études préliminaires faisant état du potentiel archéologique et des mesures à prendre pour le confirmer.

À l'occasion de certains travaux près des entrepôts et de la construction de nouveaux quais, des pièces et des structures anciennes ont été mises à jour témoignant de la présence dans le sous-sol d'une occupation ancienne. Tout au plus, Parcs Canada a-t-il demandé d'effectuer quelques travaux près d'un entrepôt sans pousser plus loin ses démarches et mettre en place un véritable programme de recherches historiques et archéologiques intégré au programme quinquennal d'aménagement du vieux port.

Le programme d'aménagement du vieux port demeure la responsabilité ultime d'un comité interministériel dont font partie le ministère des Travaux publics, la Société canadienne d'hypothèque et de logement, la Commission des ports nationaux et Parcs Canada.

La poursuite des travaux sans apparente préoccupation pour le patrimoine fait craindre à l'AAQ la destruction « par négligence ou par conformisme administratif » d'un lieu riche en enseignement sur la vie maritime.

L'AAQ rappelle au gouvernement fédéral qu'il a adhéré à un accord international sur la protection du patrimoine et qu'il doit demeurer cohérent avec ses engagements et ses politiques.

Un tireur tue deux spectateurs

BRUXELLES (AFP) — Deux personnes, qui assistaient à un cross à Hannut, à une soixantaine de kilomètres au sud-est de Bruxelles, ont été tuées et neuf autres blessées par un déséquilibré qui a tiré sur la foule.

Un jeune garçon se trouvait dimanche soir dans un état très grave. Le meurtrier, Odon Renard, un militaire de carrière de 25 ans, était posté derrière les tribunes du public. Il a tiré 48 balles avec deux fusils de type Winchester.

Il s'agit, selon la police, d'un déséquilibré qui suit un traitement psychiatrique dans un hôpital d'Anvers et qui avait reçu une autorisation de sortie pour le week-end.

Les deux victimes, de nationalité belge, sont Mlle Bernadette Fraiture, 16 ans et Mme Helena Verhofstadt, 24 ans. Elles ont toutes deux été tuées sur le coup.

La course allait s'achever lorsque les coups de feu ont claqué, ont raconté plusieurs témoins. Le meurtrier a tiré au hasard, tous azimuts, sur les quelques centaines de personnes qui suivaient l'arrivée du cross.

Course à la présidence du PC-Q

Professeur de droit constitutionnel à l'Université Concordia, M. Marcel Danis est la troisième personne, après MM. Jean Guilbault et François DeSales Robert, à annoncer sa condidature à la présidence de l'Association québécoise du Parti conservateur fédéral du Québec.

Au cours du congrès général de l'aile québécoise du Parti conservateur, qui se tiendra à compter du 30 novembre à Québec, les délégués renouvelleront leur exécutif provincial, resté inchangé depuis trois ans, et traiteront des trois thèmes: la politique fiscale du gouvernement fédéral, les sociétés de la Couronne et le rôle de l'Etat.

M. Danis constate que ce programme accuse une lacune grave: « On a oublié de mettre à l'ordre du jour la question constitutionnelle et le référendum québécois! » Aussi se propose-t-il, s'il est élu à la présidence, de commander un congrès spécial sur cette question d'ici quelques mois.

Le président sortant de l'Association est M. Roch LaSalle, qui ne recherche pas un nouveau mandat. Outre M. Danis, deux hommes voudraient remplacer M. LaSalle: M. Jean Guilbault, avocat, était le conseiller juridique du Parti conservateur au cours de l'élection fédérale de mai dernier: M. François DeSales Robert, lui, y fut candidat conservateur (défait) dans le comté de Blainville-Deux-Montagnes.

Les trois ministres conservateurs du Québec, MM. Roch LaSalle, Martial Asselin et Jacques Flynn, resteront neutres d'ici le congrès de la fin novembre quant aux candidats à la présidence de l'Association.

M. Danis estime qu'un Parti conservateur provincial doit voir le jour au Québec, mais il s'oppose à ceux qui souhaitent sa création avant le référendum du printemps prochain. M. Danis parle, pour sa part, d'un congrès de fondation pour l'automne 1980.

« Ce nouveau parti, confie-t-il, devrait, dans un premier temps, sortir des structures du Parti conservateur fédéral et faire appel à ses moyens financiers, puis en venir à remplacer l'Union nationale. »

UNE AVENTURE AFRICAINE À SEULEMENT 6½ HEURES DE VOL DÉCOUVREZ LE

SENEGAL

LE PARADIS DES VACANCES COMPLÈTES







- Un climat tempéré à l'année longue • PARCS NATIONAUX
- PLAGES • PÊCHE EN HAUTE-MER • SPORTS
- L'Ile de Goree point de départ d'antan

À seulement 6½ heures de vol de New-York, il est maintenant possible de participer au Safari africain ou vous étendre sur les plus magnifiques plages du Sénégal ... paradis de l'Afrique.
Vol direct à Dakar, la fameuse cité cosmopolite, qui est un bijou des côtes de l'Atlantique. Vous pouvez prendre des excursions spéciales pour ce paradis de vacances complètes qu'est le Sénégal, une vraie aventure africaine.
Pour plus de détails, voyez votre agent de voyages ou postez ce coupon ci-dessous * De New-York par jet.

Bureau touristique du gouvernement du Sénégal
200 ave. du Parc, New-York, N.Y. 10017
J'aimerais recevoir plus de renseignements sur le Sénégal.
NOM .....
ADRESSE .....
VILLE ..... PROV. ..... CODE ..... Dept 33

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

Certificats de perfectionnement professionnel (30 cr.)
Hiver 1980

- Animation
- Consommation et famille I
- Consommation et famille II
- Coopération
- Criminologie I
- Criminologie II
- Culture et civilisation
- Etudes québécoises
- Gérontologie
- Information et journalisme
- Loisir
- Publicité
- Récréation
- Relations industrielles I
- Relations industrielles II
- Relations interpersonnelles
- Relations publiques
- Santé et sécurité du travail
- Sciences de la communication
- Sciences infirmières: milieu clinique
- Sciences infirmières: organisation des soins et éducation
- Sciences infirmières: santé communautaire
- Toxicomanies: prévention et intervention
- Traduction I
- Traduction II

Pour les enseignants en particulier

- Animation de la vie étudiante
- Animation pédagogique des bibliothèques
- Consommation et famille I
- Consommation et famille II
- Enseignement à l'élémentaire
- Enseignement de l'éducation physique à l'élémentaire
- Enseignement des mathématiques et des sciences à l'élémentaire
- Enseignement du français, langue seconde

Trois certificats donnent droit à un baccalauréat ès arts ou à un baccalauréat ès sciences.

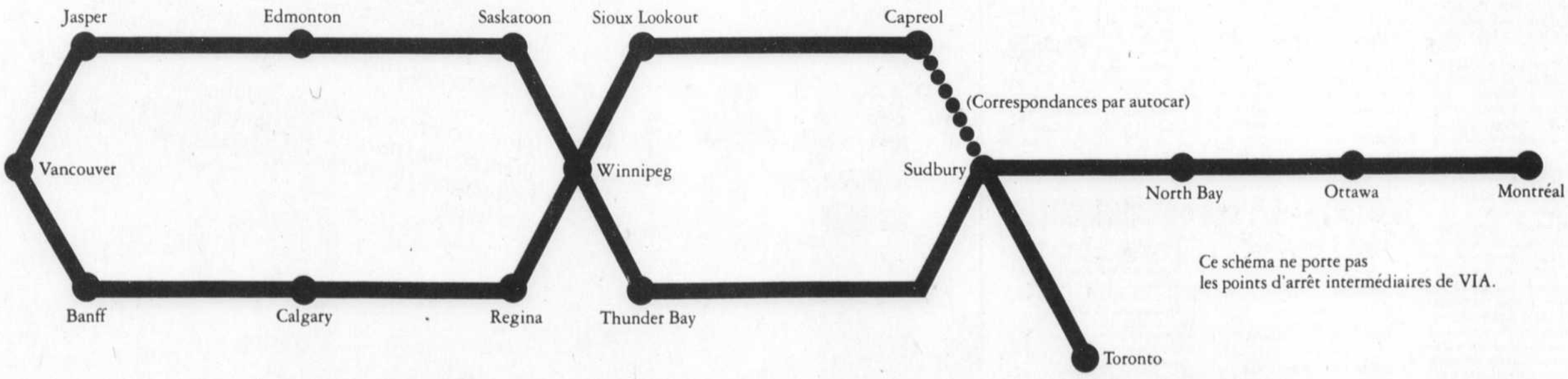
ADMISSION ET INSCRIPTION: JUSQU'AU 30 NOVEMBRE

Renseignements:

FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
3333, chemin Queen Mary,
6e étage
Tél.: 343-6090

La nouvelle liaison ouest de VIA est maintenant en vigueur.

Avant de prendre le train, prière de tenir compte de ces changements.



Le transcontinental vers l'Ouest:

Deux trains assurent un service quotidien: le Canadien, en provenance de Montréal, et le Super Continental, en provenance de Toronto. Chacun est doté de toutes les commodités: chambres spacieuses, chambrettes confortables, couchettes économiques, salons et salles de séjour, voitures-restaurant et casse-croûte. Les deux trains se rejoignent à Sudbury où ils s'unissent pour se rendre à Winnipeg via Thunder Bay.

À Winnipeg, le Super Continental est reformé pour assurer la liaison avec Vancouver, via Saskatoon et Edmonton. Les voyageurs dont la destination est sur le parcours nord prennent ce train. Ceux qui voyagent en voiture-lits n'ont pas à quitter leur voiture; ceux qui sont en coach et en Superconfort doivent passer d'un train à l'autre. Les autres voyageurs, dont la destination se trouve sur le parcours sud qui passe par Regina et Calgary pour atteindre Vancouver, poursuivent leur route dans le même train.

Le transcontinental vers l'Est:

Deux trains quotidiens quittent la gare CN à Vancouver et suivent, un la voie nord et l'autre la voie sud jusqu'à Winnipeg. Le train qui se rend directement à Montréal/Toronto passe par Banff, Calgary et Regina sur la voie sud.

Les voyageurs qui empruntent le parcours nord et dont la destination est à l'est de Winnipeg changent de train dans cette ville. Seuls les voyageurs en voiture-lits n'ont pas à changer de voiture.

Service du nord de l'Ontario:

Des trains offrant un service complet assurent la liaison entre Capreol et Winnipeg six jours par semaine dans les deux sens. Un service d'autocar relie Capreol et Sudbury pour les voyageurs dont la destination ou le point de départ est à l'est ou au sud de Capreol. Une correspondance est prévue à Winnipeg pour les voyageurs dont la destination ou le point de départ est plus à l'ouest.

Pour tous renseignements sur les tarifs, les places disponibles et les correspondances appropriées vers d'autres destinations VIA à travers le Canada, y compris les Maritimes, appelez VIA ou votre agent de voyages.

l'invitation au voyage

VIA

SPORTS

Montréal en Coupe Grey contre Edmonton

La défensive des Alouettes donne raison à Scannella

par Laurent Pepin

« Avec la défensive que nous avions il y a un mois, nous n'aurions jamais atteint la finale de la Coupe Grey ».

C'est en ces termes que Joe Scanella a commenté la victoire des Alouettes de Montréal sur les Rough Riders d'Ottawa, 17-6, lors de la finale de la section Est, samedi au Stade olympique. Ainsi les Alouettes affronteront-ils les Eskimos d'Edmonton en finale de la Coupe Grey pour la cinquième fois en six ans, dimanche prochain au Stade olympique.

Il faut dire que l'entraîneur-chef des Alouettes attendaient cette victoire depuis longtemps. « Je suis personnellement très heureux, a-t-il dit après le match. Quand j'ai effectué les changements à notre défensive il y a un mois, on ne s'est pas gêné pour me critiquer. Pourtant, c'est la défensive qui nous a permis de nous rendre à la Coupe Grey », a ajouté Scannella.

Limitant les Rough Riders à seulement cinq premiers jeux et 59 verges de gains nets, dont seulement 10 en deuxième demie, la défensive des Alouettes, inspirée par Junior Ah You, qui a possiblement joué son meilleur match de l'année, a effectivement gagné la partie pour les Alouettes.

« Les quatre joueurs de notre première ligne ont joué leur meilleure partie de la saison, a confirmé Scannella. Les ailiers-défensifs Ah You et Tony Pettrucio ont empêché le quart-arrière Condredge Holloway d'aller vers l'extérieur, tandis que Glen Weir et Gordon Judges lui obstruaient tout simplement la vue et l'empêchaient de voir ses receveurs », a fait remarquer l'entraîneur-chef des Alouettes.

C'est Glen Weir qui a d'ailleurs donné le ton au match en coupant l'herbe sous le pied à Condredge Holloway derrière sa ligne de mêlée dès la première série à l'attaque des Riders. Même avec le gros Wes Phillips (un bloqueur de 6'6" et 275 livres) sur le dos, Weir a atteint Holloway et lui a infligé une perte de six verges.

Weir et Ah You ont poursuivi sur cette lancée durant toute la partie, traumatisant ainsi Holloway à un point tel que le quart-arrière des Riders n'a pas vu de la partie Tony Gabriel, qui était libre plus souvent qu'à son tour.

« Nos éclaireurs ont aussi remarqué que Gabriel était souvent démarqué, a commenté l'entraîneur-chef des Riders, George Brancato. Nous avons donc dit à Condredge Holloway de regarder de son côté et de lui lancer le ballon, mais il ne l'a pas fait. »

Tirant de l'arrière 7-6 avec deux minutes à faire, les Riders auraient d'ailleurs pu remonter la pente si le remplaçant de Holloway, Jimmy Jones, avait bien lancé à Gabriel, qui était en mesure de capter une passe à la ligne de 45 des Alouettes. Jones a cependant lancé par-dessus la tête de Gabriel, et le ballon est allé choir dans les mains de Larry Uteck, qui a retourné cette interception sur une distance de 69 verges et ainsi enregistrer le touché qui scellait l'issue du match.

« Gabriel était libre, a dit Brancato. Si Jones avait bien lancé, nous aurions récolté un premier jeu et nous aurions pu au moins inscrire un placement. Cette passe était définitivement trop haute et trop longue », a-t-il dit.

« C'est vrai que ce fut une interception facile, a admis Uteck. Toutefois, j'étais au bon endroit car j'avais la responsabilité de surveiller les receveurs de passes des Rough Riders allant vers l'intérieur. Vous devez aussi donner le crédit à notre ligne première, car la pression exercée sur Holloway et Jones était très forte », a ajouté le demi-défensif des Alouettes.

« Je tiens absolutment à féliciter la défensive des Alouettes, a pour sa part commenté l'instructeur des secondeurs des Riders, Bob O'Billovich. C'est le signe des grandes équipes que d'effectuer les jeux comme celui de Uteck et les Alouettes ont gagné grâce à un tel jeu. Leur défensive s'est présentée sur le terrain avec l'idée de nous botter le derrière et c'est ce qu'elle a fait ».

O'Billovich était d'autre part déçu pour la défensive des Riders, qui a réussi à limiter David Green à 86 verges de gains terrestres en 23 courses. Contrairement à ce qui c'était produit lors du dernier match entre les deux équipes, les Riders n'ont presque pas utilisé le blitz, mais ont plutôt présenté une défensive avec trois joueurs à la première ligne et quatre secondeurs, qui ont contenu les élans de Green.

« S'il est vrai que notre défensive a joué une forte partie, il faut dire que la défensive des Riders, principalement Mike Raines, a également été à la hauteur, a dit à ce sujet Scannella. J'admets que Joe Barnes a mal lancé le ballon, mais leur défensive a quand même joué une grosse partie », a-t-il ajouté.

Barnes a d'ailleurs lancé le ballon tellement mal que cela aurait pu coûter la victoire aux Alouettes. Complétant seulement 10 de ses 25 passes, Barnes s'est montré absolument incapable de faire avancer l'attaque montréalaise, et son imprécision lui a attiré les huées de la foule à plusieurs reprises.

« La pression de la première ligne des Riders était très forte en première demie, Barnes de s'excuser. En deuxième demie toutefois, j'ai éprouvé de nombreuses difficultés car je forçais trop mes tirs. J'admets que ce ne fut pas ma meilleure partie de la saison ».

Si Barnes n'a pas disputé son meilleur match de l'année, on ne peut en dire autant de l'ailier défensif Junior Ah You, que le public a ovationné pendant la partie lorsque ses plaqués à l'endroit de Holloway ont fait reculer l'offensive des Riders.

Après avoir accepté les félicitations de ses coéquipiers, Ah You, qui a largement dominé son équipe au chapitre des plaqués, a dit avoir pressenti l'interception de Uteck. « Je savais que notre défensive allait arrêter les Riders à la fin de la partie, a dit Ah You. Lorsque vous jouez en équipe comme nous l'avons fait, vous avez toujours l'impression que vous allez arrêter l'adversaire. Tous me disent que j'ai bien joué, mais la défensive des Alouettes dans son ensemble joue mieux lorsqu'elle travaille en équipe comme nous l'avons fait contre les Riders, alors que la pression sur le quart-arrière a été rendue possible par la couverture effectuée par les secondeurs et les demis défensifs et vice versa ».

« Jamais au cours de ma carrière je n'ai assisté à une telle performance défensive », a conclu Scannella.

Alouettes 17, Rough Riders 6

Premier quart

MONTRÉAL: Placement de Sweet, 22 vgs 9:04

Deuxième quart

OTTAWA: Placement d'Organ, 45 vgs ... 3:36
OTTAWA: Placement d'Organ, 22 vgs ... 12:59

Troisième quart

MONTRÉAL: Simple de Sweet, 45 vgs .. 7:04

Quatrième quart

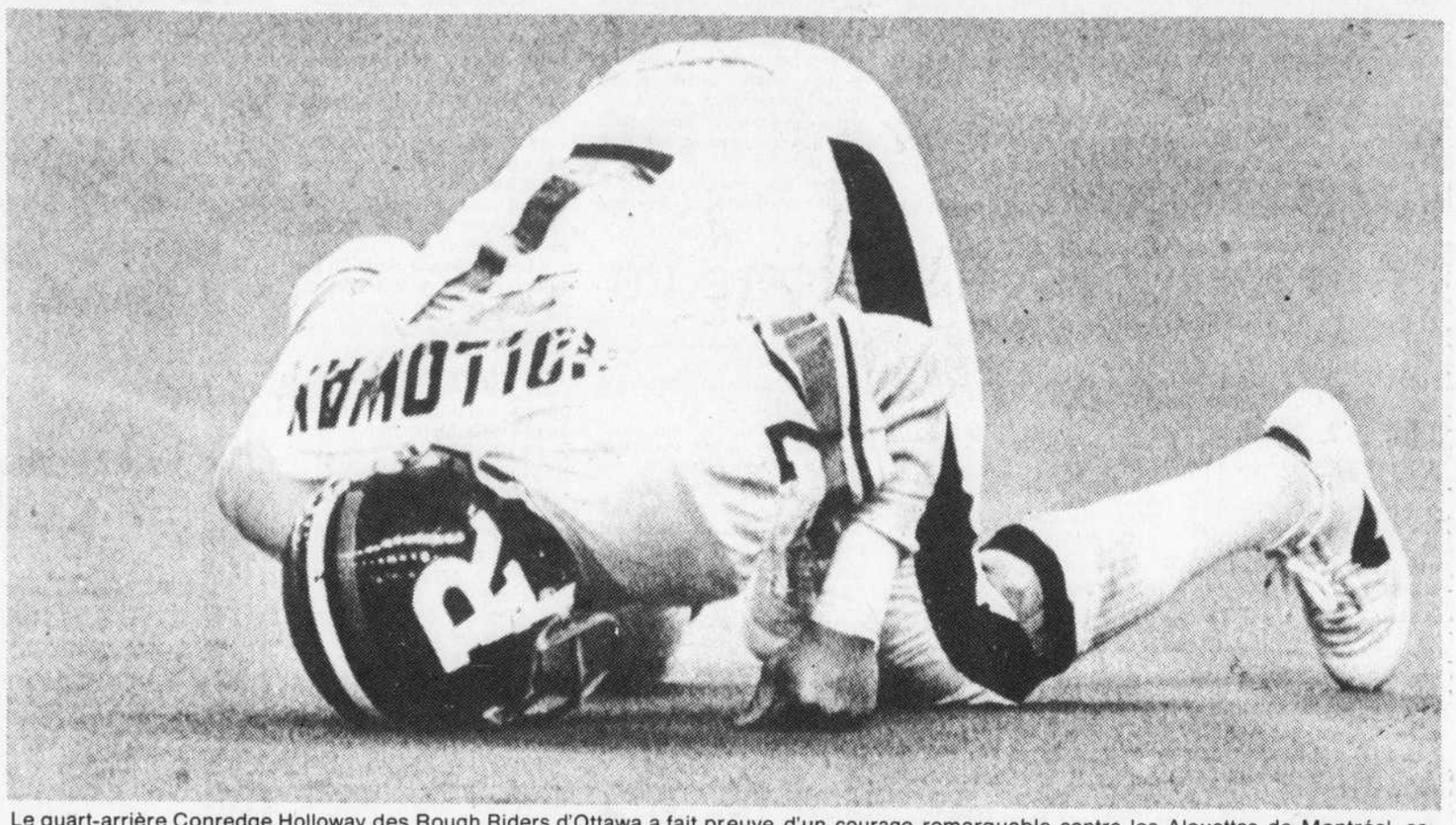
MONTRÉAL: Placement de Sweet, 16 vgs 3:13
MONTRÉAL: Touché de Uteck, course de 69 vgs après interception, transformation de Sweet ... 12:58
MONTRÉAL: Placement de Sweet, 21 vgs 14:39

OTTAWA	0	6	0	0	—6
MONTRÉAL	3	0	13		—17

Assistance: 35,103.

	Ottawa	Montréal
Premiers essais	5	15
Vges au sol	36	109
Dans les airs	47	99
Offensive	59	193
Tentées-complétées	10-26	10-25
Interceptions	1	4
Bottés-moy.	10-38	13-33
échappés-perdus	0	0
Pénalités-vges	4-35	9-117

COURSES: Montréal, Green 23-86, O'Leary 6-18. Ottawa, Mofford 4-22, Crump 9-16
Passes Montréal, O'Leary 3-13, Baker 2-37,Dalla Riva 2-24. Green 2-14, Ottawa, Crump 3-moins 7, Gabriel 2-30, Stenerson 2-9.
PASSEURS: Montréal, Barnes 10-25, 99 vges, 1 interception. Ottawa, Holloway 10-22, 47 vges, 2 interceptions; Jones 0-4, 2 interceptions.



Le quart-arrière Conredge Holloway des Rough Riders d'Ottawa a fait preuve d'un courage remarquable contre les Alouettes de Montréal, samedi, au stade olympique. Sévèrement plaqué par Glen Weir en fin de match, Holloway, déjà blessé, a dû quitter le terrain en titubant. Les Alouettes ont aussitôt intercepté une passe de son adjoint Jimmy Jones pour finalement l'emporter 17-6. (Photolaser CP)

Les Eskimos éliminent Calgary grâce à Moon

EDMONTON (d'après CP) — Les Eskimos d'Edmonton affronteront encore une fois les Alouettes en grande finale du football canadien. Il s'agira de la cinquième confrontation en six ans entre les deux équipes.

Les Eskimos ont en effet accédé à la finale de la Coupe Grey hier en défaisant les Stampeders de Calgary 19-7 devant 43,033 spectateurs au Stade du Commonwealth, à Edmonton.

John Konehowski et Brain Kelly ont réussi deux touchés au deuxième quart pour lancer les Eskimos vers la victoire. Konehowski a saisi une passe de 32 verges de Warren Moon, et Kelly une passe de 18 verges. Jusque-là les Eskimos avaient été incapables de soutenir une attaque le quart débutant Tom Wilkinson étant dans l'impossibilité de compléter une seule passe dans les 16 premières minutes de jeu. Les Eskimos ont patienté jusqu'au deuxième quart avant d'obtenir un premier jeu, à la suite d'une passe de Moon saisie par Tom Scott, à 7:20 minutes.

Les Stampeders ont pris l'avance 3-0 grâce à un placement de 37 verges par J.T. Hay, au deuxième quart. Mais les Eskimos ont aussitôt répliqué 27 secondes plus tard, marquant un premier touché, celui de Konehowski. Dave Cuttler a ajouté un placement et un simple. John Ilisic a également réussi un simple. Tous les points du Calgary ont été réussis par Hay, auteurs de 2 placements et un simple.

Le touché de Konehowski a couronné une poussée de 75 verges en quatre jeux. Il a battu le demi de coin Terry Irvin. A noter que les Stampeders, peu menacants, n'ont franchi la ligne de 30 des Eskimos qu'une seule fois au cours du match, à la suite d'une passe de 68 verges de Ken Johnson à Willie Hampstead, au premier quart. Le jeu aurait pu procurer une avance d'un touché aux Stampeders, si Hampstead n'avait pas échappé le ballon, à la ligne de cinq verges, lorsque rejoint par Pete Lavorato.

FOOTBALL

Ligue Canadienne

Samedi

(Finale de l'est)
Montréal 17, Ottawa 6

Hier

(Finale de l'ouest)
Edmonton 19, Calgary 7

Dimanche

Coupe Grey, à Montréal

Ligue Nationale

Hier

Washington 34, Dallas 20
Cleveland 30, Miami 24
Buffalo 20, Green Bay 12
N.-Angleterre 50, Baltimore 21
Chicago 23, Jets NY 13
Philadelphie 16, St-Louis 13
Minnesota 14, Détroit 7
Tampa Bay 31, Giants NY 3
Kansas City 24, Oakland 21
San Diego 35, Pittsburgh 7
Seattle 38, N.-Orléans 24
Denver 38, San Francisco 28
Houston 42, Cincinnati 21

Aujourd'hui

Atlanta à Los Angeles

LIGUE NATIONALE

Conférence Américaine

Section Est

	pj	g	p	n	pp	pc	moy.
N.-ANGLETERRE	12	8	4	0	321	221	.667
MIAMI	12	7	5	0	222	172	.583
BUFFALO	12	6	6	0	223	209	.500
NYJETS	12	5	7	0	246	286	.417
BALTIMORE	12	4	8	0	192	176	.333

Section Centrale

PITTSBURGH	12	9	3	0	301	195	.750
HOUSTON	12	9	3	0	285	250	.750
CLEVELAND	12	8	4	0	289	277	.667
CINCINNATI	12	2	10	0	256	316	.167

Section Ouest

SAN DIEGO	12	9	3	0	305	204	.750
DENVER	12	9	3	0	230	187	.750
SEATTLE	12	6	6	0	270	81	.500
OAKLAND	12	6	6	0	266	249	.500
KANSAS CITY	12	5	7	0	184	203	.417

Conférence Nationale

Section Est

DALLAS	12	8	4	0	260	225	.667
WASHINGTON	12	8	4	0	242	211	.667
PHILADELPHIE	12	8	4	0	231	221	.667
NYGIANTS	12	5	7	0	189	229	.417
ST-LOUIS	12	3	9	0	231	252	.250

Section Centrale

TAMPA BAY	12	9	3	0	241	177	.750
CHICAGO	12	7	5	0	182	258	417
MINNESOTA	12	5	7	0	182	258	.417
GREEN BAY	12	4	8	0	183	229	.333
DETROIT	12	1	11	0	169	275	.083

Section Ouest

NOUVELLE ORLÉANS	12	6	6	0	269	263	.500
LOS ANGELES	11	5	6	0	202	212	.455
ATLANTA	11	4	7	0	208	250	.384
SAN FRANCISCO	12	1	11	0	234	339	.083

les architectes
LONGPRÉ MARCHAND
Montréal - 842-1401

ARCHITECTES
DAVID, BOULVA CLEVE
ARCHITECTES
1253 ave McGill College
Suite 800
MONTRÉAL - 866-8621

DÉCORATEURS ENSEMBLIERS
MADELEINE ARBOUR
BERNARD MORISSET
DÉCORATEURS-ENSEMBLIERS
DESIGNERS D'INTÉRIEURS
878-3846
266 est, St-Paul, Vieux Montréal

Confiez votre monde au plus grand

Votre maison, votre auto et tous vos biens, un p'tit monde que vous aimeriez mettre bien à l'abri. S'assurer ce n'est pas tout, il faut être rassuré. Rassuré d'être complètement protégé, de faire affaire avec une compagnie solide et surtout d'être bien traité au moment des dédommagements.

Pour être rassuré, demandez à votre courtier d'assurance de vous recommander ce qu'il y a de mieux. Parmi toutes les compagnies qu'il représente, il devrait vous recommander l'Assurance Royale, le plus important assureur d'automobiles, d'habitations et d'entreprises au pays. Il n'y a personne de mieux placé que lui pour connaître la philosophie de la Royale: vous offrir un service des sinistres et réclamations fiable, équitable et rapide. Mais pour vous faire conseiller l'Assurance Royale, vous devez poser la bonne question: "Pouvez-vous m'offrir **ce qu'il y a de mieux?**"

Nous sommes vraiment intéressés à ce que vous soyez très prudent dans le choix de votre compagnie d'assurance...c'est aussi à notre avantage.



Rassurez-vous avec ce qu'il y a de mieux.

l'Assurance Royale
Canada

SPORTS

Le Canadien se retrouve maintenant avec trois gardiens de premier plan

LOS ANGELES — Richard Sévigny fera-t-il oublier Ken Dryden? La question vaut la peine d'être posée, surtout à la lumière d'une autre brillante performance du jeune gardien, samedi, alors que le Canadien a vaincu les Kings 3-1 devant 16,005 personnes à Los Angeles.

Sévigny a maintenant remporté trois matchs contre aucun revers depuis son rappel des Voyageurs de la Nouvelle-Ecosse. Il a battu les Blues de St-Louis, les Rockies du Colorado et maintenant les Kings de Los Angeles, trois clubs devant lesquels il n'a flanché qu'une seule fois par match. Sévigny n'a concédé que trois buts en trois matchs.

Mario Tremblay, en première, Guy Lafleur, en deuxième, et Pierre Larouche, à 2:47 de la fin du match, ont marqué les buts du Tricolore maintenant invaincu à ses quatre dernières parties à l'étranger. Lafleur a également obtenu une passe, sur le but de Larouche, et son but lui a permis de rejoindre Marcel Dionne et Charlie Simmer, des Kings, au chapitre des buts comptés, soit 17.

Fait à noter, le trio de Dionne, Simmer et Dave Taylor a été tenu en échec pour la première fois en 18 parties cette saison, et pour la première fois en 56 parties consécutives depuis l'an dernier.

Il faut dire qu'ils n'avaient jamais fait face à Sévigny qui, samedi, a été particulièrement brillant contre Dionne. Les Kings présentent la meilleure offensive de la Nationale, ayant compté 79 buts, mais un seul contre Sévigny qui a repoussé 28 des 29 tirs dirigés vers lui.

Le Canadien a un dossier de quatre victoires, deux défaites et trois matchs nuls à l'étranger. Ils affrontaient hier soir les Canucks de Vancouver, à 22h, heure de Montréal.

Une hirondelle ne fait le printemps, mais force est d'admettre que Sévigny, — seul Butch Goring l'a déjoué, — connait un excellent début de carrière avec le Canadien. Avant de flancher, en troisième, Sévigny n'avait pas accordé un seul but en 104 minutes consécutives, et deux seulement depuis qu'on lui a demandé de remplacer Dennis Herron à Saint-Louis, la semaine dernière.

Devant le feu irrégulier de Michel Larocque, il est donc plus que probable que Sévigny protégera le filet du Tricolore le plus souvent possible jusqu'au retour de Herron, au rancart pendant encore un mois en raison d'une fracture de la clavicule.

Hier soir Canadien 2, Canucks 5

Avec Herron, dont tous vantent les talents et les excellents réflexes, et maintenant Sévigny, qui ne peut que s'améliorer au fur et à mesure que la saison progressera, l'instructeur Bernard Geoffrion compte maintenant sur un surplus de bons gardiens, ce qui rend Larocque disponible sur le marché des échanges. Et dire que Geoffrion craignait, en début de saison, que la perte de Dryden coûte quelques matchs à son équipe.

Parlant de Geoffrion, il n'est plus le quatrième meilleur compteur de l'histoire du Canadien, puisque Lafleur l'a devancé en marquant samedi son 372e but en carrière. Il a fait dévié un tir de Serge Savard, un lancer de 55 pieds que le gardien Mario Lessard n'a pu parer.

Ce qui a fait dire à Lafleur qu'il pouvait donc accrocher ses patins, maintenant qu'il a devancé son patron, Geoffrion, qui souffre par les temps qui courent d'une blessure au dos. Il n'est pas aussi facile qu'on le pense de piloter le Canadien.

Lafleur a porté sa fiche à 30 points, 17 buts et 13 passes, mais il est encore loin de Marcel Dionne qui présente un impressionnant dossier de 41 points, 17 buts et 24 passes. Ses coéquipiers Charlie Simmer et Dave Taylor ont 30 points chacun, le même total que Lafleur.

Le but de Lafleur a procuré une avance de 2-0 au Canadien qui a ouvert le pointage, en première, grâce à un but de Mario Tremblay. Il a pris le retour d'un lancer de Larry Robinson pour tromper la vigilance de Lessard. Il s'agissait du quatrième but de la saison de Tremblay. Quant à Larouche, il a lui aussi déjoué Lessard d'un retour de lancer de Lafleur.

ÉCHOS — Le cas Murray Wilson: les Kings ont annoncé samedi avoir suspendu Wilson pour avoir refusé de jouer à Binghampton, un club école des Kings. Wilson, 27 ans, prétend être blessé à une cheville, les Kings allèguent le contraire. Il n'a pas joué un seul match cette année. Il a compté 11 buts en 58 parties l'an dernier... En l'emportant contre les Kings, le Canadien a augmenté à cinq points son avance en tête du classement de la section Norris. Leurs adversaires d'hier, les Canucks de Vancouver, dominent la section Smythe, avec 21 points... Les Jets de Winnipeg seront les prochains adversaires du Canadien, jeudi au Forum. L'ailier gauche Bobby Hull fera ainsi un retour dans l'amphithéâtre de la rue Sainte-Catherine après sept ans dans l'AMH. Il est vrai que Hull a joué au Forum au tournoi de la Coupe Canada en 1976, mais comme représentant du circuit maudit.

Edgar Théorêt vise les Jeux olympiques de 84

par Guy Robillard

La première tranche de la Coupe du Québec de natation, une série de quatre épreuves en bassin de 50 mètres, a eu lieu samedi et dimanche au centre Claude-Robillard. Réservée aux meilleurs nageurs du Québec, cette série a pour but de les préparer à des compétitions internationales disputées dans des conditions identiques. Les jeunes rêvent évidemment aux Jeux de Moscou de l'an prochain, mais le directeur général de la Fédération de natation du Québec (FNQ), Edgar Théorêt, lui, préfère penser à ceux de Los Angeles, en 1984.

« De plus en plus, prétend M. Théorêt, la planification d'une Olympiade représente une affaire de trois ou quatre ans, sinon on manque le bateau. Et c'est peut-être ce que nous avons fait en ne réagissant pas assez rapidement après les Jeux de 1976.

« Il y a eu un relâchement normal, dit-il. De plus, après le programme Mission-Québec 1976, on s'est longtemps demandé ce qu'il adviendrait de l'Institut des sports du Québec et quel sort serait fait à l'élite. Le départ de nos meilleurs entraîneurs, accompagnés de quelques-uns de nos meilleurs nageurs (Peter Szmidt, Wendy Quirk etc.) n'a évidemment pas facilité les choses », a-t-il ajouté.

De sorte qu'aujourd'hui, à un an des Jeux olympiques, le Québec se retrouve dans une position moins enviable qu'en 1975 et quand on demande à M. Théorêt quels sont les meilleurs espoirs de la province, après Anne Jardin et Johanne Bédard (deuxième au 200-mètres-brasse lors des Jeux panaméricains), il doit citer des noms comme ceux de Jennifer Boulianne, Line Chénard, Marco Veilleux, Michelle Coulombs, Lucie Danis, Nathalie Gingras, Bobby Howitt, Philippe Blanchard etc., tous d'excellents nageurs ici au Québec, mais qui sont loin d'avoir fait leurs preuves face aux meilleurs internationaux. Le meilleur essor du groupe est peut-être Marco Veilleux, du club CAMO, qui, à 16 ans seulement s'est permis de devancer Graham Smith aux championnats canadiens dans sa spécialité du 200m.-brasse.

Mais en général, le problème de la relève s'avère inquiétant. Le Québec développe de bons nageurs, supérieurs à la moyenne mondial, mais un cran en deça de l'élite canadienne. Pourtant cette fois-ci, il n'y a rien à reprocher à la FNQ, qui remplie compétitions et programmes de développement dans une atmosphère saine, sans les querelles internes et les discordes qui apparaissent souvent ailleurs. Alors qu'en est-il de ce problème?

« Il faut toujours revenir au problème des études », répond M. Théorêt. « Les anglophones ont plein de collèges et d'universités où ils peuvent nager et étudier tandis qu'au Québec, la situation commence à peine à s'améliorer. Quand arrive l'âge du Cégep, le jeune nageur doit presque obligatoirement abandonner ou tout le moins négliger l'entraînement, faute de facilités adéquates. C'est ce point que nous voulons améliorer d'ici 1984, en faisant la promotion de la natation collégiale et universitaire. Déjà, l'Université Laval présente un intéressant programme, dit-il.

D'autre part, M. Théorêt croit que surviendra seulement un exode d'entraîneurs semblable à celui des dernières années parce que là comme ailleurs, le marché s'est stabilisé. Il compte donc au Québec la nouvelle génération d'entraîneurs qu'il compte développer à l'aide d'un programme de formation déjà en marche et fructueux, le Québec semblant même à l'avant-garde en ce domaine. « Les excellents entraîneurs qui ont quitté ont aussi leur tort, soutient le directeur général de la Fédération. « Ils ne se préoccupaient que de l'élite et n'étaient intéressés qu'à voir leurs nageurs au sein de l'équipe nationale. Pendant ce temps ils négligeaient la masse, la relève.

« C'est pourquoi, pour 1984, nous nous sommes fixés un but de 20,000 nageurs au Québec et une représentation de 35 pour cent au sein de l'équipe olympique. Car, c'est de la masse que sortent les champions », précise-t-il.

Il y a quand même des points positifs au tableau, dont la nette augmentation de la représentativité francophone et l'émergence des clubs CAMO (Montréal) et Sélect de Québec à un niveau de résultats réservé jusqu'ici exclusivement au club de Pointe-Claire.

Ainsi, en fin de semaine, a-t-on pu assister aux victoires de plusieurs nageurs des clubs CAMO et Sélect de Québec. Parmi les vainqueurs du CAMO, retenons entre autres les noms de Marco Veilleux, Claude Picard et Philippe Blanchard, alors que Johanne Bédard, Denis Dufour, Nathalie Deschamps et François Morneau sont parmi les gagnants et gagnantes du club Sélect de Québec. Les représentants du club de Pointe-Claire ont également récolté leur large part de victoires, et ceci malgré l'absence de leurs meilleurs éléments masculins, en compétition aux Etats-Unis.

HOCKEY

Ligue Nationale

Vendredi
Atlanta 4, Rangers NY 2
Detroit 4, Washington 2
Vancouver 5, Pittsburgh 2
Québec 3, Winnipeg 2

Samedi
Montréal 3, Los Angeles 1
Boston 2, Toronto 0
Détroit 5, Islanders NY 4
Philadelphie 3, St-Louis 3
Hartford 4, Edmonton 0
Chicago 4, Colorado 1
Buffalo 4, Minnesota 2

Hier
Montréal 2, Vancouver 5
Québec 4, Toronto 2
Buffalo 9, Edmonton 7
Boston 5, Hartford 4
Atlanta 4, Washington 2
Rangers NY 5, St-Louis 3
Minnesota 3, Chicago 3
Pittsburgh 3, Winnipeg 2

Mardi
Islanders NY à St-Louis
Washington au Colorado
Los Angeles à Vancouver
Boston à Québec

Les pointeurs
(Parties d'hier non comprises)

	b	p	pts
Dionne, LA	17	24	41
Simmer, LA	17	13	30
Lafleur, Mtl	17	13	30
Taylor, LA	11	19	30
Trottier, NYI	11	17	28
Goring, LA	7	19	26
B. SMith, Min	6	18	24
Leach, Pha	14	8	22
MacDonald, Edm	12	10	22
Propp, Pha	9	13	22
MacAdam, Min	8	14	22
Gretzky, Edm	6	16	22

Ligue Majeure du Québec

Vendredi
Chicoutimi 6, Shawinigan 3
Montréal 7, Hull 4
Québec 6, Laval 3

Hier
Verdun 6, Shawinigan 5
Chicoutimi 7, Trois-Rivières 7
Cornwall 5, Québec 0
Sherbrooke 5, Montréal 4
Laval 5, Hull 5

Ce soir
Verdun à Laval

Mardi
Hull à Trois-Rivières

LIGUE NATIONALE

	pj	g	p	n	bp	bc	pts
1—PHILADELPHIE	16	13	1	2	73	51	28
2—BOSTON	17	12	2	3	64	41	27
3—MONTRÉAL	18	11	4	3	69	50	25
4—BUFFALO	19	11	5	3	71	53	25
5—MINNESOTA	17	9	4	4	79	60	22
6—VANCOUVER	18	8	5	5	65	55	21
7—ATLANTA	19	9	7	3	71	59	21
8—LOS ANGELES	19	8	7	4	79	80	20
9—RANGERS NY	19	9	9	1	67	62	19
10—TORONTO	18	8	9	1	67	62	17
11—PITTSBURGH	16	6	6	4	54	58	16
12—QUÉBEC	17	7	8	2	53	55	16
13—CHICAGO	18	5	7	6	46	53	16
14—ISLANDERS NY	16	6	7	3	61	57	15
15—HARTFORD	17	5	7	5	53	52	15
16—DETROIT	16	6	8	2	49	50	14
17—ST-LOUIS	19	5	10	4	51	71	14
18—WINNIPEG	18	5	10	3	40	66	13
19—WASHINGTON	19	4	13	2	56	80	10
20—EDMONTON	19	3	12	4	64	90	10
21—COLORADO	17	3	12	2	45	66	8

LIGUE MAJEURE DU QUÉBEC

Section Lebel

	pj	g	p	n	bp	bc	pts
MONTRÉAL	25	13	12	0	122	128	26
VERDUN	23	11	9	3	142	122	25
HULL	23	9	9	5	113	113	23
CORNWALL	25	11	13	1	125	131	23
LAVAL	25	3	20	2	97	180	8

Section Dilio

SHERBROOKE	25	16	7	2	148	109	34
CHICOUTIMI	24	16	7	1	158	118	33
TROIS-RIVIÈRES	24	11	9	4	141	119	26
SHAWINIGAN	25	11	11	3	109	117	25
QUÉBEC	23	9	13	1	114	132	19

SOMMAIRES

Samedi

Canadien 3, Kings 1
Première période
1—MONTREAL: Tremblay (4) Robinson 17:04
Pénalités: Mondou M 5:25, Halward LA, Lafleur M 12:15.
Troisième période
3—LOS ANGELES: Goring (7) Murphy 5:49
4—MONTREAL: Larouche (10) Lafleur 17:13
Pénalités: Jarvis M 2:14, Manery LA 3:49, 8:23.
Tirs au but

Montréal	10	11	8	—29
Los Angeles	10	7	12	—29

Gardiens: Sévigny (M); Lessard (LA).
Assistance—16,005.

Hier

Canadien - Canucks
Première période
1—VANCOUVER: Smyl 9 (Hughes, Lindgren) 5:24
Pénalité—Chartraw Mon 15:41.
Deuxième période
2—MONTREAL: Larouche 11 (Lafleur, Shutt) 2:54
3—VANCOUVER: Gradin 5 (Gillis, Snepts) 13:07
4—VANCOUVER: Gillis 5 (Ashton) 13:50
Pénalités—Houle Mon 7:34, Robinson Mon 11:50, Fraser Van 14:06.

North Stars 3, Black Hawks 3
Première période
1—CHICAGO, Mulvey 6 (Brown, Ruskonski) 0:47
2—MINNESOTA, Zanussi (Hartsburg, Sharpley) 14:52
Pénalités—Higgins Chi 6:07, Logan Chi 9:38, Logan Chi double-mineures, mauvaise conduite, Barrett Min double-mineure 11:56.
Deuxième période
3—CHICAGO, Mulvey 7 (Brown, Ruskowski) 0:29
4—CHICAGO, Ruskowski 5 (Murray, Mulvey) 10:58
5—MINNESOTA, Sharpley 15 (McCarthy, Hartsburg) 14:46
Pénalités—Bulley Chi 2:21, Sargent Min 11:28, Fox Chi 16:31.
Troisième période
6—MINNESOTA, Sargent 5 (Zanussi, Sharpley) 17:17
Pénalités—Preston Chi 3:56, Logan Chi 12:01.
Tirs au but:

Minnesota	16	15	13	—44
Chicago	10	10	4	—24

Gardiens—Edwards, Minnesota; Esposito, Chicago.
Assistance—9,659.

Penguins 3, Jets 2
Première période
Aucun point.
Pénalités—Smith Wpg (purgée par McTavish) 5:47, Bladon Pgh 8:59, Kindrachuk Pgh 13:57.
Deuxième période
1—PITTSBURGH: Kindrachuk 8 (Kehoe, Lonsberry) 3:20
2—WINNIPEG: Marsh 4 (Wilson, Drouin) 19:02
Punition—Lee Pgh 13:41.
Troisième période
3—PITTSBURGH: Kindrachuk 9 (Kehoe, McAdam) 1:48
4—PITTSBURGH: Kehoe 2 (Kindrachuk, Lonsberry) 5:48
5—WINNIPEG: Lindstrom 4 (Wilson, Norwich) 7:04
Punitions—Lukowhich Wpg 7:39, Smith Wpg (purgée Lindstrom) 11:37.
Tirs au but

Pittsburgh	3	12	16	—31
Winnipeg	14	12	7	—33

Gardiens—Holland, Pittsburgh; Smith, Winnipeg.
A—12,668.

Rangers 5, Blues 3
Première période
1—ST-LOUIS, Brownschidle 3 (Monahan, Zuke) 2:39
2—NYRANGERS, Murdoch 8 ..... 10:27
3—NYRANGERS, Murdoch 9 (Don Maloney, Esposito) 13:38
Pénalités- Maxwell StL 4:28, Beck NYR 5:34, Esposito NYR 14:34, Beck NYR 15:47, Dave Maloney NYR 18:53.
Deuxième période
4—NYRANGERS, Don Maloney 5 (Murdoch, Beck) 2:40
5—ST-LOUIS, Zuke 5 (Micheletti, Monahan) 19:50
Pénalités—Sutter STL 0:34, St. Louis banc (purgée par Chapman) 14:27.
Troisime période
6—NYRANGERS, Marois 3 (Hedberg, Hilsson) 10:20
7—NYRANGERS, Vickers 9 (Nilsson, Hedberg) 18:10
8—ST-LOUIS, Lapointe 3 (Cronbeen, Zuke) 18:48
Pénalités—Johnstone NYR 19:53, Sutter StL, Miller NYR majeure 20:00.
Tirs au but:

St-Louis	10	4	10	—24
NY Rangers	15	18	8	—41

Gardiens—Stanjowskki, St-Louis: Thomas, NY Rangers.
Assistance—17,419.

Bruins 5, Whalers 4
Première période
1—BOSTON: Wensink 3 (Lalonde, Milbury) 16:28
2—BOSTON: Redmond 4 (O'Reilly, McNab) 16:47
Aucune punition.
Deuxième période
3—HARTFORD: Stoughton 7 (Keon, Douglas) 7:10
4—BOSTON: Jonathan 4 (Ratelle, Middleton) 8:34
5—HARTFORD: Carroll 1 (Warner) 8:55
6—HARTFORD, Allison 5 (Bennett) 17:10
7—HARTFORD: Stoughton 8 ..... 19:58
Punitions—Lalonde Bos, Sims Har 0:21, Wensink Bos 5:04.
Troisième période
8—BOSTON: Cashman 4 (Miller, Marcotte) 14:07
9—BOSTON: Secord 3 (Bourque) 17:52
Aucune punition
Tirs au but;

Hartford	3	12	9	—24
Boston	6	6	11	—23

Gardiens—Garrett, Hartford; Gilbert, Boston.
A—11,834.

Nordiques 4, Maple Leafs 2
Première période
1—QUEBEC, Fitchner 4 (Leduc, Ftorek) 6:31
2—QUEBEC, Goulet 2 (Baxter, Leduck) 7:38
Pénalités—Ellis Tor 6:24, Lacroix Qué 13:49, Ftorek Qué 16:23, Saganiuk Tor 17:56, Cloutier Qué 19:50.
Deuxième période
3—QUEBEC, Goulet 3 (Fitchner, Baxter) 8:03
4—QUEBEC, Larivière 1 (Fitchner, Plante) 11:09
5—TORONTO, Sittler 10 (McDonald, Salming) 16:35
6—TORONTO, Maloney 8 (Turnbull) 16:44
Pénalités—Burrows Tor 6:26, Anderson Tor 9:06, Baxter Qué 14:54, Ftorek Qué 17:56, Boschman Tor 18:34.
Troisième période
Aucun but.
Pénalité—Quenneville Tor 7:59.
Tirs au but:

Toronto	12	10	9	—31
Québec	8	11	7	—26

Gardiens: Palmateer, Harrison, Toronto; Dion, Québec.
Assistance: 10,577.

Flames 4, Capitals 2
Première période
1—WASHINGTON: Jarvis 1 (Lane, Gartner) 1:58
2—WASHINGTON: Scamurra 3 (Mulvey, Lofthouse) 3:39
3—ATLANTA: Clement 4 (Pronovost, Murdoch) 9:24
4—ATLANTA: Reinhart 3 (Nilsson, Russell) 17:37
Punitions—Rota Atl 9:07, Plett Atl, Green Wash majeures 15:59, Murdoch Atl 16:31, Picard Wash 16:47.
Deuxième période
Aucun but.
Punitions—Plett Atl 6:27, Plett Atl, Mulvey Wash majeures 6:27, Lane Wash 13:42.
Troisième période
5—ATLANTA: Pronovost 6 (Boldirev, Reinhart) 5:17
6—ATLANTA: Houston 7 (Russell) 19:51
Punitions—Gartner Wash 4:53, Unger Atl 9:57, Washington banc (purgée par Rausse) 19:34.
Tirs au but

Atlanta	12	5	7	—24
Washington	7	10	11	—28

Gardiens—Bouchard, Atlanta; Inness, Washington.
A.—6,361.

Stanhouse avec les Dodgers

LOS ANGELES (AP) — Le releveur Don Stanhouse poursuivra sa carrière avec les Dodgers de Los Angeles avec lesquels il a signé un contrat de cinq ans. L'ex-lanceur des Expos de Montréal a préservé 21 victoires pour les Orioles de Baltimore cette année et 45 au cours des deux dernières saisons. Il y a quelques jours, les Dodgers ont engagé un autre agent libre, le droitier Dave Goltz.

Les Braves d'Atlanta ont d'autre part annoncé que le releveur Al Hrabosky signera un contrat avec l'équipe demain. Selon un journal d'Atlanta, Hrabosky aurait accepté une offre de $5.9 millions pour cinq ans avec des paiements échelonnés sur 35 ans. Il a joué les deux dernières saisons avec les Royals de Kansas City.

■

INNSBRUCK (AP) — L'Autrichien André Arnold, le champion sortant des épreuves de ski professionnel, a inscrit sa seconde victoire en autant de jours en remportant le slalom de la Coupe du Tyrol, hier à Innsbruck.

■

BERLIN-EST, (AFP) — La patineuse artistique est-allemande Anett Poetzsch, championne d'Europe et vice-championne du monde, a remporté nettement, hier, l'épreuve féminine du concours international des « Glaives Bleus » disputé à Berlin-Est.

Selon des savants finlandais, on peut stopper la calvitie

LONDRES (Reuter) — Deux spécialistes finlandais déclarent avoir créé un traitement du cuir chevelu susceptible de stopper la calvitie et même, dans de nombreux cas, de stimuler une nouvelle pousse capillaire.

Les spécialistes qui ont mis le traitement sur le marché sous forme de lotion, déclarent que parmi les volontaires l'ayant appliquée sur leur cuir chevelu pendant 28 semaines, 60% ont constaté la reprise de la pousse capillaire et une diminution de la chute des cheveux, en l'espace de quatre semaines.

Cette déclaration fut toutefois accueillie avec des réserves par certains experts médicaux.

Le produit contient un détergent synthétique qui élimine les cheveux morts et autres impuretés obstruant les follicules pileux—les minuscules sacs membraneux dans lesquels les cheveux se développent.

Un autre ingrédient, un composé, amorce alors le processus auquel on attribue la reprise de la pousse capillaire.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez écrire à:
Bioscal Canada, Dept. 1.1)
P.O. Box 113, Adelaide P.O.
Toronto, Ont. M5C 2H8

MAINTENANT!
LE TOUR DU CHAPEAU CHEZ RUBY FOO'S.

1. LUNCH EXPRESS
Rosbif chaud ou dinde sur petit pain, ou Salade verte incluant entree et breuvage. Rapide et succulent. le Black Sheep Lounge. $4.95

2. LUNCH TABLE D'HÔTE
Delicieux mets de notre cuisine française reconnue dans le monde entier avec service impeccable. A partir de $4.95

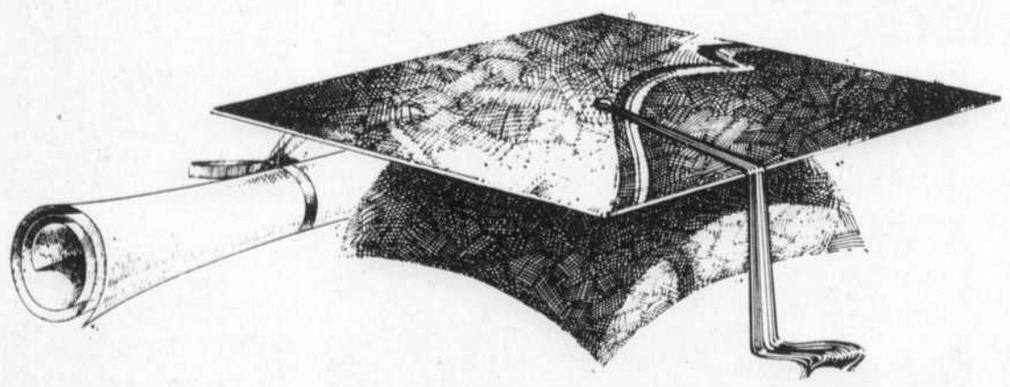
3. BUFFET-LUNCH METS CHINOIS
Vous faites votre choix parmi tout un assortiment d'alléchants plats chauds au buffet chinois. Seulement $7.95

Nous honorons toutes les principales cartes de crédit

RUBY FOO'S
où la qualité est une tradition

731-7701
stationnement gratuit

Une formation universitaire, un diplôme spécialisé... et un salaire qui vaut de moins en moins à chaque année.



L'instituteur apprécie la pomme que lui offre un enfant. Mais il s'attend à mieux de son gouvernement.

À commencer par un salaire qui tienne compte des hausses du coût de la vie.

Le gouvernement fait, aux enseignants, une proposition salariale étalée sur trois ans qui inclut une augmentation pour compenser la hausse du coût de la vie — une augmentation qui est, de beaucoup, en deça des vrais taux de hausse du coût de la vie. En deux mots, la proposition ne protège nullement notre pouvoir d'achat. Et, d'ici trois ans, nos chèques de paie achèteront beaucoup moins qu'ils ne le peuvent aujourd'hui.

Et, ironie du sort, les instituteurs les plus touchés sont précisément ceux qui ont enseigné à vos enfants le plus longtemps.

On dit que "l'expérience rapporte". Certainement pas dans l'enseignement.

À titre d'enseignants, nous ne pouvons cacher notre inquiétude!

Il y a d'autres points litigieux.

Nous revendiquons le droit de négocier localement les mêmes points que ceux que discutent nos confrères de la Centrale de l'enseignement du Québec (C.E.Q.).

L'Association des commissions scolaires protestantes du Québec (A.C.S.P.Q.) nous refuse ce droit.

Et pourtant, nous faisons tous le même travail.

Les enseignants veulent une garantie portant sur un rapport instituteur/élèves qui soit raisonnable. Ils veulent des tâches d'enseignant bien définies. Ils demandent un nombre maximum restreint d'élèves par classe.

Le gouvernement et les commissions nous trouvent déraisonnables. Mais nous sommes convaincus que nos revendications se traduiront, auprès de vos enfants, par une formation de meilleure qualité.

Nous sommes des enseignants et nous voulons compter sur votre appui.

Réglons ces questions. Rapidement.

a&m Vos enfants méritent davantage.
Association des enseignants de Montreal
5585, avenue Monkland, Bureau 135, Montreal, Quebec



Annette avec Paul et Claude Fréva dans «Roméo et Juliette» aux Grands Ballets canadiens.

La rentrée des Grands Ballets: Roméo sans le coup de foudre...

par Angèle Dagenais

Divertimento No 15, de Balanchine, musique de Mozart: Divertimento en si bémol majeur K. 287; **Roméo et Juliette**, ballet en deux actes de Brian Macdonald, musique de Harry Freedman interprétée par la famille Huggett; décors et costumes de Ted Bieler et Maxine Graham.

Soir de la tombée brutale de l'hiver montréalais, jeudi dernier marquait la rentrée des Grands Ballets à la Place des arts. Au menu, un nouveau ballet pour les GBC mais un vieux Balanchine de 1956 et un *Roméo* revisité par un nouvel interprète, Claude Fréva.

Comme son nom l'indique **Divertimento** est un divertissement composé de solos, pas-de-deux et variations pour petits ensembles, dans ce cas-ci, pour cinq danseuses solistes, trois garçons et un corps de ballet de huit danseuses. Un divertissement est un divertissement, rien de plus. C'est un morceau chorégraphique sans intrigue, sans contenu idéologique, fait uniquement pour divertir l'oeil par une série de poses et enchaînements, véritable géométrie mobile et fugace d'esprit vieillot et disons-le usé. Plus personne de nos jours n'écrit de divertissements: ils connurent leurs heures de gloire au 18e et 19e siècles comme intermèdes musicaux et chorégraphiques entre deux scènes d'opéra ou pour débuter ou clore un spectacle.

Dansé en tutus jaunes et bleux pour les dames et petites vestes cintrées et collants pour les messieurs, **Divertimento No 15** est une oeuvre purement académique qui représente en quelque sorte un test de la santé technique de la compagnie qui l'exécute. Les Grands ballets ne s'en tirent pas trop mal mais, il faut dire que ce n'est pas un examen très difficile...

Roméo et Juliette est un spectacle qui mise sur l'émotion, l'expression, et utilise jusqu'à un certain point le spectaculaire pour y arriver: les immenses modules versatiles du décor, les joutes d'escrime, les accessoires, etc. Signalons toutefois que la production des Grands ballets ne pèche pas par excès de décors et d'ornementation et affiche plutôt une sobriété rarement égalée par d'autres troupes de ballet. L'histoire de Roméo est une histoire d'amour presque banale tant elle a été galvaudée et l'émotion qu'on essaie d'en dégager est parfois passablement surannée. Il devient de plus en plus difficile d'imaginer Mme Av Paul en gamine de 14 ans tenant dans une main le poison fatal et dans l'autre la poupée de chiffon. L'amour, la mort, le jeu, les armes, la fête, tout se mélange dans la chorégraphie de Macdonald qui n'arrive pas véritablement à nous emballer — ou est-ce moi qui l'ai vu trop souvent?

Claude Fréva et Annette av Paul campent des amants honnêtes sans plus. Mme Av Paul n'a pas semblé insuffler à son rôle plus d'émotion qu'il ne fallait; pour ce qui est de Fréva, cheveux au vent, il a bien maîtrisé la technique de son rôle, s'est avéré un partenaire discret et attentionné pour sa Juliette sans, lui non plus, apporter tout le lyrisme possible à ce jeune amant épris jusqu'à la folie et la mort de sa bien-aimée. Le coup de foudre ne s'est pas produit, entre Roméo et Juliette et, par ricochet, avec la salle.

La mise en scène demeure fraîche et harmonieuse bien que les scènes de combats me paraissent nettement exégérées dans l'ensemble du drame. Les parades et pavanes sont, aussi, redondantes; le symbolisme parfois gros (poupée, texte enregistré, etc) alterne avec un réalisme lui aussi gros (bénédiction du mariage, débordements de Lady Capulet, ébats amoureux des amants...). Les nuages artificiels enveloppant la couche des amants dans le *finale* se sont mystérieusement transformés jeudi en une « boucane » flottante et odorante qui m'ont personnellement fait penser que le feu était pris dans les coulisses. L'effet était complètement raté...

Blanche et son vieux: légende et féminisme

par Jacques Larue-Langlois

Blanche, de Sylvie Prégent, mise en scène par l'auteur; décors, costumes et accessoires: Denis Larose; éclairages: Philippe Bourgie; musique: Pierre Murray; avec Denis Brassard, Jacques Couture, Johane Fontaine et France Labrie; une production de l'organisation Ô à l'affiche de la salle Fred-Barry, à 20 h 30 jusqu'au 1er décembre

Fable ou légende, parabole ou conte féérique, *Blanche* puise encore dans ce que Jean-Claude Germain appelle « le théâtre de lampe à l'huile », passéisme patrimonial si cher à notre ministère des Affaires culturelles, mais, comme son auteur est jeune et femme, elle en dégage un argument féministe inquiétant dans la mesure où il se passe des hommes mais réjouissant dans le sens où il débouche sur un monde amélioré.

Blanche et son vieux ont passé depuis longtemps l'âge de se reproduire et coulent au fond de leur campagne folklorique une douce vie de vieux amoureux. Survient une tendre et belle sorcière indienne qui, d'un filtre magique aux herbes savantes rend à Blanche la jeunesse perdue et lui fait cadeau d'une grossesse pour le moins inespérée. Objections du marchand, du curé: si ça s'monaye pas, si ça s'baptise pas, c'est pas bon.

Fuite du père affolé et dérouté; intervention à point de la sorcière transformée en sage-femme et naissance de la fille qui, conçue et mise au monde par des femmes seules, pourra, seule encore, refaire le monde à sa manière.

Le tout se passe tout d'une traite, sans entracte, et coule assez bien dès qu'on sent que le texte, marqué d'un certain lyrisme poétique, dépasse l'anecdote. Costumes, décors et accessoires volontairement grossiers ou stylisés, situent l'action dans un contexte strictement théâtral accentué encore par la proximité de l'aire de jeu par rapport aux spectateurs.

Les quatre comédiens se tirent bien des rôles caricaturaux qu'on leur a confiés mais, ici encore, la distanciation est si forte dans leur jeu qu'il faut continuellement faire un effort pour croire à tout ça. France Labrie, en sorcière blonde comme en commères multiples, tient le haut du pavé et mène le jeu de ses collègues comme son personnage l'action de la pièce.

La cheville musicale de la troupe, Pierre Murray, homme-orchestre qui, à lui seul, joue piano, violon et violoncelle, apporte à la trame le fil conducteur imaginatif de ses interventions sobres et parfaitement à point.

Racolade, un texte tragique de Jean Frigon, faisait récemment l'objet d'une lecture publique dans le cadre des activités du Centre d'essai des auteurs dramatiques.

Il ne fait aucun doute que l'auteur possède avant tout un sens extraordinaire du dialogue et du rythme du langage parlé. Ses personnages — une famille gravitant autour d'un bar « cheap » qu'elle exploite dans un quartier prolétaire — sont exposés avec assurance dans leur psychologie profonde et offrent de beaux morceaux de bravoure à des comédiens enthousiastes attirés par un réalisme indéfectible.

Seul accroc véritable, le contexte misérabiliste où se situe l'action permet quand même de justifier le peu d'emprise que chacun a sur la vie.

Directeur musical

LA NOUVELLE-ORLÉANS, Louisiane (AFP)— Le pianiste et chef d'orchestre français Philippe Entremont, 45 ans, vient d'être nommé directeur musical de l'Orchestre philharmonique de la Nouvelle-Orléans, aux Etats-Unis.

Son contrat, d'une durée de deux ans, prendra effet à partir de l'automne 1980.

Philippe Entremont, très popualire aux Etats-Unis comme pianiste, poursuivra sa carrière de virtuose et conservera ses fonctions de directeur de l'Orchestre de chambre de Vienne (Autriche). Il reste également directeur de l'Académie Maurice-Ravel de St-Jean de Luz (France).

LA BOÎTE À ÉCHOS

L'Université de Montréal — les Musialogues — en collaboration avec l'Institut culturel italien présentent le compositeur italien Luigi Nono dont ce sera la première visite au Canada. Selon la formule habituelle, Maryvonne Kendergi de la faculté de musique présentera son invité et fera écouter des extraits de son oeuvre afin de faire connaître cette personnalité marquante de la musique contemporaine en Italie. Jeudi 22 novembre à 20 h au 2375 Côte Sainte-Catherine, salle 1020.

■

Le violoniste canadien Steven Staryk donnera un récital à la salle Claude-Champagne le 23 novembre à 20 h 30. Il sera accompagné de John Perry au piano. Ils interpréteront notamment les *Six danses populaires roumaines* de Bela Bartok et *Introduction et rondo capriccioso op 28* de Saint-Saëns. Des laisser-passers sont disponibles à la Maison de Radio-Canada, 1400 Dorchester est.

■

Le Grand Prix du FIFEF (festival international du film et d'échanges francophones) qui s'est tenu à Dakar du 11 au 17 novembre a été attribué à *West Indies* du Mauritanien Med Hondo. Le prix spécial du jury a été donné a *Rewo Daande Maayo* (de l'autre côté du fleuve du Sénégalais Cheika Gaido Ba, le prix de la première oeuvre à *La Noce* ouvrage collectif du Nouveau Théâtre de Tunis (Tunisie). Pour les courts métrages le Grand Prix a été donné à *Histoire de Vicente; Un paysan du Cusco* de Jean-Louis Berdot (France) et le prix spécial à *Gety Tey* de Samba Felix Ndiaye (Sénégal). Le jury était présidé par Moncef Ben Ameur (Tunisien, organisateur du festival de Carthage) et comprenait M. Jean Debogny (Belgique), Monic Lessard (Canada), Yves-Marie Choupaux (France) et Hassane Diop (Sénégal).























Commonwealth: francophone: Québec attend une réponse

OTTAWA (CP) — S'il semble vouloir faire preuve d'une plus grande ouverture d'esprit à l'endroit des aspirations internationales du Québec, le gouvernement fédéral de M. Clark n'a néanmoins pas encore défini le rôle que pourrait jouer le Québec au sommet des pays francophones qui devrait se dérouler en 1981.

Telle est la constation d'un porte-parole du ministre québécois des Affaires intergouvernementales, M. Claude Morin, qui rappelle que l'an dernier Québec et Ottawa s'étaient affrontés à ce propos, qui reviendra sur le tapis vraisemblablement le mois prochain à Lomé, au Togo, lors de la réunion de l'Agence de coopération culturelle et technique, équivalent francophone du secrétariat du Commonwealth britannique.

La semaine dernière, le ministre des Affaires extérieures, Mme Flora MacDonald, avait souhaité la participation du Québec à ce sommet, mais non en tant qu'Etat souverain.

Du temps de M. Trudeau, de rappeler le porte-parole de M. Morin, il n'était même pas question de participation québécoise, le premier ministre du Canada considérant que seuls des chefs de gouvernement étaient invités à ce sommet traiterait de questions nationales et non provinciales.

Le président Senghor du Sénégal, instigateur, avec M. Trudeau, de ce projet de sommet francophone, a déjà été chargés par les nations francophones à préparer ce sommet.

L'an dernier à Ottawa, le président Senghor avait déclaré au sujet de la participation du Québec à cette réunion qu'il appartenait à Ottawa d'en décider. La semaine dernière, le secrétaire-général de l'Agence de coopération culturelle et technique, M. Dankoulodo Dan Dicko, de passage à Ottawa a repris les mêmes propos.

Le Québec ne prévoit pas participer à ce sommet en qualité de nation indépendante, puisque la province n'est pas encore indépendante, a laissé entendre le porte-parole des Affaires intergouvernementales, mais veut à tout le moins y participer, à cause du rôle spécial du Québec au Canada français.

Clark ne promet pas un budget «ensoleillé»

CHARLOTTETOWN, Ile-du-Prince-Edouard (PC) — Les Canadiens devront faire face à de dures réalités économiques afin d'assurer la stabilité nationale, a soutenu samedi le premier ministre Clark.

S'adressant aux progressistes-conservateurs de l'Ile-du-Prince-Edouard, qui tenaient leur réunion annuelle à Charlottetown, M. Clark a indiqué que les « Canadiens veulent un gouvernement qui puisse faire face aujourd'hui aux questions difficiles ».

M. Clark, qui, en sortant de son hôtel a rencontré une vingtaine de fermiers manifestant contre les taux d'intérêt fixés par son gouvernement, a d'autre part expliqué que le budget du ministre des Finances, M. John Crosbie, ne sera pas un budget « ensoleillé ». Selon le premier ministre, ce budget, qui sera présenté le 11 décembre, aura pour but de rendre confiance aux investisseurs. « Ce sera un budget honnête », a-t-il conclu.

Parlant des proble.mes énergétiques et économiques, le chef du gouvernement fédéral a souligné que les provinces de l'Atlantique ont été particulièrement touchées par leur dépendance vis-à-vis des « sources énergétiques instables » en provenance de l'étranger. Il a réaffirmé à ce sujet que la politique de son gouvernement visait à rendre le Canada auto-suffisant en matière énergétique.

Evoquant la politique des provinces centrales visant à maintenir leur force économique, M. Clark a déclaré que celle-ci « pourrait être menacée si les producteurs étrangers mettaient fin à leurs approvisionnements ».

Pour parer à une telle menace, il faut conserver les approvisionnements énergétiques actuels, définir de nouvelles énergies alternatives et être à la tête du développement énergétique, a encore dit le premier ministre.

DÉCÈS

Notez s.v.p. que les avis de décès doivent nous parvenir avant 4:00 p.m. pour publication du lendemain. Le dimanche: 2 à 4:30 p.m.

MATTE, Raymond — A Montréal, le 17 novembre 1979 à l'âge de 76 ans, est décédé M. Raymond Matte, ingénieur professionnel. Il laisse son épouse Henriette Clapin, ses enfants André (époux de Danièle Morichere), Pierre, Robert et Stéphane (épouse de Michel Bélanger), sa belle-fille Hélène Giroux. Il laisse également son frère Georges Matte. Les funérailles auront lieu lundi, le 19. Le convoi funèbre partira des salons J.R. Deslaurier Ltée et Urgel Bourgie Ltée No 5650 rue Côte-des-Neiges, pour se rendre à l'église Saint-Joseph de ville Mont-Royal où le service sera célébré à 11 heures. Et de là au cimetière de la Côte-des-Neiges lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

CARTES PROFESSIONNELLES ET D'AFFAIRES

Pierre Duhamel
Psychothérapie analytique
Thérapie de couple
489-1644
Société Québécoise de Consultation pour le couple

Brevets d'invention
MARQUES de COMMERCE
Robic, Robic
ET ASSOCIÉS
1514, avenue McGregor
Montréal H3G 1X5 934-0272

Machine à écrire électronique de TRAITEMENT DE MOTS
(word processing)
Recommandée pour exécutifs, avocats, notaires, etc...
DÉMONSTRATION SUR DEMANDE
CANADA DACTYLOGRAPHE INC
7035 av. du Parc, Mtl
270-1141

721-9630
ENTREPRENEUR-ÉLECTRICIEN
JEAN K. MALOUF INC.
entretien industriel - commercial résidentiel
Plus de 30 ans d'expérience
Bureau
6305, 25e Ave, Rosemont
Montréal

ANNONCEZ DANS LE DEVOIR, QUELQU'UN VOUS LIRA

COMPTABLES AGRÉÉS

BELZILE, ST-JEAN SPERANO ET ASSOCIÉS
Comptables agréés
ALAIN BELZILE, C.A.
ROBERT ST-JEAN, C.A.
GILLES SPERANO, C.A.
JACQUES BRANCHAUD, C.A.
2345 est, Bélanger
Montréal 729-5226

LUCIEN DAHMÉ, C.A.
Comptables agréés
276 ouest, rue St-Jacques
Suite 110 845-4194

samson, bélair & associés
Comptables agréés
MONTRÉAL — QUÉBEC — RIMOUSKI — SHERBROOKE — TROIS-RIVIÈRES
OTTAWA — SEPT-ÎLES — SAINT-HYACINTHE — COATICOOK — MATANE

ANNONCES CLASSÉES RÉGULIÈRES

286-1201

- Chaque parution coûte $4.50, maximum 25 mots
- Tout mot additionnel coûte $0.15 chacun
- Minimum: 2 parutions

NOUS ACCEPTONS master charge PAR TÉLÉPHONE

ANNONCES CLASSÉES DU DEVOIR

Les offres d'emplois sont ouvertes également aux hommes et aux femmes.
Avis: Les annonceurs sont priés de vérifier la première parution de leurs annonces.
Le Devoir se rend responsable d'une seule insertion erronée. Toute erreur doit être soulignée immédiatement.
S.V.P. téléphoner à 286-1201

NOUS ACCEPTONS VISA PAR TÉLÉPHONE

ANNONCES CLASSÉES ENCADRÉES

286-1201

- Chaque parution coûte $8.80 le pouce
- Il n'y a pas de frais pour les illustrations.

HEURES DE TOMBÉE: 10:30 heures.
Le jour qui précède la publication du lendemain. Pour l'édition du lundi: il faut nous aviser avant 3:30 heures le vendredi précédent.
Pour les annulations et les corrections, les mêmes heures s'appliquent.
JNO

AIDES DOMESTIQUES

REQUIS, gouvernante âgée de 35 à 45 ans. Appartement meublé offert, bon salaire et références requises. 253-2545. 30-11-79

AMEUBLEMENTS À VENDRE

MEUBLES NON PEINTS: vendons et fabriquons. Vaste choix (commodes, bureaux doubles et triples, etc.). Avons aussi matelas toutes grandeurs à prix d'aubaine. 207 est Beaubien. Tél.: 276-9067 ou 3611 ouest, Notre-Dame 935-6716 et 10,192 St-Michel 387-2841 J.N.O.

VENTE PRIVÉE IMMÉDIATE. Vivoir complet. Table, extension de salle à manger. 4 chaises et crédence. Lampes, stéréo Sanyo, et tapis, etc... 6201 Sherbrooke Ouest, appartement 305. 482-7687 de 10 a.m. à 6 p.m. 21-11-79

ANTIQUITÉS

ACHETONS antiquités de toutes sortes (argent comptant) - bibelots - bronze - tableaux - petits meubles - gravures - par Louis Icart - bijoux - cuivres - lampes - tapis - etc. Claude Morrier 668-3879. J.N.O.

ANTIQUITÉS. Vente - décapage. 523-4365. 23-11-79

APPARTEMENTS À LOUER

CÔTE-DES-NEIGES (secteur), grands 3½, 4½, (pièces fermées), équipés, redécorés. Occupation immédiate, $215., $230. 739-2913. 1-12-79

4½, près métro Jean-Talon. Propre. 2 balcons. Libre immédiatement. Gens responsables. 271-9621, 274-0740. 20-11-79

Côte-des-Neiges et Chemin Côte Ste-Catherine, 3955 St-Kevin, nouveaux 2½, 3½, équipés, électricité payée, garage, ascenseur. 731-6083 et 738-5850. 20-11-79

AVIS

Avis aux médecins immigrants

Le **C.A.P.I.** demande aux médecins immigrants éligibles à l'internat rotatoire, de communiquer avec lui, **avant le 21 nov. entre 9h. et 17h. à 279-1945.**
21-11-79

BUREAUX À LOUER

BUREAU À LOUER, LAVAL DES RAPIDES, chauffé, éclairé, stationnement, tapis, air climatisé, salle d'attente, cuisinette, décoration neuve, 353 Des Prairies. 384-2382 667-2104. 20-11-79

CHALETS À LOUER

DOMAINE STE-AGATHE: Vacance-repos, luxueux Bavarois, cheminée pierre, meublés Thibault. Saison, semaine ski. (7 jours, 5 jours, week-end). Dépliants, 256-6825, (819) 826-5836. 20-11-79

CHALETS À VENDRE

IMPRESSIONNANT

CHALET AUTRICHIEN DANS LES LAURENTIDES

Site élevé magnifique. Facile d'accès. À quelques minutes des pentes de ski. Vue superbe. Excellente reproduction du véritable chalet autrichien. Construction de qualité supérieure. Salon lambrissé en noyer, plafond cathédrale de 24 pieds de hauteur. Parquets de marquetterie à chevilles en chêne, deux B.B.Q. encastrés. Chambre à coucher principale avec suite plus deuxième petit appartement privé pour invités. Sensationnelle piscine intérieure en tuile avec porte à coulisses ouvrant sur patio, serre attenante. Garage pour 2 voitures. Très belle propriété de grand luxe. Exclusivité. $275,000. **Mme Pauline Bates 932-2224 ou 731-6817.**

FRANK A. NORMAN & CIE LTÉE
Courtier licencié, 731-6817
20-11-79

CONDOMINIUM

A.E. LePAGE
COURTIER EN IMMEUBLE
VILLE
CONDOMINIUM DE LUXE: Situé dans le **"TRAFALGAR"** 5 grandes pièces. Cuisine et salles de bains. Ultra-modernes. 2 terraces. **VUE SUPERBE! Françoise Bibaud 935-8541, rés.: 482-1143.**
20-11-79

Trust Royal
SERVICES IMMOBILIERS
CONDOMINIUM VIEUX MONTRÉAL
Superbe appartement, 1040 pi.ca., dans édifice centenaire, complètement rénové, murs de brique, foyer naturel, poutres apparentes, appareils électriques, climatisé. **Michelle Bérard, 876-2515.**
20-11-79

COURTIER

CHERRIER, co-propriété. Stationnement, jardin. Jour: 522-1149. Soir: 658-0082. 20-11-79

DÉMÉNAGEMENTS

À BAS PRIX, appelez Pierre Déménagements, en tout temps, estimation gratuite, 937-9491. J.N.O.

Conseiller en petits et gros déménagements, service rapide, qualité, courtoisie, bon prix. Demandez Jean-Paul 670-7729. J.N.O.

DIVERS

À BAS PRIX, entreposage: Autos, bateaux, camions, meubles, motos, roulottes. 937-9491. J.N.O.

HUILES ET PASTELS à vendre, $100.00, $300.00. Téléphonez: 521-7411. 20-11-79

ÉBÉNISTERIE

Jean-Pierre Rivest, EBENISTE ET POLISSEUR, restauration de meubles antiques et d'époque. Décapage, refinition de tous genres. Travail soigné et personnalisé. 656-5918. 19-12-79

ENTRETIENS-RÉPARATIONS

LAVAL, RÉNOVATION DE BAINS. Prix spécial pour repeindre votre bain. Estimation gratuite. 627-5534. 1-12-79

Fonds de chaise, cannage et rempaillage, rénovation et réparation. Demander: Isabelle Jansolin. Tél.: 527-7483. 21-11-79

Fonds de chaise, cannage et rempaillage, rénovation et réparation. Demander: Isabelle Jansolin. Tél.: 527-7483. 21-11-79

ESPACES DE BUREAUX À LOUER

ESPACES de bureau à louer, 1,700 p.c. Édifice situé rue St-Jacques. Aménagement selon désirs du locataire. 871-1398. 24-11-79.

ÉQUIPEMENTS DE BUREAUX

A bas prix, bureaux, chaises, classeurs, armoires, coffre-fort neuf et usagé, à prix d'escompte. 4532 St-Denis, 845-8463 Richard. J.N.O.

LOGEMENTS À LOUER

OUTREMONT, ave Stuart, sous location, bas de duplex, 8 pièces incluant sous-sol fini, 2 salles de bains, salle de lavage, garage, $560. Libre 15 décembre. 271-9029. 23-11-79

RACHEL, face au parc Lafontaine, grand logement rénové, 7½ pièces, 3ième étage, chauffé, cuisinière, eau chaude. $450.00/mois. 524-0718 ou 522-0859. 26-11-79

ST-HUBERT ET SHERBROOKE, beaux grands logis rénovés. 5½, 7½, stationnement. Jour: 522-1149. Soir: 658-0082. 20-11-79

12247 RANGER, coin Gouin. CARTIERVILLE. Chauffé, meublé ou non, très propre. 1½, 2½, 3½, 4½. Loyers variables. $125. à $175. Jour seulement. 663-8860. J.N.O.

MAISONS À LOUER

"ACCOMMODATION", maison originale, couple à la retraite ou homme seul. Grande chambre privée, libre usage de la maison. Tous services. Face au lac. Lachine Ouest. 20 minutes de Montréal. 637-6804 ou 694-5190. 20-11-79

MAISONS À PARTAGER

A PARTAGER, maison de style victorien très spatieuse, avec foyer, atelier, possibilité de chambre noire, près du centre-ville, dans quartier tranquille et près d'un parc. Disponible immédiatement ou 1er décembre, prix à discuter. Téléphonez: 935-7223 ou 365-1484. 21-11-79

OFFRES D'EMPLOIS

Fille de comptoir pour casse-croûte spécialisé. Situé dans la Gare Centrale. Tél.: SUR LE POUCE: 337-1633, 9 a.m. à 12 a.m. 20-11-79

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

ABAISSEMENT 13% 1ère, 2ème hypothèque, balance de vente, rapidement, jour ou soir, 729-4332. J.N.O.

A-1 absolument confidentiel $1,200 à $600,000., 1ère 13%, 2ième. Mlle Léona Laberge, courtier, 486-1106 jour ou soir. J.N.O.

PROPRIÉTÉS À VENDRE

BAS WESTMOUNT, près du métro, face parc, sous-sol fini, garage double, jardin. $92,000.00. 937-8609. 20-11-79

KIRKLAND, cottage 4 chambres à coucher, 2½ salles de bain, salle de séjour avec foyer, garage, air climatisé central. Impeccable. Pas d'agent. $69,500. 678-7180. 26-11-79

A ANJOU, superbe duplex, bachelor, électrique. Près de toutes commodités. Michel Nolet, 255-8821. M. Lachapelle, courtier. 20-11-79

Boucherville, duplex semi-détaché, tout briques, pas d'agent. Sous-sol fini avec foyer. Moderne. Très propre. Grand balcon. Clôturé. Stationnement privé/locataires. 655-3230. 3-12-79.

PROPRIÉTÉS À VENDRE

BOUCHERVILLE, secteur Seigneurie, 3 chambres à coucher plus sous-sol, salle de séjour, + 2 chambres à coucher. Piscine creusée 16 x 32, taxes: $900.00. Première hypothèque $10,000.00 à 6¼%. 2ième hypothèque, $25,000.00 à 13%. 3 ans. Pas d'agent. $68,000.00. 655-3212. 20-11-79

P.A.T., résidence professionnelle, 8 pièces, plus bachelor, secteur de choix, curieux s'abstenir. MLS, Mance Lapierre 354-2950. Des Rosiers Courtier. 20-11-79

DES ROSIERS
Le Maître Courtier
RIVE-SUD
Cottage canadien sur bassin de Chambly. Idéal pour professionnel.
Diane Veilleux 652-9381 ou 674-0080
20-11-79
de FIDUCIE NORD-AMERIQUE

Trust Royal
SERVICES IMMOBILIERS
CARIGNAN: Bungalow custom-built, imposant foyer ouvert salon et salle à manger, cuisine moderne, grande chambre des maîtres, terrain 23,680 pi. ca., taxes peu élevées. MLS: **Colette Sirard 672-0235, 678-6285.**
20-11-79

COURTIER

A.E. LePAGE
COURTIER EN IMMEUBLE
WESTMOUNT
EXCLUSIVE! Superbe résidence de pierre. Entièrement renovée et redécorée, hall central, vivoir-salle à manger, chambre principale formant suite, ravissante cuisine moderne, beau jardin. Garage double. Nombreux extras. **Anne-Marie Larue 935-8541, rés.: 483-2177.**
20-11-79

PROPRIÉTÉS À REVENUS À VENDRE

BROSSARD, CLASSE 32. 16 logements. 5½. Electricité payé par les locataires. Aucun vacant. Excellent financement. Roger Ménard 465-1600 ou 651-4120. Immeubles McKennon courtier. 20-11-79

SERVICES DIVERS

Monsieur Baignoire
FAITES REÉMAILLER SUR PLACE BAIGNOIRES. LAVABOS. TUILES. TOILETTES. PORCELAINES FIXES. TRAVAIL PROPRE. DE MAIN EXPERTE. PARFAIT EN MOINS DE 6 HEURES!
Résidences. appts. hopitaux. couvent. 36 couleurs — Neuf ou antique
MONSIEUR BAIGNOIRE **336-1133**
Ville St-Laurent
Estimations gratuites 20-11-79

SOCIÉTÉ-LOISIRS

ÊTRE DEUX
Partagez la période des fêtes avec un être intéressant et compatible.
«RENDEZ-VOUS» est une agence de rencontre professionnelle. Établie à Montréal depuis 1966.
Clientèle distinguée.
Notre réputation est basée sur la qualité de nos services.
282-0058 ou 933-3673 (24 h.)
Ouvert de 1 P.M. à 9 P.M. Lundi au vendredi.
RENDEZ-VOUS
1117 Ste-Catherine Ouest Suite 108, Montréal. 20-11-79

OFFRES D'EMPLOIS

SECRÉTAIRE EXÉCUTIVE

$13,000.

Une firme, ayant ses bureaux au centre-ville, requiert les services d'une personne, ayant travaillé à un niveau exécutif.

Qualifications requises
- Bilinguisme parlé et écrit
- Dactylo 60 m/m
- Personne stable
- Flexible
- Mature et, de préférence âgée de 25 à 30 ans avec excellente présentation sera considérée.

Poste de responsabilité très stimulant. Fond de pension, 1 mois de vacances payées, et de nombreux autres avantages sociaux au-dessus de la moyenne.
Pour rendez-vous, téléphonez-moi **MICHELINE LAPORTE**

LES ASSOCIÉS MARIE SELICK
à 1200, ave McGill College, suite 1900
Tél.: 871-1600
20-11-79

TECHNICIENS D'ENTRETIEN MÉCANIQUE

Nous sommes à la recherche de techniciens d'entretien mécanique (millwright) pour notre usine de la région de Trois-Rivières.

Les candidats choisis auront à diagnostiquer et réparer les défectuosités sur des appareils mécaniques industriels tels que: pompes, centrifuges, compresseurs, réducteurs de vitesse, etc.

La préférence sera donnée aux personnes détenant un certificat d'études techniques ou l'équivalent avec une expérience de trois ans en ajustage mécanique machiniste.

Le salaire peut atteindre $400.00 par semaine selon la compétence, auquel s'ajoute une gamme complète d'avantages sociaux.

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae avant le 30 novembre, 1979.

Casier postal 1328
Trois-Rivières
Québec G9A 5L2 20-11-79

SOCIÉTÉ-LOISIRS

Le Club
CONFIDENTIELLEMENT
nous mettrons au point pour vous une entrevue avec le genre de personne que vous désirez rencontrer. Bienvenue aux adultes libres de tous âges.
Pour renseignements ou rendez-vous communiquer à:
849-4496 — 849-2627
J.N.O.

AMASO: Service de rencontres, sérieux. Dépliants sur demande et entrevues gratuites sur rendez-vous. 822 est, Sherbrooke, suite 5, Montréal. H2L 1K4. 2h à 7h, 524-3852. 20-11-79

TERRAINS À VENDRE

MONT ORFORD, vue panoramique, près ski, ruisseau, 1 à 3 acres, 9 à 12 sous le pi. ca. Conditions faciles. 1-514-297-3163. 1-12-79

EASTMAN, vue panoramique, Mont Orford, près ski, 2 arpents, $5,000./5 arpents, $9,500. Conditions faciles. 1-514-297-3163. 1-12-79

VOYAGES

MEXIQUE, spécial avion, voiture, $389. Floride, avion noliprix $189. Descendez en Floride gratuitement, conduisant voiture. New-York chaque fin de semaine $42. retour. Europe aller simple ou retour. Consultez-nous Euro-Américain 878-1085. 17-12-79

Un mot vous échappe... le petit Robert le rattrape.

LE BRIDGE

L'importance de la première carte

par Charles-A. Durand

♠ ♥ ♦ ♣

Donneur: Sud
Vulnérables: Tous

Nord
♠ 9-8-6-4
♥ A-V
♦ R-5-3
♣ 6-5-4-3

Ouest
♠ 7
♥ 9-8-6-4-3
♦ D-9-6-2
♣ D-9-2

Est
♠ A-2
♥ 10-7-5-2
♦ A-V-10-4
♣ V-10-7

Sud
♠ R-D-V-10-5-3
♥ R-D
♦ 8-7
♣ A-R-8

Les enchères:

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♠	passe	2 ♦	passe
4 ♠	passe	passe	passe

Entame: le 2 de trèfle par Ouest.

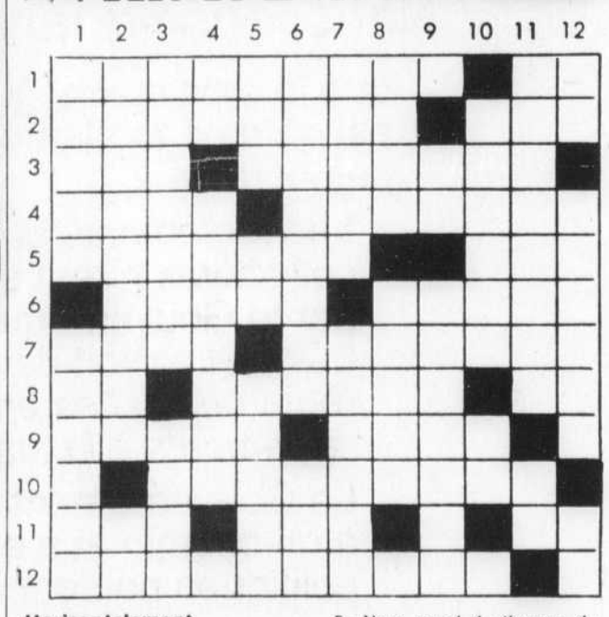
Le jeu de bridge se résume toujours à plusieurs détails venant faire parade, à beaucoup de précision et à une étude clairvoyante du jeu des premières cartes dans le but de faire un plan efficace pour remporter le plus grand nombre de levées possibles.

Les données théoriques enseignent de ne pas jouer la première carte avant qu'un plan ne soit élaboré avec le plus de sécurité possible. La théorie dit encore que c'est le jeu de la première carte qui est la cause du plus grand nombre de perte de contrats. Les enchères ne furent pas révélatrices et sans aucun indice Ouest entama du 2 de trèfle, le mort joua une petite carte et le joueur Est y plaça son 10. À quoi pensa donc Sud en voyant ses cartes et le 10 de trèfle adverse. Sa main remplie de Rois et il laissa tomber le Roi de trèfle. Perdra-t-il un trèfle et 2 carreaux en plus de l'As de pique?

En deuxième carte il joua atout et un gros honneur de sa main. Est s'empara de cet atout avec son As et il joua son 7 de trèfle. Le déclarant perdra-t-il son contrat? L'As prit la levée et 2 autres tours d'atouts furent joués dans le but de calmer son incertitude. Car Sud venait de découvrir mais un peu tard qu'il devra perdre son contrat pour avoir négligé de réfléchir profondément lors du jeu de la première carte.

Il joua donc le 8 de trèfle; Ouest s'en empara, joua la Dame de carreau et deux carreaux prirent le chemin des écoliers. Oui, Sud à la quatrième carte avait bel et bien découvert qu'il devait refuser le premier trèfle durant que la main était à Est. Il ne devait s'emparer que du deuxième et il devait ensuite faire atout et jouer l'autre trèfle, ce qui lui aurait établi un quatrième chez le mort. Cette levée lui aurait permis de défausser une perdante en carreau et lui aurait donné son contrat. Un grand auteur a écrit un volume sur le jeu de la première carte, il n'est pas inutile.

LES MOTS CROISÉS



Horizontalement
1—Fabrication de lustres. — Six.
2—Des monts Altaï. — Gelée des eaux.
3—Pas ailleurs. — Laisse s'écouler un liquide.
4—Nom des cantons, bourgs et subdivisions administratives de l'ancienne Attique. — Décompose un tout en ses parties.
5—Qui a de l'érudition. Aride.
6—Fruit de l'olivier. — Transpirera.
7—Substance sécrétée par les abeilles. — Relatif à l'urètre.
8—Edouard. — Plante à graines toxiques, commune dans les prés et les cultures. — Sélénium.
9—Troupe de chiens courants dressés pour la chasse. — Inscription sur la croix de Jésus.
10—Relatif aux Pélasges.
11—Partie d'une vallée envahie par la mer. — Sans inégalités. — Usages.
12—Jeter la semence sur ou dans.

Verticalement
1—Désagréable à la vue. — Bras par exemple.
2—Qui ressemble à un ulcère. — Préfixe privatif.
3—Encourage, incite. — Arbre de Malaisie.
4—À toi. — Fonctions des édiles.
5—Nom usuel du thymus du veau. — Quatre. — Grand voile qui sert de toiture à un cirque.
6—Grand cercle de la sphère terrestre dont le plan est perpendiculaire à la ligne des pôles. — Solipède.
7—Ravage. — Fruit de la vigne.
8—Victoire de Napoléon sur les Prussiens en 1806. — Signature d'une personne sur un acte pour en attester l'authenticité.
9—Thallium. — Se dit des soeurs nées de la même mère mais non du même père.
10—Source d'eau chaude jaillissant par intermittence. — Indo-Européen.
11—Feras couler. — Sans vêtement.
12—Lui. — Oter l'écale de. — Connu.

Solution de samedi

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	H	A	N	O	V	R	I	E	N	■	V	A
2	E	P	A	N	O	U	I	R	■	I	O	N
3	C	R	O	U	L	E	■	R	A	N	C	E
4	T	E	S	■	O	L	L	A	I	R	E	■
5	O	S	■	E	N	L	A	I	■	D	I	R	A
6	M	■	B	U	T	E	R	■	E	■	O	R
7	E	P	I	T	E	■	G	I	A	C	■	A
8	T	I	R	E	■	A	U	G	U	R	E	■
9	R	E	E	X	A	M	E	N	■	I	R	A
10	E	R	M	I	T	E	■	O	B	E	R	E
11	■	R	E	E	R	■	A	R	E	■	E	R
12	D	E	■	E	N	G	E	L	U	R	E	■

L'affaire Blunt prend de l'ampleur

LONDRES (d'après AP et AFP) — L'affaire Anthony Blunt, le conseiller artistique de la reine Elizabeth qui s'est révélé être un espion au service de l'Union soviétique, a pris de l'ampleur. Un ancien chef des services de renseignements britanniques a en effet révélé que le réseau d'espionnage dont faisait partie Anthony Blunt s'étendait dans toute la Grande-Bretagne et avait comme financier un vendeur de tableaux aujourd'hui décédé.

M. George Young, qui fut jusqu'en 1961 à la tête du MI-5, le département de la sécurité s'occupant des affaires étrangères, a déclaré à la chaîne de télévision ITV que « sept ou huit autres personnes avaient été soupçonnées », outre Anthony Blunt. Elles ont été interrogées par le service spécial du Scotland Yard chargé des questions politiques, a-t-il précisé, et ont été obligées de démissionner des postes qu'elles occupaient, mais apparemment personne n'a fait l'objet de poursuites.

« Les implications de toute cette affaire semblent s'étendre dans tout le Royaume-Uni » et des cellules d'espions soviétiques ont peut-être existé dans d'autres universités que celle de Cambridge, où Anthony Blunt recruta ses complices dans les années 30, a ajouté M. Young.

Le Telegraph a d'autre part révélé qu'un certain Thomas Harris, riche négociant en art aujourd'hui décédé, était probablement le financier du réseau d'espions mis sur pied par Blunt, qu'il avait connu à Cambridge. Selon le spécialiste artistique du quotidien londonien, Harris payait les services des membres du réseau en toiles de maîtres ou en argent comptant.

Harris était considéré comme le meilleur expert mondial sur les tableaux de Francisco Goya et légua, après sa mort dans un accident d'auto en 1964, ses tableaux de Goya au musée de Grande-Bretagne. Il travailla, comme Blunt et les trois autres espions Burgess, Maclean et Philby, pour les services de renseignement britanniques durant la Seconde Guerre mondiale.

Toute cette affaire continue à faire grand bruit en Grande-Bretagne, où la presse demande notamment pourquoi Blunt à continué à exercer ses fonctions auprès de la reine alors qu'il avait avoué ses activités d'espionnage en 1964. La question de savoir si la reine était au courant est également au centre des discussions. Le Daily Mail a prétendu que oui, mais Buckingham Palace a refusé de le confirmer.

Le Sunday Telegraph révèle de son côté qu'Anthony Blunt a été mêlé à l'« un des plus graves désastres des services de renseignements » alliés de la seconde guerre mondiale.

Selon le journal Dominical, Blunt dirigeait la section néerlandaise de la Direction des opérations spéciales, (SOE) mais aurait ignoré des mises en garde codées envoyées par des agents capturés ensuite par les Allemands. Des détails ultra-secrets concernant des réseaux de résistance néerlandais seraient ainsi tombés entre les mains des Allemands, Londres continuant de transmettre des informations confidentielles comme si de rien n'était.

Des membres du gouvernement néerlandais en exil auraient par la suite suspecté une trahison au sein de la section hollandaise du SOE et une enquête aurait même été ouverte après la guerre. Ce climat de trahison, explique encore le Sunday Telegraph, semble avoir été provoqué pour discréditer l'aile droite, modérée, de la résistance, au profit des communistes et d'autres groupes de gauche ».

En marge de l'affaire Blunt, un ancien secrétaire particulier de sir Winston Churchill, sir John Colville, révèle qu'il avait aidé, en 1952, à démasquer un autre espion au service de l'URSS et que celui-ci était « l'un des meilleurs cerveaux du Foreign Office. »

Dans une interview au « Sunday Times » — qui reparaît après 11 mois et demi d'interruption — sir John Colville se refuse à divulguer le nom de l'espion, mais précise qu'il a été « horrifié » lorsqu'il a réalisé qui c'était.

L'homme a été interrogé, ajoute l'ancien confident de sir Winston Churchill, puis renvoyé. » Sir John Colville précise que, selon le MI-5 (Military Intelligence), ce fonctionnaire du Foreign Office « avait cessé d'être un communiste au moment du pacte germano-soviétique, en août 1939, pourtant, poursuit Colville, « ce type travaillait certainement pour le Parti communiste en 1938-39. »

Yamani: le dollar est irremplaçable

AMMAN (AFP) — Le ministre saoudien du Pétrole, cheikh Ahmad Zaki Yamani, a déclaré, à Amman, qu'« aucune monnaie au monde ne peut remplacer le dollar pour régler les factures pétrolières ».

« Le dollar, a-t-il ajouté, demeure la meilleure monnaie capable de faire face aux fluctuations du marché économique mondial ».

L'Arabie saoudite « suivra, comme toujours, une ligne modérée » au cours de la prochaine réunion des pays de l'OPEP, en ce qui concerne une éventuelle augmentation des prix du pétrole, a déclaré également à la presse cheikh Yamani. Il a précisé qu'une telle attitude de la part de son pays visait à éviter au monde une catastrophe économique ».

Le ministre saoudien a d'autre part indiqué que les événements actuels entre les Etats-Unis et l'Iran « n'auront aucune influence sur la situation pétrolière en général ».

Interrogé sur l'éventualité pour l'Arabie saoudite de "(se solidariser » avec Téhéran dans le conflit qui l'oppose actuellement à Washington, Cheikh Yamani a précisé que l'organisation de l'OPEP n'a reçu aucune demande iranienne en ce sens et que les règlements de cette organisation ne lui permettent pas de se mêler des problèmes politiques qui pourraient opposer un pays membre à un autre pays du monde.



Mme Lidia Gueiler, président par intérim de la Bolivie, lors de sa prestation de serment vendredi soir à La Paz. (Photolaser AP)

Gain symbolique de Carter sur Ted

ST PETERSBURG (AFP) — Le président Carter a remporté une victoire éclatante, mais symbolique, sur le sénateur Edward Kennedy, hier lors du vote-sondage organisé par le parti démocrate de Floride.

Comme il fallait s'y attendre après l'élection des délégués à cette convention le 13 octobre dernier, le chef de la Maison-Blanche a recueilli 1,114 voix contre seulement 351 au sénateur démocrate du Massachusetts. Le 3ème démocrate à briguer la nomination de son parti, le gouverneur de Californie « Jerry » Brown ne participait pas à ce vote.

Quoique n'étant pas celle qui sortira des primaires de Floride en mars prochain, cette convention représente tout de même un atout psychologique majeur pour le président Carter qui doit annoncer officiellement sa candidature le 4 décembre. Son état-major de campagne avait d'ailleurs décidé de saisir l'occasion et, seule l'urgence de la crise iranienne, a empêché le président de venir lui-même recueillir les fruits de sa victoire.

Cependant, élément essentiel de sa campagne, son épouse, Mme Rosalynn Carter, était présente et n'a pas manqué de souligner le « calme et le courage » dont son époux pouvait faire preuve dans une crise aussi grave que celle de Téhéran.

Mme Jean Kennedy Smith, soeur du sénateur et épouse du directeur de sa campagne, représentait le « camp Kennedy » dont les supporters ont fait entendre leur voix tout au long de la journée. Elle a souligné que cette défaite ne changeait rien et que « Ted » Kennedy avait bien l'intention de faire campagne en Floride et de remporter les primaires de mars prochain.

Une convention républicaine similaire samedi à Orlando « Floride » avait vu la victoire de l'ancien gouverneur de Californie, Ronald Reagan, devant John Connally, les autres candidats républicains ne recueillant qu'un faible pourcentage des voix.

Lidia Gueiler a l'appui des Boliviens

LA PAZ (d'après AP et AFP) — Après une nuit de fêtes populaires pour célébrer la chute du colonel Natusch Busch, la première femme élue à la présidence de la République bolivienne, Mme Lidia Gueiler, a pris ses fonctions samedi dans un contexte économique pour le moins difficile.

Le Congrès l'a élue vendredi à l'unanimité, pour une période intérimaire, mettant fin à une dictature de 16 jours — imposée à la suite du coup d'État du 1er novembre —, qui s'est soldée par la mort d'au moins 200 personnes.

Le colonel Natusch, récusé par le Congrès, les syndicats et une large partie de l'opinion, a accepté de démissionner à la condition que son successeur ne soit pas celui qu'il avait renversé, M. Walter Guevara. Le Congres a accepté cette condition et a fixé les prochaines élections présidentielles au 4 mai 1980.

D'emblée, cette femme énergique de 58 ans a, pour reprendre l'expression d'un commentateur politique, « conquis le coeur de tous les Boliviens ». En témoignent les murs de la capitale et de nombreuses villes du pays, couverts de déclarations de soutien et de messages de sympathie en sa faveur.

S'adressant samedi à plusieurs milliers de personnes venues l'acclamer, Mme Gueiler a déclaré: « Les tâches du gouvernement ne peuvent être remplies par une seule personne ou un seul parti. Elles émanent du peuple tout entier oeuvrant de manière responsable au progrès et à la consolidation de la démocratie ».

Le président par intérim, dont le mandat expirera le 8 août 1980 après la tenue, en mai, d'élections présidentielles, multiplie d'ailleurs les déclarations sur le « processus constitutionnel » en cours. La Bolivie, a-t-elle ainsi affirmé, prouvera au monde entier qu'elle a conçu un grand projet d'unité et qu'elle tient la démocratie pour la meilleure forme de gouvernement.

Tous les partis politiques boliviens mettent à profit le week-end pour examiner la nature de l'appui qu'ils apporteront au président par intérim. La Démocratie chrétienne, par son porte-parole Felix Vargas, s'est déclarée « d'accord pour une collaboration dans le prochain gouvernement, si Mme Gueiler l'y invitait ». « Nous estimons que le renforcement de la démocratie est une obligation », a ajouté M. Vargas.

Quant aux forces armées, qui sortent perdantes de l'épreuve de force de ces deux dernières semaines, elles ont réintégré leurs casernes avec une rapidité et une discrétion qui a contrasté avec l'éclat de leur intervention. Mais leur commandant-en-chef a indiqué que les militaires avaient « assuré le président de la république de leur désir de rester pour le moment à l'écart du gouvernement et de s'en tenir aux activités prévues par les institutions ».

Les premiers actes de Mme Gueiler ont été de révoquer l'état de siège en vigueur depuis le 1er novembre, d'annuler les mesures économiques prises par son prédécesseur et d'entreprendre des consultations en vue de former un gouvernement.

Le colonel Natusch avait ordonné la fermeture des banques et le flottement du peso, qui avait aussitôt enregistré une dévaluation appréciable par rapport au dollar. Cotée 20,40 pesos au cours officiel, la devise américaine s'était aussitôt échangée jusqu'à 30 pesos sur le marché noir.

Quant à l'avenir du pays, le président par intérim se déclare confiant. Les manifestations de soutien reçues du monde entier ont été d'un immense réconfort pour le pays, a-t-elle souligné. Elle s'est également félicitée de la formation prochaine d'un gouvernement provisoire qui, a-t-elle affirmé, sera « l'expression authentique du Parlement parce qu'il tiendra son mandat du pouvoir législatif, instance essentielle de notre système démocratique ».

Tunis: statu quo sur le Sud-Liban

TUNIS (AFP) — La conférence des ministres arabes des Affaires étrangères, réunie à Tunis et préparatoire au sommet de demain, s'est terminée par un demi-échec sur la question du Sud-Liban, entérinant le statu quo.

Elle a, en revanche, réussi à réaliser un consensus sur les grandes lignes d'une stratégie arabe globale au Proche-Orient, en vue d'une action diplomatique d'envergure, et qui pourrait aussi comprendre l'utilisation de l'arme du pétrole.

Sur le Sud-Liban, qui fut dès le premier jour la pierre d'achoppement de la conférence, trois tendances se sont dégagées après de laborieuses tractations: celle des Palestiniens qui refusent de se retirer du Sud-Liban tout en acceptant de geler leurs opérations contre Israël à partir du Liban, celle des Libanais qui demandent le retrait de toute force armée du Sud-Liban à l'exception de l'armée libanaise et des forces de l'ONU et, enfin, celle de l'ensemble du monde arabe qui, essayant de concilier l'inconciliable, a présenté un texte en sept points.

Ce texte donne en apparence satisfaction aux deux parties, mais en fait ne fait qu'entériner l'état actuel des choses, ce qui n'a pas tardé à susciter des « réserves » aussi bien palestiniennes que libanaises. Le problème du Liban reste donc entier et les ministres des Affaires étrangères arabes n'ont fait que passer la balle aux chefs d'État.

Sur le Proche-Orient en général, la conférence, de l'avis des « modérés » et des « durs », a eu des résultats jugés positifs. Elle a pu réaliser un consensus sur la plupart des questions posées et il est clair que la conférence avait le souci de réaliser un pas, même modeste, par rapport à la conférence de Bagdad.

Si pour cette dernière la cible principale était le régime égyptien, la conférence de Tunis, tout en déclarant sa volonté de « resserrer l'étau autour du régime égyptien », avait pour objectif essentiel de mettre sur pied les bases d'une stratégie globale arabe.

LA LOI 62:

POURQUOI LES ENSEIGNANTS NE PEUVENT PAS LA RESPECTER

Nous, enseignants, croyons

- que le droit aux négociations collectives est un droit fondamental dans une société démocratique

  Les règlements gouvernant les négociations collectives furent établis unilatéralement par le Gouvernement dans le Code du travail. Le droit de grève fait partie de ces règlements. *Les enseignants ont suivi ces règlements à la lettre.*

  Le Gouvernement a amendé ces règlements à mi-chemin et a enlevé, à des fins politiques personnelles, le droit de grève.
- que de permettre au Gouvernement de poursuivre ses objectifs politiques, en laissant de côté nos droits de négociations collectives, ouvre la porte à un danger fort supérieur à celui du non-respect de la loi 62;
- que le débrayage est une manifestation paisible contre des offres inacceptables et une loi injustifiée;

Les enseignants sont disposés à subir les conséquences de leur gestes.

Nous, enseignants, savons

- que l'offre salariale ne contient pas des augmentations correspondant aux hausses du côut de la vie (l'écart se chiffrant à 12.5%);
- que le maximum d'élèves par classe et les rapports maître-élèves offerts ne pourront pas faire l'objet de griefs dans les cas où la partie patronale ne s'y adhère pas.
- que les offres ne garantissent pas de maximum de temps d'instruction pour chaque enseignant;

La publicité gouvernementale sur les offres est trompeuse. Les enseignants ont rejeté ces offres parce qu'ils en ont lu le contenu.

Vos enfants méritent davantage.
Association des enseignants de Montréal
5585, avenue Monkland, Bureau 135, Montréal, Québec

UN RÈGLEMENT EST ENCORE POSSIBLE SI DE MEILLEURES OFFRES SONT DÉPOSÉES À LA TABLE DE NÉGOCIATIONS.